Guide Arts et Spectacles

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 14156 — 5 F — JEUDI 2 AOUT 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Le Mozambique sur la bonne voie

COMME d'autres pays africains, le Mozambique va abandonner le système du parti unique. Le président Joaquim Chissano a annoncé, mardi 31 juillet, que le bureau politique du FRELIMO (Front de libération du Mozambique) était favorable à une orientation vers le pluralisme politique. La décision a été prise à l'unanimité des douze membres. Elle devra être ensuite approuvée par le comité central et adoptée par le Parlement en octobre.

Si tout se déroule comme prévu, plusieurs formations politiques pourraient participer aux élections générales annoncées pour l'an prochain. Et pourquoi pas la RENAMO, le mouvement rebelle qui lutte depuis plus de dix ans contre le régime ? Le président Chissano n'a pas exclu cette possibilité. « Cela dépendra de son respect des dispositions de la loi qui doit être élaborée, a-t-il indiqué. Cette loi ne dressera pas de barrières qui permettraient au FRELIMO de rester le seul parti politique. » Et d'ajouter « si la RENAMO dépose les armes, elle sera libre de s'organiser en parti politique ».

Tout pourrait donc aller relativement vite. Le mouvement d'Afonso Dhlakama va, certes, chercher à obtenir des garanties, mais c'est la première fois que l'on offre officiellement à la rébellion armée la possibilité de devenir légale et de faire valoir son point de vue sur la scène politique.

LES négociations directes qui doivent reprendre très prochainement à Rome permettront peut-être d'arrêter les modalités d'un cessez-le-feu. On n'en est pas encore là, mais la perspective est ouverte. D'autant que la première rencontre, dans la capitale italienne, du 8 au 10 juillet, entre la RENAMO et trois ministres du gouvernement avait causé une bonne surprise, car, auparavant, les contacts indirects qui avaient lieu depuis un an, grâce à l'entremise des présidents Daniel Arap Moi du Kenya et Robert Mugabe du Zimbabwe, n'avaient rien donné.

L'abandon du parti unique vient donc à point nommé pour offrir de réelles chances à la paix dans un pays déchiré par une guerre civile meurtrière qui a pratiquement détruit l'économie, interdit la libre circulation sur les trois quarts du territoire et contraint près de trois millions d'habitants à quitter leur lieu de résidence, un million d'entre eux se réfugiant dans les pays voisins, principalement le Malawi. Six cent mille Mozambicains (sur une population de quinze millions) sont morts de faim, de maladies, de manque de soins ou ont été massacrés durant les combats.

LE président Chissano, depuis son élection en novembre 1986, cherche à tout prix à mettre fin à ce conflit qui a transformé son pays en « mendiant », selon son propre terme, de l'aide internationale. Lentement, il a cherché à prendre ses distances avec les dogmes socialistes de Samora Machel. Lors du 5e congrès, en juillet 1989, le FRELIMO avait abandonné toute référence au marxisme-léninisme. Six mois plus tard, les grandes lignes d'une nouvelle Constitution avaient été tracées. A l'époque, il n'était pas encore question d'abandonner le monopartisme. C'est maintenant chose presque faite. Reste désormais à construire la paix.

M 0147 - 802 0 - 5,00 F



Le ralentissement de l'économie américaine

Le dollar au plus bas depuis deux ans et demi

Le dollar a enregistré une forte baisse, mardi 31 juillet, sur l'ensemble des places financières. Mercredi, il restait très faible, proche de ses plus bas niveaux historiques vis-à-vis du deutschemark. Il cotait 5,33 francs, retrouvant sa valeur d'il y a deux ans et demi. Cette glissade, à laquelle les gouvernements ne semblent pas s'opposer, reflète l'inquiétude des milieux financiers face au ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis. En meilleure santé, l'Europe attire actuellement les capitaux internationaux.



Lire l'article de FRANÇOISE LAZARE page 22

Un projet de loi sur l'administration territoriale

L'Etat va favoriser l'autonomie des communes et des régions

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a présenté au conseil des ministres, mercredi 1er août, un projet de loi sur l'administration territoriale, qui vise à compléter la décentralisation de 1982 en déconcentrant les services de l'Etat et en permettant aux régions et aux communes de s'associer dans des domaines d'intérêt commun. Ce texte prévoit aussi de favoriser l'information des citoyens et leur participation aux affaires locales, notamment en instaurant une procédure de consultation communale, de type référendaire.

Il aura fallu près de dix-huit mois au ministère de l'intérieur pour « ficeler » le projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République.

Ce temps était sans doute nécessaire pour lever les fortes réticences des administrations centrales – et des ministres qui en ont la tutelle – à déconcentrer leurs pouvoirs au bénéfice des préfets.

Ces derniers sont déjà les patrons des administrations locales de l'Etat, du moins en théorie. La réalité étant autre, le projet fixe en principe que la déconcentration sera la règle, la concentration l'exception.

M. François Mitterrand avait donné un sérieux coup de main en ce sens à son ministre de l'intérieur quand, le 22 mars dernier, à Moulins (Allier), il avait lancé : *« Il va bien falloir que les administrations centrales se résignent à limiter leurs activités aux missions qui leur sont propres, missions de réglementation, de conception, de coordination, et qu'elles abandonnent ou qu'elles délèguent, une fois pour toutes, la volonté et le pouvoir de régler les dossiers à des services extérieurs renforcés, regroupés sous l'autorité du représentant du gouvernement. »*

ANNE CHAUSSEBOURG

Lire la suite page 6

La détresse des Indiens Yanomamis

Malgré les promesses du nouveau gouvernement brésilien le grand pillage de l'Amazonie continue

BOA-VISTA
(Territoire de Roraima)

de notre envoyé spécial

Leurs regards sont d'une détresse infinie. Ils ne savent visiblement pas ce qui leur arrive, ils sont le plus souvent muets. Les uns couchés dans leur hamac, les autres courbés sur un feu de branches. Partout où ils vont, ils allument du feu pour chasser les moustiques, chauffer de la farine de manioc. Même dans cette Maison de l'Indien de Boa-Vista, ces quelques cases qui leur servent d'hôpital, ils entretiennent des braises sur le ciment. Ils sont quelques dizaines de Yanomamis, échoués ici à cause de la malaria. Les Yanomamis, ces Indiens dont on a tant parlé il y a quelques mois, et qui semblent retournés à l'oubli.

On sait, en regardant des photos, qu'ils peuvent être robustes, souriants. Mais dans l'univers indigène, ce sont des poids plume. Guère plus de quarante-cinq, cinquante kilos, quand ils sont en bonne santé. Des jambes torses, malingres. L'œil parfois brûlé par les hallucinogènes. Pourtant, ils formaient, il n'y a pas si longtemps, l'ethnie primitive la plus nombreuse des deux Amériques. Vingt-deux mille Yanomamis répartis entre le Brésil et le Venezuela, et miraculeusement préservés par les difficultés d'accès de leur territoire, une région de montagnes et de forêts où l'Orénoque prend sa source. Au Brésil, ils étaient neuf mille à l'ouest du Roraima, et au nord de l'Etat d'Amazonas. Ils étaient... Avec l'arrivée des chercheurs d'or, ils ont été ravagés par la maladie. On estime qu'en trois ans mille cinq cents d'entre eux ont péri. L'hécatombe aurait continué sans l'action sanitaire d'urgence lancée à la fin de l'année dernière, à la suite de nombreuses protestations internationales.

Oneron, le médecin qui les soigne à la Maison de l'Indien, ausculte, comme tous les matins, les ventres tourmentés par la diarrhée, les torses épuisés par la toux.

CHARLES VANHECKE

Lire la suite page 4

« Sureffectif qualitatif » chez Citroën

Comment remplacer des ouvriers peu qualifiés par du personnel « capable de s'adapter aux évolutions technologiques » ?

Original mais controversé, le plan social lancé en avril dernier par Citroën pour inciter neuf cents ouvriers, immigrés pour la plupart, à quitter son usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et à les remplacer par autant de jeunes salariés « capables de s'adapter aux évolutions technologiques », démarre lentement. Cette opération butte sur un obstacle que rencontrent de plus en plus d'entreprises : la difficulté de recruter du personnel qualifié.

« Nous espérions de meilleurs résultats ». De l'aveu des dirigeants de l'établissement, les propositions d'embauche lancées par Citroën-Aulnay (5 680 salariés) n'ont, pour l'instant, pas recueilli l'écho souhaité.

Afin de s'attacher les services de jeunes titulaires d'un CAP de la métallurgie (un peu plus de 6 100 francs brut mensuels de salaire d'embauche) ou de futurs agents de maîtrise justifiant d'un niveau bac + 2 (environ 8 800 francs brut mensuels de salaire d'embauche), la firme au chevron n'a pourtant pas ménagé ses efforts. Outre les annonces diffusées dans la presse et l'information systématique des ANPE, d'autres formes de prospection ont été tentées, telles que la distribution de dépliants à la sortie des grandes surfaces locales ou la diffusion d'affichettes dans la plupart des casernes de l'Hexagone. Sans grand succès au regard des objectifs visés.

Citroën-Aulnay, qui produit quotidiennement 1 100 véhicules (un millier d'AX et une centaine de Peugeot 205), devra l'an prochain augmenter sa capacité de production et assurer, parallèlement avec l'usine Peugeot-Talbot de Poissy (Yvelines), la sortie d'un nouveau modèle Citroën de milieu de gamme. Elle doit donc accélérer sa modernisation et poursuivre la mise en place d'une nouvelle organisation du travail fondée sur une plus large polyvalence du personnel ouvrier.

JEAN-MICHEL NORMAND

Lire la suite page 18

Prisons américaines Vietnam intérieur

II. – New-York rançonnée par ses peurs

Aux Etats-Unis, la philosophie carcérale tient en une phrase : *« Lock'em up and throw away the key »*, autrement dit : *« Bouclez les détenus et jetez la clef » (le Monde du 1er août)*. La surpopulation est telle que la construction de prisons ne cesse de s'accélérer et qu'un petit entrepreneur du New-Jersey est en train de faire fortune avec un concept de cellules préfabriquées qu'on assemble comme un jeu de Lego.

Avec 20 000 détenus pour 7,5 millions d'habitants, New-York n'est pas épargnée par la surpopulation carcérale. Plus de treize mille prisonniers sont enfermés à la colonie pénitentiaire de Rikers Island. Impliqués dans des affaire de drogue, de crack en particulier, ils y reproduisent la violence de la rue. A l'ombre, les gangs se reconstituent.

Lire page 8 l'enquête d'AGATHE LOGEART

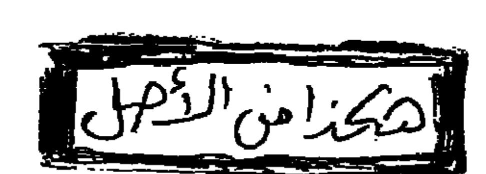
Frissons fin de siècle

Le feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX

13. – *Un Cézanne pour 75 francs*

page 2

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.



Frissons fin de siècle

1889-1900 — par Jean-Pierre Rioux

13. Un Cézanne pour 75 francs

Paul Cézanne est le peintre préféré de son marchand de couleurs. Mais la critique n'est pas du même avis. Elle refusera longtemps l'impressionnisme.



COLLECTION SIROT-ANGEL

En 1904, deux ans avant sa mort, Cézanne est toujours sous le charme de la campagne aixoise

LE père Tanguy avait bien mérité de l'art moderne. Il avait roulé sa bosse de Breton passionné, successivement plâtrier, charcutier, employé aux Chemins de fer de l'Ouest, broyeur. Puis, à tout hasard, était devenu ce marchand de couleurs de la rue Clauzel, au flanc sud de Montmartre, dont la vitrine s'était mise à flamboyer, parsemée de taches inouïes. Rôdaillant, dès avant 1870, du Point-du-Jour à Barbizon et de la Butte à Argenteuil, en proposant gentiment ses tubes et ses toiles vierges à la nouvelle bohème des peintres maudits, il s'était fait beaucoup d'amis. Ancien communard, condamné puis déporté à Brest, il avait cultivé à son retour un franc-parler de libertaire impénitent et granitique : *« Un homme qui vit avec plus de cinquante centimes par jour est une canaille »*, lançait-il volontiers.

Sa clientèle fut heureusement assez désargentée pour demeurer fréquentable : Tanguy a donc beaucoup fait crédit à Monet, Pissarro ou Renoir, au docteur Gachet, puis à Vignon, à Van Gogh ou à Gauguin ; il a entreposé les toiles qu'on lui abandonnait pour régler l'ardoise, et est devenu peu à peu, à son corps défendant, un bizarre marchand de tableaux, qui ne vendait jamais mais accrochait fièrement en devanture son dernier coup de cœur. Ainsi, *« l'histoire de son humble et honnête vie est inséparable de l'histoire du groupe impressionniste »*, conclut Octave Mirbeau dans la notice nécrologique qu'il lui consacra dans *l'Echo de Paris* le 3 février 1894.

Tanguy a regardé la Camarde bien en face : atteint d'un cancer à l'estomac, il s'est fait soigner à l'hôpital – décision terrible à l'époque – pour ne pas fatiguer sa femme, avant de rentrer mourir en tablier au milieu de ses tableaux, dans l'odeur de céruse et de térébenthine. Quand il s'agit de déblayer sa boutique et de laisser quelques sous à sa veuve, Mirbeau a fait le tour de ses obligés du pinceau, et mis sur pied une vente où leurs offrandes se mêlèrent aux toiles, alignées face au mur derrière le comptoir. Ainsi fut rapidement enlevée, à l'hôtel Drouot, le 2 juin 1894, pour 14 261 francs au total – à peine le prix d'un Gérôme ou d'un Bouguereau, – une extraordinaire collection de cette peinture de sauvages, vomie depuis trente ans par toutes les académies et méprisée encore par l'acheteur bourgeois. Pêle-mêle, des Van Gogh (*les Brodequins* partent pour 30 francs...), des Pissarro, des Gauguin, des Renoir, des Morisot, une pelletée de néo-impressionnistes, de Signac à Seurat et Denis, une joyeuse cohorte d'amoureux de Pont-Aven, des dizaines de dessins et d'aquarelles en vrac. Quelques marchands de tableaux pas trop encroûtés savaient depuis longtemps que le père Tanguy avait eu le cœur sur la main : ils ont raflé la mise. Parmi eux, un jeune créole rusé, Ambroise Vollard, nouvellement établi rue Laffitte, qui empoche cinq Cézanne, dont *le Village* pour 75 francs.

Paul Cézanne avait sans doute été le préféré du marchand de couleurs. Et c'est chez lui seul qu'on pouvait voir tranquillement des œuvres du vieil obstiné, de l'hérétique bougon qui vadrouillait encore de Giverny à la Sainte-Victoire. Emile Bernard a dépeint la scène : *« On y allait comme au musée pour voir les quelques études de l'artiste inconnu qui vivait à Aix, mécontent de son œuvre et du monde, et qui détruisait lui-même ses recherches.* [...] *Les membres de l'Institut, les critiques influents et les critiques réformateurs visitaient le modeste magasin de la rue Clauzel, devenu, à son insu, la fable de Paris et la conversation des ateliers. C'est que rien ne déconcertait comme ces toiles où les dons les plus éminents s'engloutissaient dans les naïvetés les plus enfantines; les jeunes gens y sentaient le génie, les vieillards la folie du paradoxe; les jaloux criaient à l'impuissance.* [...] *Gauguin, devant leur aspect de croûte, lançait cette phrase : « Rien ne ressemble à une croûte comme » un chef-d'œuvre ». Emile Bourges » s'écriait : « C'est de la peinture de vidangeur ! »*

Tanguy écoutait tout cela sans broncher, puis se levait : *« On le voyait disparaître dans une pièce obscure, derrière le galandage, pour revenir un instant après porteur d'un paquet de dimensions restreintes et soigneusement ficelé; sur ses lèvres flottait un mystérieux sourire, au fond de ses yeux brillait une émotion humide. Il ôtait fébrilement les ligatures, après avoir disposé le dos d'une chaise en chevalet, puis exhibait les œuvres, les unes après les autres, dans un silence religieux.* [...] *Tanguy reprenait le cours de la conversation et parlait de l'auteur.*

« Le papa Cézanne, *disait-il*, n'est » jamais content de ce qu'il fait, il lâche » toujours avant d'en avoir terminé. » Quand il déménage, il a soin d'oublier » ses toiles dans la maison qu'il quitte ; » quand il peint dehors, il les abandonne » dans la campagne. » *Puis il ajoutait :* » Cézanne travaille très lentement, la » moindre chose lui coûte beaucoup d'ef- » forts, il n'y a pas de hasard dans ce » qu'il fait ». *Naturellement, la curiosité des visiteurs le pressait de questions. Alors Tanguy, prenant un air recueilli, disait :* « Cézanne va au Louvre tous » les matins. »

Tanguy mort, sa tendresse aurait-elle brusquement irradié ? 1894 est en tout cas pour Cézanne la première année faste. Sans public, bien disposé à ne plus jamais accrocher, méprisant le mystère de connivence dont on commence à l'entourer dans les milieux symbolistes, résigné à passer aux profits et pertes de l'aventure picturale (*« Les nombreuses études auxquelles je me suis livré ne m'ayant donné que des résultats négatifs »*, écrit-il encore en 1890), le nomade a laissé des amis pendre une de ses toiles à l'Exposition universelle de 1889, il a envoyé trois tableaux à l'exposition des Vingt de Bruxelles, mais a refusé de paraître au nouveau Salon des indépendants. Pour comble de malheur, son vieil ami Zola s'est inspiré de ses aventures pour tirer le portrait de Claude Lantier, le peintre raté, dans *l'Œuvre*, en 1886. Et Paris, l'ingrate, n'a pas vu d'exposition de Cézanne depuis 1877.

OR voici qu'au Salon de 1892 Maurice Denis clame que toute la peinture nouvelle vient de lui. A la vente Duret, en mars 1894, l'achat par Monet d'une de ses œuvres attire l'attention et *le Journal* publie, le 25, un long papier de Geoffroy, l'ami de Monet, sur l'homme *« qui regarde autour de lui, près de lui, qui ressent une ivresse du spectacle déployé et qui voudrait faire passer la sensation de cette ivresse sur l'espace restreint d'une toile »*. Monet, qui s'est remis en tête de le faire connaître, le convie à des soupers mondains : le craintif se cabre, se brouille, s'enfuit. En vain. Vollard, sans le connaître, s'est mis en chasse de son côté et le convainc de le laisser organiser sans crier gare une grande exposition, rue Laffitte, en novembre 1895.

« Un comble ! », titre le respectable *Journal des artistes*, indigné par *« cette cauchemardesque vision de ces atrocités à l'huile »*, avant de conclure par un calembour de haut vol : *« Césanne, ouvre-toi ! »* Mais dans *le Temps*, où l'on regrette *« l'insouci du métier »* et le *« dédain de la matière »*, le critique parle déjà de *« paysages vraiment grands »* et de *« natures mortes vigoureuses et riches »*. Au *Figaro*, Arsène Alexandre signe significativement « Claude Lantier » un éloge d'un ton au-dessus : *« Le mystérieux Provençal, le peintre à la fois incomplet et inventif, malin et farouche, est un grand homme. »* Dans *le Journal* surtout, la porte est grande ouverte : *« C'est un grand véridique ardent et ingénu, âpre et nuancé. Il ira au Louvre ; il y a là plus d'une toile pour les musées de l'avenir. »* Un grand peintre est né, enfin, à cinquante-cinq ans. Le groupe impressionniste exulte et les premiers amateurs « ahuris », à pas précautionneux, commencent à faire grimper la cote, aguichés par Vollard et frappés par l'écho favorable qui entoure désormais ce *« classique épatant »* qui fait *« du Poussin sur nature »*.

Il est vrai que Vollard lui a sorti les tripes, triant avec sûreté parmi les cent cinquante toiles qu'il lui a expédiées (presque la moitié de sa production depuis 1880). Tout est là, mûr à point, paysages, natures mortes et portraits, des horizons de Méditerranée aux *Baigneuses* pyramidales noyées dans les feuillages, des *Joueurs de cartes* à l'obsédante campagne d'Aix, du *Garçon au gilet rouge* aux pommes de toujours, dans une explosion d'ocres, de beiges et de verts qui transfigure les bleus du ciel et de la mer. Toute une quête silencieuse, une rage aussi de *« traiter la nature par le cylindre, la sphère et le cône »*, un silence traqué dans la richesse chromatique. Et même, déjà, les premiers signes d'une prochaine révolution, si loin devant cet Impressionnisme auquel jamais Cézanne n'avait voulu être réduit, celle du *Lac d'Annecy*, de la dizaine de versions du *Château-Noir* et des rochers de *Bibémus*, sur fond de *Sainte-Victoire* recomposée, de *Grandes Baigneuses*, de pommes et de faïences revisitées, celle où les cubistes eux-mêmes bientôt se reconnaîtront.

Bien entendu, M. Cézanne grogne. En avril 1896, après avoir repris la route pour éviter la louange, il écrit à Gasquet : *« Je maudis les Geoffroy et les quelques drôles qui, pour faire un article de cinquante francs, ont attiré l'attention sur moi.* [...] *Certes, un artiste désire s'élever intellectuellement le plus possible, mais l'homme doit rester obscur. Le plaisir doit rester dans l'étude. S'il m'avait été donné de réaliser, c'est moi qui serais resté dans mon coin avec quelques camarades d'atelier avec qui nous allions boire chopine. »* Il n'empêche que, en 1899, chacune de ses toiles se vend au moins 1 600 francs, que la cote des 3 000 est passée dès 1902, et que le rebelle a consenti enfin à s'exposer aux Indépendants. A la Centenale de 1900, il mettra d'ailleurs encore en émoi les artistes officiels, et le très nationaliste, l'increvable Henri Rochefort crachera toujours sur *« l'ultra-impressionniste »* dans *l'Intransigeant*, en mars 1903, à la vente de la collection Zola : *« On se tordait notamment devant une tête d'homme brun et barbu dont les joues martelées à la truelle semblaient la proie d'un eczéma.* [...] *Le malheureux n'a donc jamais vu d'un peu près un Rembrandt, un Vélasquez, un Rubens ou un Goya ? Car si Cézanne a raison, tous ces grands pinceaux ont tort. »*

AU Salon de 1901, pourtant, Maurice Denis, qui le vénérait sans l'avoir jamais vu, ne l'a pas représenté dans son *Hommage à Cézanne*. Mais toute la jeune peinture émue examine sur sa toile un des énigmatiques compotiers du maître : tous, des Nabis aux futurs Fauves, des tourmentés du Symbolisme aux fous d'Art Nouveau, des avant-gardistes aux « post ». *« Notre père à tous »*, dira Picasso dès 1906. Et Paul Sérusier d'ajouter : *« D'autres viendront, habiles cuisiniers, accommoder ses restes à des sauces plus modernes ; il aura fourni la moelle.* [...] *Qu'une tradition naisse à notre époque, c'est de Cézanne qu'elle naîtra. »*

Depuis février 1897, *l'Estaque* et la *Cour de ferme à Auvers-sur-Oise* sont visibles au musée du Luxembourg, en attendant leur entrée au Louvre. *« Maintenant, j'emmerde Bouguereau »*, a marmonné l'Aixois. La République avait été assez bonne enfant, en effet, pour accepter enfin quelques toiles du gros legs fait à la nation par le peintre Caillebotte en mars 1894. Lecomte du Noüy avait tranché : *« Mettre au Luxembourg les tableaux dont vous me parlez serait d'un exemple déplorable, car les jeunes gens pourraient en être détournés du travail sérieux... C'est de la démence ! »* De consultations laborieuses du comité consultatif des Musées en arrêts du Conseil d'Etat, après cent tergiversations pour trouver le lieu où l'on pourrait dissimuler ces horreurs encombrantes enfantées dans un délire anarchiste, après menace de démission collective des professeurs des Beaux-Arts, l'autorité publique a résolu d'édifier une annexe provisoire au fond du jardin de Marie de Médicis pour dissimuler sa gêne.

Jean Léon Gérôme, l'infatué des commandes officielles, le décoré jusqu'au ventre retranché dans sa citadelle du quai Malaquais, le potentat qui tonne depuis quarante ans contre l'Impressionnisme, avait hurlé : *« Nous sommes dans un siècle de déchéance et d'imbécillité.* [...] *Pour que l'Etat ait accepté de pareilles ordures, il faut une bien grande flétrissure morale ! »*. Il récidivera en 1900 à l'Expo, faisant rempart de son anatomie devant Loubet, qui s'apprêtait à déguster la salle des Impressionnistes. Il hurle encore, une dernière fois, de toute la force de son bel organe : *« Arrêtez, monsieur le Président ; c'est ici le déshonneur de la France ! »* L'ordure et le déshonneur, plus que jamais, hélas, se nomment Monet, Renoir, Pissarro ou Sisley. Et Cézanne. Lequel luttait toujours, là-bas, accroché à sa chère Provence comme un bernard-l'hermite, tordant la géométrie, broyant les bruns et les bleus : *« Je vous dois la vérité en peinture, et je vous la dirai. »*

Prochain épisode
Les héros de Tombouctou

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».

- **Mercredi 1er août** : Un Cézanne pour 75 francs.
- **Jeudi 2 août** : Les héros de Tombouctou.

Pour en savoir plus

► *Peinture et société*, de Pierre Francastel, Gallimard, 1965.
► « Vies d'artistes : art académique, art officiel et art libre en France à la fin du XIXe siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, de Marie-Claude Genet-Delacroix, janvier-mars 1986.
► *Cézanne « puissant et solitaire »*, de Michel Hoog, Gallimard, 1989.
► *Impressionnistes et symbolistes devant la presse*, de Jacques Lethève, A. Colin, 1959.
► *L'Impressionnisme et son époque. Dictionnaire international*, 2 vol., de Sophie Monneret, R. Laffont, 1987.
► *Cézanne*, de John Rewald, Flammarion, 1986.

ÉTRANGER

MONGOLIE : victoire relative du PC aux élections législatives

Le loup dans la bergerie

Les élections du 29 juillet en Mongolie ont donné une confortable majorité au Parti populaire révolutionnaire (PPRM, communiste), au pouvoir depuis 1924. Elles ont aussi entériné l'apparition au Parlement d'une opposition démocratique appelée à pousser le PPRM sur la voie de la réforme.

OULAN-BATOR

de notre envoyé spécial

La statue en bronze de Staline posant à la Napoléon, la main droite glissée dans l'échancrure du manteau au-dessus d'un ventre rebondi, qui se dressait autrefois devant la bibliothèque de la capitale mongole, gît aujourd'hui dans l'arrière-cour du même bâtiment, sur fond de planches récupérées sur des emballages de machines en provenance d'Allemagne de l'Est. Sur demande insistante et après moultes tergiversations, la conservatrice accepte de vous emmener la voir.

Un employé retire une à une les planches formant le couvercle de ce cercueil incongru. Tandis qu'apparaît la célèbre moustache, une chèvre, à quelques mètres de là, broute tranquillement. Un temple transformé en musée découpe ses toits de forme sino-tibétaine dans le paysage, en direction de la montagne sacrée, profanée par la silhouette d'un monument aux héros soviétiques. Une fois prise la photo du gisant, le jeune Mongol remet les planches en place et accepte un pourboire. Défense de photographier l'ensemble de la scène : le gouvernement ne veut pas qu'il soit possible d'identifier les lieux.

Le soin méticuleux entourant l'effigie du tyran géorgien, accusé d'avoir voulu intégrer à l'empire russe les lambeaux de celui de Genghis Khan cadre bien avec la prudence qui marque la démocratisation en cours, telle que les élections de dimanche dernier l'ont traduite au Parlement.

Les quatre partis d'opposition qui entrent au grand Khoural, la chambre législative, totalisent 35 sièges, sur les 430 à pourvoir. Le PPRM s'en adjuge au moins 343. Le reste va à des indépendants et des membres de l'Union de la jeunesse, aux loyautés incertaines. Tous résultats sous réserve de recomptage, avec vingt-huit sièges à remettre aux voix sous un mois pour cause d'irrégularité ou d'absence de majorité absolue.

Succès de l'opposition dans les villes

Le PPRM ne perd pas le contrôle du pays, mais les électeurs mongols lui ont adressé un avertissement sans équivoque : à l'élection au petit Khoural, qui avait lieu simultanément, le parti au pouvoir n'a recueilli que 60 % des suffrages. Ce n'est pas faute d'avoir ratissé au plus large pour obtenir un taux de participation maximum : presque 98 %. Comme par hasard, le régime dit n'être pas en mesure de fournir immédiatement un décompte des votes dans les villes.

C'est là, à Oulan-Bator en particulier, qu'il a probablement perdu le plus d'influence. Plusieurs ténors de l'opposition, tels MM. Zorig (vingt-huit ans), du Parti démocrate, ou Gambold, du Progrès national, ont été élus confortablement. Le chef de l'Etat, M. P. Ochirbat, n'a recueilli que 50,2 % des voix dans la circonscription de la capitale où il se présentait.

Son homonyme chef du PPRM, M. G. Ochirbat, a reconnu au cours d'une conférence de presse, mardi 31 juillet, que ces résultats mettaient en évidence la nécessité pour le parti de *« continuer à se débarrasser des méthodes staliniennes »* de gouvernement. Il a annoncé la mise en œuvre d'une refonte de la Constitution et de la législation, *« de manière à garantir le respect des droits de l'homme »*. Il n'a pas insisté sur le caractère socialiste du futur régime, mais a d'ores et déjà ouvert la porte à des négociations avec l'opposition de façon à intégrer au gouvernement des non-communistes de bonne volonté. Sur le fond comme dans la forme, le régime est à la recherche d'un nouveau consensus pour sortir de l'impasse, notamment économique.

Si l'opposition se dit déçue, voire flouée, les réformateurs du parti ne dissimulent pas leur satisfaction devant le succès d'une opération tenant à la fois de la manipulation et de l'exercice de relations publiques. Manipulation car, pour avoir fait entrer le loup dans la bergerie, le PPRM n'a plus d'autre choix que continuer à se réformer. Relations publiques, car la porte est désormais grande ouverte pour que l'Occident reprenne pied dans cette région convoitée, au passé complexe, des hauts plateaux d'Asie centrale.

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, est attendu ici jeudi en visite officielle, venant d'Irkoutsk. Il rencontrera à la fois les responsables au pouvoir et ceux de l'opposition. Il n'est pas prévu qu'il aille voir la statue de Staline derrière la bibliothèque, et il fermera vraisemblablement les yeux sur les innombrables effigies de Lénine dont l'ancienne Urga, rebaptisée Oulan-Bator (« le Héros rouge ») en 1924, est encore affublée.

FRANCIS DERON

Accords de coopération militaire entre la France et la Corée du Sud

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre français de la défense, et son homologue sud-coréen, M. Lee Sang-hoon, ont signé mardi 31 juillet à Paris deux accords de coopération militaire. M. Lee devait rencontrer mercredi M. Michel Rocard et visiter une usine de la société Thomson, bien placée pour vendre du matériel militaire à Séoul.

Le premier accord est une *« déclaration d'intention »* concernant l'échange de documents scientifiques et technologiques, la production en commun ou sous licence d'armements, l'acquisition d'armements, les échanges et la formation, a indiqué M. Lee. Le second est un *« arrangement technique »* ayant *« pour objectif de rehausser la coopération technologique et industrielle entre les deux pays »*, précise le ministère de la défense.

Selon M. Chevènement, ces accords doivent *« accompagner des affaires plus importantes par une politique de soutien systématique en matière de formation et de logistique »*. De son côté, M. Lee a déclaré que Séoul abandonnait désormais *« la coopération au coup par coup »* avec la France pour lui donner *« un nouvel élan »*, tout en précisant qu'il n'était *« pas question de renverser le système de défense conclu avec les Etats-Unis »*.

Depuis des années la France cherche à développer sa coopération militaire avec la Corée du Sud, chasse gardée des Américains, aujourd'hui tentée de diversifier ses sources d'armement, voire de les fabriquer en partie sur place. Cette percée est d'autant plus délicate que dans le cas de Séoul – comme dans une moindre mesure de Taïbei – les Etats-Unis voient d'un mauvais œil l'arrivée de concurrents à un moment où les ventes d'armes sont devenues un moyen important de réduire le déficit commercial spectaculaire américain avec ces nouveaux pays industrialisés d'Asie.

DIPLOMATIE

Un nouveau sommet Bush-Gorbatchev devrait avoir lieu avant la fin de l'année

Le secrétaire d'Etat américain James Baker, arrivé dans la soirée du 31 juillet à Irkoutsk, en Sibérie, pour une rencontre avec son homologue soviétique Edouard Chevardnadze, a confirmé que les entretiens porteraient sur les préparatifs du prochain sommet Bush-Gorbatchev qui doit se tenir avant la fin de l'année. M. Chevardnadze l'avait également indiqué en précisant que le principe de cette rencontre entre les deux présidents avait été acquis dès le sommet de Malte, en décembre dernier.

Bien que la perspective d'un accord soviéto-américain en vue du règlement du conflit afghan ait fait l'objet de spéculations depuis plusieurs semaines, les collaborateurs de M. Baker l'ont à nouveau écartée mardi.

Le président afghan Najibullah se trouve depuis deux jours à Moscou *« avant tout pour des raisons médicales »*, selon des responsables soviétiques. Toutefois, bien que la durée du séjour de M. Najibullah n'ait pas été précisée, M. Abdul Rahim Hatif a été nommé président par intérim, alimentant les rumeurs de retraite du président afghan en vue d'un règlement du conflit.

Les Américains confirment cependant vouloir parler, en plus du désarmement conventionnel en Europe, des conflits régionaux. M. Chevardnadze a déclaré, pour sa part, qu'il comptait aborder la question des négociations de Vienne sur les armes conventionnelles, de Genève sur les armements stratégiques, ainsi que celle des aspects extérieurs de la réunification allemande.

Sur ce dernier point, une demande de Moscou pourrait entraîner un retard de plusieurs semaines dans le rétablissement de la pleine souveraineté allemande. En effet, Moscou souhaite que le résultat de la conférence « 2 + 4 », c'est-à-dire le document qui mettra fin aux prérogatives des quatre puissances victorieuses de la deuxième guerre mondiale sur l'Allemagne, soit ratifié par le Parlement de toute l'Allemagne, qui sortira des urnes le 2 décembre. Cette procédure de ratification pourrait prendre plusieurs semaines.

Une telle éventualité n'affecte pas le processus d'unification interne. Ce serait cependant un revers pour le chancelier Kohl qui s'était flatté d'avoir obtenu de M. Gorbatchev, le 16 juillet, la promesse que l'Allemagne serait *« rétablie dans sa pleine souveraineté au moment de l'unification »*, c'est-à-dire le 2 décembre.

AFRIQUE

LIBÉRIA : la bataille de Monrovia

Les troupes gouvernementales ont lancé une contre-attaque

Les troupes gouvernementales ont lancé, mardi 31 juillet, une violente contre-attaque à Monrovia et repris aux rebelles dissidents de Prince Johnson une partie du centre de la capitale, notamment le ministère de la défense et celui des finances.

Cinq cents soldats fidèles au président Samuel Doe ont lancé cette attaque-surprise à partir du camp d'entraînement de Barclay, prenant au dépourvu les maquisards, ont rapporté des témoins. Abrités derrière le seul blindé encore en leur possession, ils se sont frayés un chemin à travers le quartier commerçant de la ville en direction de deux ponts stratégiques conduisant à Bushrod-Island.

Cette contre-attaque a provoqué de violents combats dans le quartier de Mamba Point, où sont situées plusieurs ambassades étrangères, notamment celles des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France et dont les hommes de Prince Johnson avaient pris le contrôle la veille. Deux coups de feu ont été tirés dans la cour de l'ambassade de France mais il n'y a pas eu de blessé.

D'autre part, environ 160 personnes, en majorité des autochtones, se sont réfugiées dans l'ambassade d'Allemagne fédérale. Leur évacuation n'est pas possible pour l'instant en raison du manque d'hélicoptères pour les acheminer à bord des navires de guerre américains qui croisent au large des côtes libériennes.

A une dizaine de kilomètres du centre, dans le faubourg de Paynesville, au nord-est de la ville, les rebelles du Front patriotique national du Libéria (NPFL) de Charles Taylor ont lancé une nouvelle attaque infructueuse contre la station de radio gouvernementale.

Dans un entretien téléphonique accordé à la BBC, le président Doe s'est déclaré prêt à *« poursuivre le combat jusqu'à la mort du dernier soldat de l'armée libérienne »*, ajoutant qu'il *« n'abandonnerait pas le pays aux mains de criminels »*. *« Ce n'est pas parce que les rebelles sont au centre de Monrovia qu'ils ont gagné la guerre*, a-t-il affirmé. *Si nous permettons ce genre de choses au Libéria, cela pourrait se propager à toute l'Afrique »*

A Washington, le département d'Etat a confirmé que les rebelles avaient pris, lundi, le contrôle du quartier diplomatique de Monrovia mais a précisé qu'il n'était pas, pour le moment, question d'évacuer les diplomates américains. Il a laissé entendre que les Etats-Unis étaient favorables à une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies en vue d'imposer un cessez-le-feu. A ce propos, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, devait recevoir, mercredi, l'ambassadeur libérien.

« Nous consultons activement les autres membres du Conseil de sécurité en vue d'organiser une réunion sur le Libéria qui, nous l'espérons, poussera les Nations unies à tenter de mettre au point un cessez-le-feu », a déclaré, de son côté, le secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, M. Herman Cohen. Il a précisé que la situation se détériorait rapidement et qu'en cas de déposition du président Doe, une nouvelle guerre civile n'était pas à exclure entre les deux groupes rebelles rivaux de Prince Johnson et de Charles Taylor. – *(Reuter.)*

Avoir treize ans, une bicyclette rose et un fusil

Junior Zoezee, treize ans, chevauche joyeusement une petite bicyclette rose. Un fusil d'assaut AK-47 soviétique, chargé, pend négligemment en travers de sa poitrine. Près de là, Nga Sua, seize ans, porte la même arme et ne veut pas dire s'il connaît la peur. *« Je sais tirer »*, est sa seule réponse.

Comme des centaines d'enfants-soldats présents dans les rangs des rebelles qui veulent renverser le président Samuel Doe, ils attendent d'être lancés dans les combats contre les derniers fidèles du chef de l'Etat. Junior et Nga ont participé à la bataille contre les troupes gouvernementales à Paynesville, dans la banlieue est de Monrovia.

D'autres enfants, souvent âgés de moins de douze ans, suivent le front en transportant des armes. *« Quand la guerre a débuté, elle a déplacé beaucoup d'enfants et certains de leurs parents ont été tués. Ils n'avaient nulle part où aller, personne pour prendre soin d'eux. Ils voulaient nous suivre, alors nous avons décidé de nous en occuper »*, déclare Christopher Selekpoh, un porte-parole du Front national patriotique du Libéria (NPFL).

Selekpoh a vingt ans et ses études universitaires ont été interrompues par la guerre civile. Il affirme que des enfants ont été placés dans une unité spéciale créée par le NPFL pour s'initier au maniement des armes. Les enfants libériens n'ont pas grand-chose d'autre à apprendre depuis que les écoles ont été fermées. Beaucoup d'entre elles ont été saccagées. Des milliers de gosses sont ainsi devenus des réfugiés, fuyant les combats, la pénurie de nourriture et les règlements de comptes tribaux.

A Harbel, à 60 kilomètres de Monrovia, trois garçons de dix et quatorze ans se débrouillent tout seuls pour diriger la maison réquisitionnée par le NPFL pour des journalistes. Ils affirment qu'ils ont quitté leur famille pour rejoindre les rebelles, qu'ils savent se battre, mais ne disent pas s'ils possèdent des armes.

A la sortie de Paynesville, deux des gardes du corps de Charles Taylor, le chef rebelle, font de l'auto-stop. L'un dit avoir quinze ans, mais semble bien plus jeune. Quelques minutes après avoir été pris par une voiture de journalistes, il dormait profondément, son AK-47 sur les genoux, la tête reposant sur l'épaule de son camarade. – *(AFP.)*

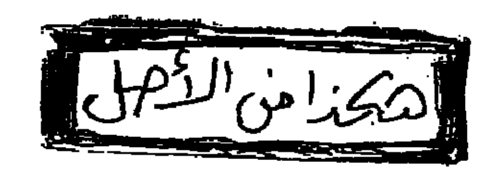
□ ***AFRIQUE DU SUD* : Prochain démantèlement du Bureau de coopération civile.** – Le Bureau de coopération civile (CCB), une unité des Forces de défense sud-africaines (SADF) liée aux assassinats d'au moins deux activistes politiques de gauche, David Webster et Anton Lubowski, va être démantelée, a annoncé, mardi 31 juillet, le général Jannie Geldenhuys, chef d'état-major de l'armée. Le CCB avait été placé sous la surveillance d'une commission d'enquête, présidée par le juge Harms lequel est chargé d'élucider les assassinats politiques qui ont été imputés aux « escadrons de la mort ». – *(AFP.)*

□ **BÉNIN : visite du ministre français de la coopération.** – M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement, se rend au Bénin du 1er au 3 août à l'occasion de la fête nationale béninoise. Au cours de son voyage, il aura des entretiens notamment avec le président Mathieu Kérékou et le premier ministre Nicéphore Soglo. L'aide française au Bénin s'est élevée, en 1989, à 180 millions de francs au titre du ministère de la coopération auxquels se sont ajoutés 315 millions prêtés par la Caisse centrale de coopération économique (CCCE). – *(AFP.)*

□ **MAROC : remaniement ministériel.** – Le roi Hassan II a procédé, mardi 31 juillet, à un remaniement ministériel qui concerne notamment les ministères du tourisme, de l'énergie et des mines. Le portefeuille du tourisme est confié à M. Abdallah Kadiri, celui de l'énergie et des mines à M. Moulay Idriss Alaoui Mdaghri, ancien responsable des affaires maghrébines qui seront dorénavent gérées par le ministre chargé des rapports entre le gouvernement et le Parlement. Un nouveau ministère chargé des affaires de la communauté marocaine à l'étranger a été confié à l'actuel ambassadeur du Maroc à Moscou, M. Rafik Haddoui. – *(AFP.)*

□ **SENEGAL : trois soldats tués dans un attentat en Casamance.** – Trois soldats ont été tués, lundi 30 juillet, dans l'attaque d'un véhicule de l'armée par un groupe de maquisards indépendantistes casamançais, a-t-on appris de source sûre à Dakar. Cette attaque, qui n'a pas encore été confirmée de source officielle, a eu lieu dans la région de Mpack, non loin de la frontière avec la Guinée-Bissau. Le chef de l'Etat, M. Abdou Diouf, avait, la semaine dernière, lors du congrès de son parti, appelé tous les Sénégalais *« à se dresser comme un seul homme contre les périls aussi graves que le séparatisme et les intégrismes de tous bords »*. – *(AFP.)*

□ **TOGO : promesse d'ouverture politique.** – En visite d'Etat à Washington, où il a été reçu, mardi 31 juillet, par le président Bush, le président togolais, le général Gnassingbe Eyadema, a annoncé une prochaine ouverture politique dans son pays. *« Nous sommes en train d'apprendre la démocratie »* au sein du Parti du rassemblement populaire togolais (RPT), le parti unique au pouvoir, et, *« quand le moment viendra »*, le gouvernement pourra se diriger vers un élargissement de la démocratie, a-t-il promis. *« Si d'ici le prochain congrès* (du RPT en décembre 1991), *les gens pensent que nous pouvons aller plus loin, nous irons plus loin »*, a-t-il ajouté. – *(AFP.)*



PROCHE-ORIENT

Rupture des pourparlers à Djeddah

L'Irak maintient sa pression sur le Koweït

L'Irak et le Koweït avaient entamé, mardi 31 juillet, des pourparlers à Djeddah pour tenter de régler leur différend frontalier et pétrolier alors que Bagdad maintient sa pression sur l'émirat. Mais les conversations ont été subitement interrompues, mercredi, l'Irak ayant, selon des sources *proches des négociateurs*, adopté une *« position dure »* et le Koweït ayant refusé de céder aux exigences irakiennes. La frontière terrestre entre les deux pays a été fermée.

Le régime de M. Saddam Hussein avait préparé le terrain à la rencontre de Djeddah en faisant lancer par la presse officielle irakienne un avertissement très clair : *« L'Irak ne demandera qu'à recouvrer totalement ses droits légitimes et inaliénables, et n'acceptera en aucun cas de faire des concessions »* sur ses revendications. Bagdad accuse notamment son voisin de lui avoir *« volé »* du pétrole, d'avoir empiété sur son territoire et d'avoir participé, en ne respectant pas ses quotas de production, à la stagnation des prix pétroliers.

Parallèlement, Washington a confirmé que Bagdad avait massé *« un très grand nombre »* de soldats à la frontière irako-koweïtienne sans, toutefois, donner de chiffres. De sources diplomatiques, dans la région, on avait parlé, le 25 juillet, de trente mille hommes (*le Monde* du 26 juillet).

ISRAËL : pour améliorer son image

Le gouvernement aurait commandé des reportages pour des radios étrangères

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Cela ressemble à une histoire d'apprenti sorcier. Non seulement le gouvernement israélien se plaint, depuis plusieurs années déjà, de n'avoir pas bonne presse mais quand il s'essaie au métier, précisément pour remodeler l'image du pays, cela se retourne aussi contre lui.

En témoigne une « affaire » que le *New York Times* vient de révéler à la « une » et qui a placé le ministère israélien des affaires étrangères dans un embarras certain. A l'instar de ce qui se pratique sous bien d'autres cieux, le ministère, affirme le *Times*, s'adressait à un studio privé pour commander et faire diffuser des reportages radio, évidemment « favorables » au point de vue israélien, même s'il s'agissait plus de sujets « société » que strictement politiques.

Destinataires : l'Amérique latine, mais aussi l'Australie et la Nouvelle-Zélande et même certains pays européens – toujours à en croire le quotidien américain, qui cite la Belgique, la France et l'Italie.

La question qui se pose est celle du label d'origine estampillant les dits reportages. Selon le *New York Times*, ils ont été proposés, dans les pays mentionnés, à plusieurs radios (que le journal ne cite pas) comme émanant du fameux studio privé – apparemment, une source neutre. Comme les émissions étaient souvent distribuées par l'intermédiaire des services diplomatiques israéliens à l'étranger, on peut aussi s'interroger, incidemment, sur l'absence de curiosité des utilisateurs quant à l'origine des reportages.

Dans un long communiqué, le ministère des affaires étrangères s'est défendu d'avoir voulu manipuler qui que ce soit, d'employer des journalistes ou du personnel du studio en question. Mais il annonce aussi, dans le même communiqué, qu'il a décidé, *« pour qu'il n'y ait pas de malentendu »*, de suspendre les liens qu'il entretenait avec le studio en question...

Cette décision a été prise le 18 juillet ; l'article du *New York Times* a été publié à la fin du mois. Le ministère a beau assurer qu'il n'y a aucune relation entre les deux faits, il a agi comme s'il avait bel et bien quelque chose à cacher.

ALAIN FRACHON

A TRAVERS LE MONDE

HAITI

Les élections générales auront lieu le 4 novembre

Après plusieurs mois de polémique entre la présidente par intérim Mme Ertha Pascal-Trouillot et les différentes forces politiques du pays, la date du premier tour des élections générales – présidentielle, législatives, municipales et locales – à Haïti a été définitivement fixée au 4 novembre prochain, a annoncé mardi 31 juillet, le conseil électoral provisoire (CEP), organisme indépendant chargé de leur organisation. Un éventuel second tour est prévu pour la seconde moitié du mois de novembre, l'installation du président élu devant avoir lieu le 7 février 1991.

L'annonce de la date des élections n'a pas pour autant mis un terme aux querelles politiques et plusieurs personnalités haïtiennes ainsi que le Conseil d'Etat estiment que, dans un souci de *« clarté »* et pour des raisons de sécurité, les auteurs des massacres commis ces dernières années devraient être jugés avant que ne commence la campagne électorale.

Par ailleurs, le gouvernement de Mme Ertha Pascal-Trouillot a interdit mardi, *« pour raison d'Etat »*, le retour au pays, prévu le même jour, de l'ex-président Leslie Manigat qui devait rentrer en Haïti en provenance de New-York, deux ans après avoir été renversé par l'armée. M. Manigat avait refusé de signer une déclaration écrite indiquant qu'il revenait en Haïti en tant que *« simple citoyen »*. – *(AFP.)*

IRAN

Prochaine libération des prisonniers de guerre égyptiens

L'hodjatoleslam Tashkiri, le chef de la délégation iranienne à la réunion ministérielle de l'Organisation de la conférence islamique qui se tient actuellement au Caire, a annoncé, mardi 31 juillet, que Téhéran libérera *« prochainement »* tous les prisonniers de guerre égyptiens. Plusieurs milliers d'Egyptiens sur les vingt mille qui se battaient aux côtés des Irakiens durant la guerre du Golfe se trouvent toujours entre les mains des Iraniens.

L'hodjatoleslam Tashkiri a cependant exclu une prochaine reprise des relations diplomatiques rompues entre le Caire et Téhéran depuis onze ans. Il a indiqué que des problèmes subsistaient encore entre les deux pays. – *(Corresp.)*

AMÉRIQUES

TRINITÉ-ET-TOBAGO

Les rebelles musulmans ont libéré le premier ministre

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

La libération du premier ministre de Trinité-et-Tobago, M. Arthur Ray Robinson, mardi 31 juillet, en début d'après-midi, ne règle pas la grave crise qui secoue cette République caraïbe depuis vendredi.

Dans une conférence de presse à Port-of-Spain, le ministre de la justice trinidadien a confirmé que son gouvernement poursuivait ses efforts pour obtenir la libération des quarante personnes toujours détenues par les rebelles musulmans dirigés par Yasin Abu Bakr. Quinze membres du cabinet sont en effet toujours retenus au Parlement et vingt-cinq employés de la télévision nationale sont aux mains des rebelles qui se sont emparés du siège de la station. Un couvre-feu de 18 heures à 12 heures est en vigueur.

Après l'annonce d'accords plusieurs fois démentis ces deux derniers jours entre les rebelles et les membres du gouvernement, ce qui devait ajouter à la confusion générale, les négociations sembleraient en effet se poursuivre, cette fois, de manière plus concrète.

Pas d'accord sous la menace

Peu avant la libération de M. Robinson, blessé par balles aux deux pieds, Yasin Abu Bakr avait appelé un groupe de journalistes au téléphone pour leur dire que M. Robinson était sérieusement touché. *« Nous ne voulons pas le voir mourir et vous n'avez qu'à venir le chercher au Parlement »*, avait-il déclaré. Faisant une nouvelle fois valoir ses exigences – démission de M. Robinson, élections dans un délai de trois mois et amnistie pour les rebelles, – Abu Bakr annonçait qu'il souhaitait *« que l'ex-président américain Jimmy Carter ainsi que le pasteur noir Jesse Jackson servent de médiateurs dans le conflit »*.

Cependant, alors que M. Robinson, qui devait être hospitalisé peu après avoir été conduit au camp militaire d'Ogden, semblait résolu à accepter les conditions des rebelles, les ministres qui ont échappé à la prise d'otages optaient pour la fermeté, faisant valoir que tout accord conclu sous la menace n'aurait aucune valeur.

Du coup, en annonçant la libération de M. Robinson, le ministre de la justice, M. Anthony Clark, rendait un hommage prononcé à l'armée et à la police. D'après des informations de bonne source, les responsables de ces institutions n'ont nullement l'intention de capituler face aux rebelles musulmans.

Le ministre de la justice a également remercié les pays de la région qui ont manifesté leur solidarité avec le gouvernement trinidadien. Il a cependant ajouté que les forces de défense de Trinité contrôlaient la situation, et que la police et l'armée avaient mis un terme au pillage.

Selon la presse locale, le nombre des morts s'élève à au moins trente personnes et celui des blessés à une centaine.

J. – M. Ca

La détresse des Indiens Yanomamis

Suite de la première page

La malaria n'est pas la seule maladie apportée par les prospecteurs, les *garimpeiros*. Dans les rencontres apparemment innocentes entre Indiens et hommes blancs, l'échange des fruits de la jungle contre des aliments industriels provoque, immanquablement, des troubles intestinaux. Voici un jeune homme, quinze ans peut-être, qui s'esclaffe quand le médecin lui touche les côtes et dont le regard retourne aussitôt à sa tristesse, sous la frange épaisse. *Guéri d'une malaria, la fièvre est* revenue : c'est une maladie qui n'en finit jamais.

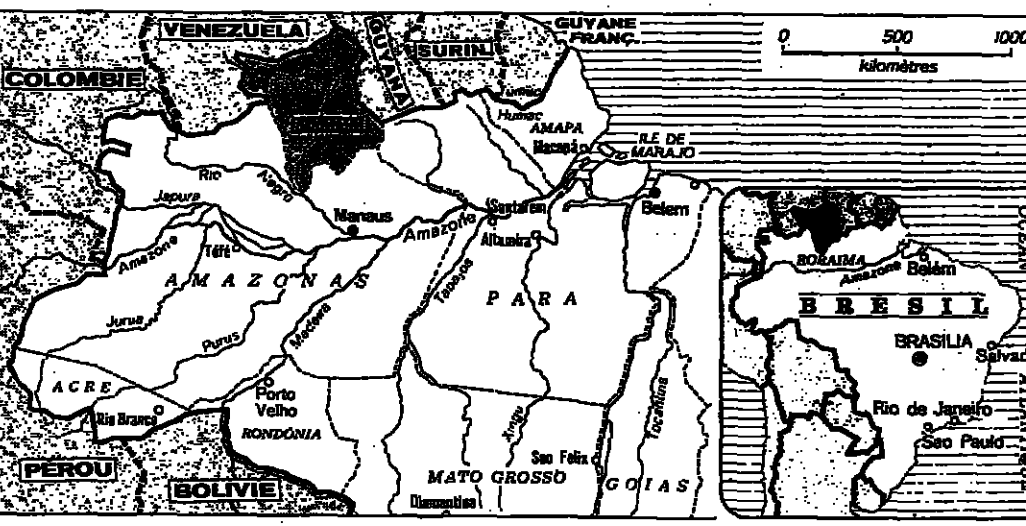
Les *malocas* proches des *garimpos* (lieux de prospection) ont été les plus touchées. La *maloca*, c'est la maison collective indigène, avec son espace central réservé aux rites et aux jeux. *« Dans certaines d'entre elles, on ne rencontre plus d'enfants âgés de moins d'un an : les nouveau-nés sont morts, ou les femmes ont cessé d'enfanter »*, explique Oneron. A l'hôpital, un gamin accroupi par terre, et qui ne bouge pas des heures durant, montre la maigreur d'un enfant du Biafra. *« Tuberculose »*, dit le médecin. Des femmes ont perdu tellement de globules rouges qu'il faut leur faire des transfusions. Les hommes portent de vieilles chemisettes électorales *Collor* ou *Brizola*, vestiges de la dernière campagne présidentielle. *Dans la forêt, ils étaient seulement « habillés de soleil »*, comme disent pudiquement les prêtres.

Une solitude de trois mille ans

A l'heure du déjeuner, chacun vient avec son assiette, pour recevoir une louche de viande, de haricots et de riz, mangés avec les doigts. Ils font la queue sagement, sans un rire, sans un mot, les mères avec leur bébé sur le dos, attaché par une sangle qui part du front, les enfants la paupière ourlée de fatigue. *Leurs chiens, leurs* chats, qui les accompagnent à l'hôpital, sont aussi maigres qu'eux. Une femme se pare des ornements rituels, de courtes baguettes trouant les joues et la lèvre inférieure, mais elle est bien la seule. Chez les autres, l'hébétude domine.

Jusqu'en 1987, les Yanomamis se croyaient seuls au monde, et cette solitude durait depuis trois mille ans. Dans la *serra de Surucucu*, leur principale réserve, il y a de l'or, de l'uranium, du minerai d'étain. En quantités suffisantes pour susciter, depuis longtemps, la convoitise des compagnies minières et des prospecteurs. Ce trésor resta pratiquement sous le boisseau jusqu'à il y a trois ans. Missionnaires et défenseurs des indigènes tentaient de préserver le *statu quo*. Mais en 1987 la FUNAI, l'organisme gouvernemental chargé – théoriquement – de la protection des Indiens, expulsa les uns et les autres, à la suite d'incidents. Ce fut le signal de *l'invasion blanche. Quarante* mille *garimpeiros* arrivèrent avec leurs machines pour tamiser l'eau des rivières et construire des pistes d'atterrissage. *« Nous sommes allés là-bas comme des pionniers, au su et au vu des autorités »*, dit Mme Petita Brasil, dirigeante de l'association des *garimpeiros* de Boa-Vista. Mme Brasil est une *pasionaria*. Le verbe haut, enflammé, cette quadragénaire d'ascendance indigène dit, crûment, que la police, l'armée, le gouverneur, la FUNAI, ont prêté la main à l'invasion du territoire Yanomami. La police a protégé les *pistes, pourtant illégales*. L'*armée* a procédé à l'agr*andissement de l'une d'entre elles*, à Paapiu, l'un des principaux garimpos. « Les militaires sont *les grands responsables*, dit l'évêque de Boa-Vista, Dom Aldo Mongiano. *Ils considèrent les Indiens comme des êtres inutiles, paresseux, comme une menace pour la sécurité nationale, parce qu'ils ignorent les frontières. Ils ont vu dans les garimpeiros un facteur de peuplement, et encouragé leur installation.* »

Le génocide a duré trois ans. Quand il a été trop patent, Brasilia *a décidé le retrait des garimpeiros.* En janvier, le directeur général de la police, M. Romeu Tuma, est venu superviser l'opération. Un délai de deux mois a été accordé aux prospecteurs pour quitter les réserves. L'armée a prêté ses *avions pour les évacuer. La police* a bloqué à l'aéroport de Boa-Vista les appareils servant au ravitaillement des *garimpos*. Il est question de dynamiter les pistes d'atterrissage...



La vie de serf des garimperos

Mais les *garimpeiros* sont-ils partis ? *« Oui*, affirme le délégué local de la FUNAI, M. Francisco Alves da Silva. *Les quatorze mille prospecteurs qui occupaient la réserve de Surucucu ont quitté les lieux.* » Affirmation contredite par Mme Petita Brasil, qui soutient, pour sa part, que la moitié des envahisseurs sont restés : ils se sont éloignés des pistes connues, où ils pouvaient être repérés, et se sont enfoncés dans la forêt, où des avions continuent de leur apporter vivres et matériel. Pourtant, dit Mme Brasil, *« le garimpo, c'est fini »*. Boa-Vista n'a plus, en effet, la fièvre de naguère. Quelques hommes continuent de montrer leurs bouches en or, de porter des colliers lourds en carats. Le commerce du métal se fait encore dans les boutiques où des gens de toutes races le pèsent dans de minuscules balances. On voit toujours en vente des fusils de western, les seuls capables de faire la loi dans les *garimpos*. Mais le cœur n'y est plus, ni le nombre : les rues sont désertes, avant elles vibraient. On pourrait croire que la menace a fait son effet.

Carlo Zacquini dit que non. Missionnaire endurci par vingt-cinq ans de lutte en faveur des indigènes, représentant local de la Commission pour la création du parc Yanomami, fondée en 1979 à Sao-Paulo, Zacquini affirme : *« Ce qui décourage les chercheurs d'or, ce n'est pas la police, mais le plan anti-inflation Collor lancé à la mi-mars, qui a fait baisser l'or de moitié et doubler le prix du transport aérien.* » Les *garimpeiros* ne sont d'ailleurs le plus souvent que des victimes comme les Indiens. Partis pour une aventure solitaire, ils se retrouvent aux mains des propriétaires des pistes et du matériel de prospection. Ils reçoivent rarement un salaire. Leur nourriture, ils l'achètent avec l'or qu'ils récoltent – un gramme pour un kilo de haricots – et sont perpétuellement endettés. Loin de tout, dans la jungle, ils dépendent totalement des maîtres des *garimpos*. S'ils veulent partir, ils doivent payer leur patron, et aussi le pilote. Ils vivent comme des serfs, enchaînés.

Deux Allemands en témoignent, que le goût du risque a conduits récemment dans un *garimpo* baptisé Brasil Novo. *« Même les remèdes contra la malaria, distribués gratuitement par les autorités, sont vendus à prix d'or aux garimpeiros »*, dit Rüdiger Nehberg, ancien pâtissier de Hambourg converti aux équipées solitaires dans la jungle. Si Rüdiger a quitté sans problème Brasil Novo, où il y a vingt prostituées pour deux cent cinquante chercheurs d'or, ce n'a pas été le cas de sa compagne, *Cristina Haverkamp*. Etudiante en médecine, âgée de trente-deux ans, Cristina a des blondeurs exotiques qui lui ont valu une tentative de viol et des propositions pressantes.

Mme Brasil reconnaît que le métier a des inconvénients : *« Il détruit le milieu ambiant »*, dit-elle. Rivières empoisonnées par le mercure, ou tellement travaillées qu'elles se vident de poissons. Rivages détruits par les machines, gibier massacré. *« Le gouvernement local pouvait empêcher ce saccage en exerçant son contrôle, mais il n'a rien fait. »* Avec un minimum d'investissements en postes de santé, écoles, aides agricoles et minières, il y a place dans le Roraima, selon notre interlocutrice, pour les Indiens et les *garimpeiros : « Il suffit que le domaine de chacun soit bien délimité. »* Ce n'est pas l'avis de Dom Aldo Mongiano, qui dit : *« On ne peut pas à la fois sauver les Indiens et préserver les chercheurs d'or. »*

Que faire, dans ces conditions ? En vertu de la loi du premier occupant – et de la sauvegarde des dernières tribus – environ 90 000 kilomètres carrés du Roraima devraient être laissés aux Yanomamis. C'est beaucoup d'espace pour très peu d'Indiens, aux yeux des « petits blancs ». Surtout quand cet espace recèle de grandes richesses minières. *« Nous n'avons pas l'intention de le laisser se convertir en nation indigène*, dit Mme Petita Brasil. *Nous allons le défendre en y maintenant des gens. Vous verrez d'ailleurs qu'un jour, il ne sera plus question de* garimpeiros. *Les grandes compagnies auront pris leur place ! »*

CHARLES VANHECKE

□ **PÉROU : cinquante et un morts dans des affrontements entre la guérilla et l'armée.** – Trois affrontements entre l'armée péruvienne et le mouvement maoïste Sentier lumineux ont fait 51 morts (44 rebelles et 7 soldats) dans la région de San-Martin, dans le nord-est du pays, a annoncé *mardi 31* août le commandement militaire de Tarapoto à 700 kilomètres de Lima. Ces incidents ont eu lieu samedi et dimanche au cours d'opérations destinées à empêcher des actions terroristes au moment de l'investiture du nouveau président péruvien Alberto Fujimori. – *(AFP.)*

□ **ÉTATS-UNIS : un parent d'un ancien président du Mexique reconnu coupable d'escroquerie.** – Ruben Zuno Arce, beau-frère de l'ancien président mexicain Luis Echeverria, accusé de s'être livré au trafic de drogue et d'avoir participé à des actions ayant abouti au meurtre de l'agent des services anti-drogue américains Enrique Camarena, a été reconnu coupable, mardi 31 juillet, d'escroquerie, de rapt et de conspiration devant un jury de Los Angeles (*Californie*). Enrique Camarena, avait été enlevé dans les rues de Guadalajara (Mexique) en février 1985, interrogé et torturé par des trafiquants de drogue avant d'être assassiné. – *(AFP.)*

EUROPE

Les menaces terroristes en RFA et la préparation de l'unification

La Fraction armée rouge lance un appel à la lutte contre la « grande Allemagne »

BONN

de notre correspondant

Le groupe terroriste Fraction armée rouge (RAF), revendiquant pour la deuxième fois l'attentat manqué de vendredi dernier à Bonn contre le secrétaire d'Etat de l'intérieur, Hans Neusel (*le Monde* du 28 juillet), a annoncé, dans une nouvelle lettre, mardi 31 juillet, qu'il s'apprêtait à *« mener une longue phase de lutte contre la nouvelle puissance mondiale : la grande Allemagne »*.

Dans sa logorrhée caractéristique et sur cinq pages dactylographiées, la RAF justifie son acte en déclarant que *« M. Neusel incarne la continuité du fascisme allemand du IIIe Reich vers le IVe Reich ». « L'impérialisme a gagné la guerre froide; la dissolution du bloc socialiste et de sa fonction historique pour les processus de libération dans la tricontinentale a abouti à une nouvelle stabilisation du bloc impérialiste »*, lit-on encore dans ce texte qui, contrairement aux revendications des générations précédentes de la RAF, n'est pas signé de l'étoile rouge à cinq branches barrée d'une kalachnikov, mais simplement du sigle RAF.

« Nous avons raté le but militaire de l'action », poursuivent les terroristes qui précisent que *« l'explosion devait garantir sa mort mais aussi garantir à cent pour cent la protection de personnes qui ne sont pas concernées. A cet égard, nous avons calculé trop faiblement la quantité d'explosif »*.

Portrait-robot

Parallèlement, l'enquête, confiée, comme toujours en matière de terrorisme, à la police criminelle fédérale, avance lentement. Les enquêteurs ont acquis la certitude que les terroristes ont utilisé un explosif de leur propre fabrication et ont constaté de nombreuses similitudes avec l'attentat qui a coûté la vie en septembre 1989 au patron de la Deutsche Bank, Alfred Herrhausen. Une récompense d'environ 160 000 francs a été offerte à quiconque fournira des renseignements susceptibles d'aider les enquêteurs. Grâce aux témoignages recueillis, la police a ainsi pu établir le portrait-robot d'une jeune femme âgée de trente à trente-cinq ans, très jolie et portant des cheveux châtains courts. Plusieurs personnes ont déclaré à la police avoir remarqué une femme correspondant à cette description marcher sur le bas-côté de la bretelle de l'autoroute où s'est produit l'attentat contre M. Neusel.

En revanche, la police ignore tout de cette nouvelle génération de la RAF – un noyau dur d'une trentaine de personnes maximum, pense-t-elle – qui, apparemment, est animée de la même détermination meurtrière que ses aînées mais qui ne dispose plus de la RDA pour y effectuer ses replis tactiques. – *(Interim.)*

Un accord définitif est en vue sur les modalités des élections de décembre

BONN

de notre correspondant

Les trois partis de la coalition au pouvoir à Bonn – la CDU du chancelier Kohl, la CSU bavaroise et le parti libéral FDP – se sont mis d'accord, mardi 31 juillet, sur les modalités des élections du 2 décembre. Le scrutin se déroulera sur un seul et unique territoire composé de la RFA, de la RDA et de Berlin.

L'avenir du PDS

La règle en vigueur actuellement à l'Ouest, selon laquelle seuls les partis qui recueillent plus de 5 % des suffrages peuvent envoyer des députés au Bundestag ou aux diètes régionales, sera aménagée afin *« de donner une chance aux partis et groupements qui ont fait la révolution pacifique à l'automne dernier en RDA »*, comme l'a déclaré le président du Parti libéral, M. Otto Lambsdorff.

En fait, la possibilité offerte aux petits partis d'unir leurs listes à celles des grandes formations devrait servir principalement à l'Union sociale allemande (DSU), parti frère de la très conservatrice CSU bavaroise. A l'inverse, ce système de panachage devrait empêcher le Parti du socialisme démocratique (PDS, émanation de l'ancien Parti communiste est-allemand) d'entrer dans le futur Parlement, car il est probable qu'aucun parti important n'acceptera d'unir ses listes aux siennes.

Si les responsables est-allemands acceptent cette formule – et tout indique qu'ils l'accepteront, notamment à la suite de la visite-surprise que le chancelier est-allemand, M. Lothar de Maizière, a rendue mardi en Autriche à M. Helmut Kohl, – l'accord électoral entre la RFA et la RDA pourrait être paraphé jeudi et signé vendredi. Plus rien ne s'opposera alors, en Allemagne, à la signature du traité scellant l'union des deux pays. – *(Intérim.)*

URSS

Les nationalistes géorgiens bloquent les trains

Près de quarante mille personnes ont été bloquées à travers la République soviétique de Géorgie à la suite du blocus du train transcaucasien, immobilisé par les nationalistes géorgiens depuis six jours, a indiqué mardi 31 juillet la télévision soviétique.

Selon un responsable du ministère des chemins de fer soviétiques, *« soixante-dix trains de passagers et cent soixante-six trains transportant du charbon, des vivres et de l'essence ont été bloqués sur le réseau de Tbilissi et de sa région »*. Des milliers de vacanciers ont été affectés par le blocus sur la mer Noire, et l'approvisionnement devient difficile.

Des informations contradictoires circulaient mardi soir à Moscou sur la poursuite de cette action. Un responsable du Front populaire géorgien, M. Aftandil Minadze, a annoncé à l'AFP que, des négociations avec les autorités de Géorgie ayant abouti à la convocation du Parlement local le 17 août, afin de choisir un mode de scrutin pour des élections multipartites le 28 octobre, le blocus était levé. En revanche, selon l'agence de presse géorgienne *Grouzinform*, ces négociations n'auraient rien donné.

Par ailleurs, le nouveau président de la République d'Ukraine, M. Leonide Kravtchouk, a appelé les Ukrainiens à la modération, dans une interview à l'agence Reuter. *« Nous vivons un renouveau national, une renaissance de la conscience nationale,* a-t-il dit. *Les exigences générales peuvent être satisfaites, certaines aujourd'hui, certaines demain, certaines après-demain. Le danger, "c'est la précipitation. »* – (AFP, Reuter.)

□ **M. Gorbatchev en vacances.** – Le président Mikhaïl Gorbatchev est parti lundi 30 juillet en vacances en Crimée, a annoncé l'agence officielle soviétique Tass. – *(AFP.)*

RDA

Les prisonniers politiques étaient « vendus » à l'Ouest plus de 300 000 francs

BERLIN. – Un prisonnier politique est-allemand sous le régime communiste valait exactement 95 847 DM (environ 324 000 F), a indiqué mardi 31 juillet le ministre est-allemand de l'Intérieur Peter-Michael Diestel, cité par l'agence ADN.

Ce montant était la somme payée par la RFA à la RDA ces dernières années pour acheter la liberté des prisonniers politiques, qui étaient alors autorisés à émigrer à l'ouest avec leur famille, a précisé M. Diestel. La vente de prisonniers politiques, un moyen pour la RDA d'obtenir de précieuses devises occidentales, a commencé en 1964 et s'est prolongée jusqu'à la chute du régime d'Erich Honecker en octobre 1989. Elle a permis à 33 000 citoyens est-allemands de quitter leur prison, a indiqué M. Diestel.

Selon le ministre de l'Intérieur, le paiement était essentiellement effectué en biens de consommation, ce qui permettait à la RDA de pallier des pénuries temporaires. Ainsi, lors de l'apparition du système à Noël 1964, Berlin-Est a pu *« échanger des oranges contre les enfants du pays »*, a dit M. Diestel. – *(AFP.)*

HONGRIE

Accord au Parlement sur la désignation des directeurs de la radio et de la télévision

Au lendemain d'un référendum dont le fiasco *(le Monde* du 31 juillet) traduit la lassitude des Hongrois à l'égard de la frénésie politicienne dans laquelle est plongé leur pays depuis la chute du régime communiste, les six partis représentés au Parlement sont parvenus à un accord sur la désignation des responsables des médias publics.

BUDAPEST

(correspondance)

A l'issue de plusieurs semaines de débats, le Parlement hongrois a adopté, lundi 30 juillet, une loi précisant le mode de désignation des présidents des sociétés d'Etat de la radio, de la télévision et de l'agence d'information MTI. Ceux-ci seront nommés par le président de la République, sur proposition du premier ministre. Un compromis qui satisfait les deux principaux partis, le Forum démocratique (MDF) du premier ministre Jozsef Antall et l'Alliance des démocrates libres (SzDSz, principal parti d'opposition) du président par intérim Arpad Gonsz. Mais cet accord est surtout le premier résultat de la concertation menée par les deux grands partis – liés par un pacte qui avait permis l'élection de M. Gonsz – avec les quatre autres partis représentés au Parlement.

La désignation du sociologue Ulumir Hankiss à la tête de la télévision et du politologue Csaa Gonbar à la direction de la radio semble donc traduire la fin de l'ère du *« pacte des deux partis »*, au profit d'une entente élargie, tout à fait nouvelle dans la vie parlementaire hongroise. Cela pourrait accélérer le travail des députés, qui doivent s'attaquer en août aux lois sur la décentralisation et la privatisation de la terre.

La presse à l'encan

Il reste, pour le gouvernement, à *« mettre fin à la lutte entre le pouvoir et la presse »*, comme l'a demandé lundi devant le Parlement le premier ministre, M. Antall. Critiquant des journalistes qui ont demandé à une association internationale de faire une enquête sur *« le manque de liberté de la presse »* en Hongrie, il a affirmé qu'actuellement les journalistes hongrois jouissent d'une *« plus grande liberté que partout ailleurs dans le monde »*. Le premier ministre a appelé à la poursuite des discussions entre les six partis pour aboutir à une *« loi moderne sur la presse »*, garantissant son indépendance.

Car, entre-temps, les privatisations de la presse écrite continuent. Le plus grand quotidien, le *Nebszabadsag*, est devenu une société mixte. Après Springer, Maxwell et Murdoch, c'est l'allemand Bertelsmann, second groupe de communication mondial, qui fait son apparition en Hongrie en rachetant 40 % de l'ancien organe du Parti communiste hongrois. Le gouvernement, craignant de plus en plus de perdre de son influence dans la presse écrite, a décidé la fusion des deux plus grandes maisons d'édition hongroises et nommé la semaine dernière à leur tête M. Jozsef Hoti, un ami personnel de M. Antall. C'est à lui qu'il reviendra de choisir parmi les prétendants au rachat du *Magyar Nemzet*, le dernier des quotidiens nationaux, en attente d'investisseurs étrangers.

LASZLO LISZKAI

□ **POLOGNE : réouverture du dossier Popieluszko.** – Le parquet polonais a ouvert une enquête pour *« incitation au meurtre »* du Père Jerzy Popieluszko, le prêtre de Solidarité assassiné par la police politique en 1984, a annoncé mardi 31 juillet l'agence PAP. La découverte de nouveaux documents permet en effet de penser que d'autres personnes que les policiers déjà condamnés ont été impliquées dans le meurtre.

Par ailleurs, deux proches de Solidarité, MM. Ryszard Michalowski et Henryk Kostrzewa, ont été nommés vice-ministres de l'intérieur, en remplacement de deux généraux communistes. – *(AFP.)*

□ **ALBANIE : légalisation des investissements étrangers.** – L'Albanie a annoncé mardi 31 juillet la légalisation des investissements étrangers, nouveau signe de l'abandon graduel de sa politique d'isolement après quarante ans d'autarcie. L'agence officielle ATA, captée à Vienne, rapporte que le présidium de l'Assemblée du peuple, réuni sous la présidence du chef du Parti communiste albanais et numéro un du pays, Ramiz Alia, a approuvé deux décrets aux termes desquels les investisseurs étrangers pourront rapatrier en devises leurs bénéfices. Ces décrets vont établir *« des formes de coopération plus avancées et assurer les partenaires étrangers des garanties légales nécessaires »*, ajoute ATA. – *(Reuter.)*

□ **ITALIE : Réunion à Venise du sommet de la zone de coopération centre-européenne.** – Le deuxième sommet de la zone de coopération centre-européenne (Italie, Autriche, Yougoslavie, Hongrie et Tchécoslovaquie) s'est tenu mardi 31 juillet et mercredi 1er août à Venise. Un document final devait être soumis mercredi matin aux cinq chefs de gouvernement, a expliqué mardi le porte-parole du ministère des affaires étrangères italien, Gianni Castellanetta, lors d'un point presse laconique. Des représentants bulgares et roumains sont présents au sommet « pentagonal » de Venise à titre d'observateurs, mais l'adhésion de ces deux pays n'est pas à l'ordre du jour, a précisé le porte-parole. – *(AFP.)*

□ **IRLANDE DU NORD : Un catholique assassiné à Belfast** – Deux hommes ont tué par balles, mardi 31 juillet dans la soirée, un catholique qui discutait aves des amis devant son domicile dans le quartier populaire de Springfield Road, au nord-ouest de Belfast. L'état-major de la police a déclaré que les meurtriers pourraient appartenir à un groupe d'extrémistes protestants. – *(AFP.)*

BULGARIE

Le chef de l'opposition seul candidat à la présidence de la République

Le chef de l'opposition démocratique bulgare, M. Jeliou Jelev, était finalement mercredi 1er août l'unique candidat à la présidence de la République alors que le Parlement s'apprêtait à tenter un sixième tour d'élection présidentielle.

Les trois candidats en lice au début de la semaine se sont en effet retirés : dans un premier temps, le candidat du parti socialiste (PSB, ex-communiste, 53 % des voix au Parlement), M. Tchavdar Kiouranov, a abandonné la course, ne réussissant pas à obtenir les deux tiers des voix nécessaires. Les députés du PSB ont alors voté pour le candidat de l'Union agrarienne, M. Viktor Valkov, auquel il a quand même manqué quelques voix pour être élu mardi. M. Valkov s'est alors à son tour retiré. Restait le candidat de l'Union des forces démocratiques (UFD), M. Petar Dertliev, social-démocrate historique et rescapé des camps de travail, qui s'est désisté mardi en faveur d'une nouvelle candidature, celle de M. Jelev, le président de l'UFD, à la suite, semble-t-il, d'un compromis négocié en coulisse. Philosophe, âgé de cinquante-cinq ans, M. Jelev a été exclu du parti communiste en 1964. – *(AFP, Reuter, AP.)*

POLITIQUE

Le projet Joxe d'administration territoriale

Le gouvernement veut compléter la décentralisation en favorisant la coopération entre les régions

Le projet de loi que M. Pierre Joxe a présenté mercredi 1er août au conseil des ministres comporte quatre titres : organisation territoriale de l'État, modernisation et démocratisation de la vie locale, coopération locale et coopération décentralisée.

En préalable, ce projet fixe des principes, à savoir que l'organisation de l'administration territoriale de la République et l'adaptation des structures et du fonctionnement des collectivités territoriales doivent garantir *« le respect de la règle de droit »*, renforcer la démocratie locale et moderniser le service public. Cette organisation est censée contribuer à l'allègement des coûts de la gestion publique et à l'aménagement du territoire *« dans le cadre des procédures nationales et communautaires »*.

I. – Organisation territoriale de l'Etat. Désormais, seules les missions qui *« présentent un caractère national »* et dont *« l'exécution ne peut être déléguée à un échelon territorial »* seront confiées aux administrations centrales. Il s'agit là de la mise en application du principe de subsidiarité, fer de lance des fédéralistes et que, en d'autres termes, on appelle la *« déconcentration »*. Il est prévu qu'un décret en Conseil d'Etat portera *« charte de la déconcentration »*, pour définir les modalités des transferts d'attribution des administrations centrales au profit des services extérieurs des administrations civiles de l'Etat, ainsi que les principes de réorganisation de ces derniers.

Ce même titre confie aux préfets de région la mise en œuvre des politiques nationales et communautaires pour tout ce qui touche au développement économique et social et à l'aménagement du territoire. Les décisions prises par les préfets de département devront être conformes aux orientations définies à l'échelon régional.

II. – Modernisation et démocratisation de la vie locale. Dans un premier chapitre, le projet fixe le principe du droit à l'information et à la participation des habitants dans la gestion des affaires locales. Finalement, le projet retient le seuil de dix mille habitants (et non de trois mille cinq cents) à partir duquel les communes devront établir, à destination du public, en annexe de leur budget, des documents synthétiques et étoffés. Les établissements de coopération intercommunale seront soumis aux mêmes règles, dès lors qu'une de leurs communes comptera plus de dix mille habitants. Les conseils généraux et les conseils régionaux seront aussi soumis à ces obligations.

Toujours dans le cadre de l'information des citoyens, il est prévu que les délibérations des conseils municipaux, généraux et régionaux, portant sur la création et la gestion d'une régie de service public, fassent l'objet d'une insertion dans la presse locale. Les séances des conseils municipaux pourront être retransmises par des moyens audiovisuels, sauf si le maire ou trois conseillers municipaux demandent le huis clos. Pour les conseils généraux, le huis clos pourra être décidé à la majorité.

Information donc, mais aussi participation. Le terme de *« référendum »*, dont les résultats sont supposés être décisionnels, n'a pas été retenu. Le projet préfère celui de *« consultation »*. Cette dernière peut être demandée par les maires et aussi, dans les communes de plus de trois mille cinq cents habitants, par le quart (et non le cinquième, comme initialement envisagé) des conseillers municipaux (par le tiers dans les communes plus petites). Finalement, le texte ne retient pas la possibilité pour les étrangers de participer à ces consultations : seuls les électeurs inscrits dans la commune auront le droit de vote.

Dans sa version finale, le projet donne plus de souplesse aux conseils municipaux pour créer des commissions consultatives. Ces dernières présidées par le maire seront composées *« d'élus municipaux, d'électeurs, de contribuables, de représentants d'associations représentatives et, le cas échéant, de représentants des comités de quartiers »*.

Le dernier chapitre de ce titre concerne le contrôle de légalité des actes des collectivités locales. C'est l'un des points épineux abordés par le projet. Le texte renforce de façon générale le contrôle de la passation des marchés publics, qui constituent l'une des plus importantes sources de financement occultes de la vie politique... voire d'élus peu scrupuleux. Les pouvoirs des chambres régionales des comptes sont étendus et précisés. Il est également prévu que, saisi par le représentant de l'Etat d'une demande de sursis à exécution, le tribunal administratif devra se prononcer dans un délai d'un mois (maintenu à quarante-huit heures en cas d'atteinte à l'exercice d'une liberté publique ou individuelle).

III. – Coopération locale. C'est ce titre qui a le plus alimenté les inquiétudes et les interrogations des élus. Il concerne, notamment, la coopération interrégionale. Le gouvernement a choisi le mot d' *« entente »* plutôt que ceux de *« fédération »* ou d' *« association »*, envisagés dans un premier temps. Dès lors que les conseils régionaux concernés en seront d'accord, ils pourront constituer un établissement public à caractère administratif, regroupant au maximum trois régions limitrophes. Une région ne pourra appartenir qu'à une seule entente régionale. Cette entente sera administrée par un conseil composé de délégués des conseils régionaux, élus au scrutin proportionnel à la plus forte moyenne. Ces ententes pourront conclure avec l'Etat des contrats de plan aux lieu et place des régions qui le composent et des contrats de développement des équipements de transport.

Le regroupement de deux ou trois régions en une seule sera possible dès lors que les conseils régionaux et une majorité qualifiée (constituée de la moitié des conseils généraux représentant les deux tiers de la population, ou des deux tiers des conseils généraux représentant la moitié de la population) auront donné un avis favorable.

IV. – Coopération décentralisée. Les collectivités territoriales et leurs groupements pourront conclure des conventions avec les collectivités territoriales étrangères, dans les limites de leurs compétences et dans le cadre des engagements internationaux de la France.

A. Ch.

Autonomie

Suite de la première page

M. Michel Rocard, du coup, était amené, le 5 avril à Rennes, devant un parterre de spécialistes invités à *participer à un colloque sur les nouvelles relations entre l'Etat et les collectivités locales par le ministère de l'intérieur*, à promettre une *« charte de la déconcentration »*.

Si les lois de décentralisation ont transformé, en huit ans, le paysage politico-administratif, leur application a rendu plus criants une certaine inadaptation de l'organisation territoriale, des disparités locales croissantes et un vieillissement des structures.

Pour M. Joxe, seul un pouvoir étatique local fort et doté d'une grande autonomie de décision est susceptible d'assurer un dialogue fructueux entre collectivités désormais autonomes et adultes. L'existence d'un tel pouvoir est aussi, à ses yeux, une condition indispensable à la gestion moderne d'un Etat.

La relance de la décentralisation établie par les textes de Gaston Defferre en 1982 fait partie des souhaits exprimés avec constance tant à droite qu'à gauche. Encore a-t-il fallu à M. Joxe et à M. Jean-Michel Baylet – qui était jusqu'il y a peu son secrétaire d'Etat – lever les préventions et les craintes des élus.

Ce ne sont pas tant, d'ailleurs, les clivages politiques et partisans qu'il s'est agi de réduire, que les sentiments quelque peu corporatistes des uns et des autres selon les caractéristiques des collectivités locales qu'ils représentent. Les maires ruraux n'ont pas forcément les mêmes intérêts ni les mêmes préoccupations que les maires des villes-banlieues.

Ne pas heurter les maires

Les discussions ont été particulièrement serrées quand il a fallu retenir un système favorisant la coopération communale. Qui devait présider la commission chargée de proposer des formules de regroupement ? Un maire ? Le président du conseil général ? Le préfet ? Le projet donne ce rôle au représentant de l'Etat, mais il assure aux maires une majorité, laissant aux représentants des assemblées départementales le simple privilège d'être associés aux travaux.

M. Joxe a pris garde de ne pas heurter des maires sourcilleux de leur prérogatives en leur imposant, de façon contraignante, une coopération avec leurs voisins, ni même un modèle unique de coopération. Continueront d'exister, à côté des nouvelles communautés de communes et des nouvelles communautés de villes, les districts, pourtant un moment menacés, ou encore les syndicats à vocations multiples.

Décentralisation rime aussi avec démocratisation. Le projet la favorise à un double échelon : d'abord, en donnant aux élus minoritaires des assemblées locales des droits en matière d'information et d'expression ; ensuite, en permettant aux habitants d'être éclairés sur les données budgétaires. Les citoyens pourront être consultés sur des questions d'intérêt local. Les résultats de leur vote n'auront certes qu'une valeur indicative pour les élus, mais ces derniers risqueront-ils de passer outre le choix de leur électorat ?

Sur certains points, M. Joxe a dû réduire ses ambitions initiales : ainsi, seuls les électeurs inscrits pourront participer à ces consultations, ce n'est donc pas au détour de ce projet que les étrangers se verront reconnaître un nouveau droit.

Il a fait de même en renonçant, devant le refus de M. Lionel Jospin, à confier aux regroupements de *régions (désormais baptisés « entente »)*, une partie des prérogatives de l'Etat dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, le projet, d'une bonne soixantaine d'articles, sera étudié à la session parlementaire d'automne, sans que le gouvernement envisage de « forcer » son adoption en recourant à des procédures contraignantes, du genre de l'engagement de responsabilité.

ANNE CHAUSSEBOURG

A Bordeaux

Le Front national menace d'entrer en « guerre » contre M. Chaban-Delmas

BORDEAUX

de notre correspondante

Le Front national a décidé de faire « payer » à M. Jacques Chaban-Delmas son refus de louer le palais des congrès de Bordeaux pour l'université d'été du parti d'extrême droite (*le Monde* du 4 juillet). Lundi 30 juillet, plusieurs dizaines de militants lepénistes, installés dans les tribunes du conseil municipal, ont accueilli l'intervention de M. Jacques Colombier, l'un des deux élus du Front national, par de vifs applaudissement, suivis de slogans, quolibets, injures et hurlements contre M. Chaban-Delmas. Ce dernier, après une mise en garde, a fait évacuer le public par la police.

Au cours d'une brève reprise de séance, le maire a expliqué qu'il avait refusé l'université d'été du Front national en raison des *« risques de trouble de l'ordre public »*, risques dont ce parti lui apportait, le jour même, la preuve. Choqué par la *« violence »*, la *« hargne »* de la manifestation et sa *« tonalité, qui n'est pas celle de Bordeaux »*, l'ensemble du conseil municipal, PS et PCF compris, a fait bloc autour de M. Chaban-Delmas.

« Etant donné ce qui s'est passé lundi, la décision de Jacques Chaban-Delmas est justifiée », commentait, mardi 31 juillet, M. Patrick Epron, conseiller municipal de Bordeaux et délégué départemental de l'UDF de Gironde. M. Epron avait pourtant fait connaître au maire, le 12 juillet, son désaccord avec le refus de l'université d'été du Front national.

Pour M. Jacques Valade, premier adjoint au maire, l'incident du 30 juillet est un simple *« orage d'été »*. Le maire de Bordeaux a affirmé devant le conseil municipal que le Front national disposera de salles, dans l'avenir, s'il en demande. *« Le Front national n'entre pas dans une stratégie de harcèlement*, assure M. Colombier, *mais si Jacques Chaban-Delmas continuait à se positionner de manière très dure à notre encontre, ce serait la guerre. »*

GINETTE DE MATHA

COMMUNICATION

Production audiovisuelle

L'inévitable concentration des indépendants

La création de Quinta Finance, l'arrivée du groupe Hachette, l'appétit d'Oros Communication, la percée d'Expand-Images comme les ambitions non dissimulées des PME du secteur, en administrent chaque jour une nouvelle preuve : le marché de la production audiovisuelle entre dans une phase active de concentration. Une réorganisation aux contours encore complexes, imprécis et parfois inattendus, tout entière dominée par l'émergence de la télévision sans frontières, comme le montre la récente commande d'un rapport à ce sujet au producteur Alain Moreau par Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes.

Les professionnels eux-mêmes n'en ont pas vraiment pris conscience. En peu d'années, la production de programmes pour la télévision est devenue en France un véritable secteur économique, dont le poids est désormais supérieur à celui de la production cinématographique : 3,6 milliards de francs en 1988 contre 3 milliards environ.

Cette montée en puissance demeure fragile. *« Les mécanismes de soutien mis en place en 1985 se sont montrés remarquablement efficaces, donc... natalistes. Les sociétés de production se sont multipliées, reposant souvent sur les épaules de leur fondateur et de deux ou trois collaborateurs. Et la nature même de cette profession – qui est par excellence un métier d'individu – n'a fait qu'accentuer cette tendance à l'émiettement »*, remarque ainsi M. Jacques Peskine, le président de l'Union syndicale des producteurs de programmes audiovisuels (USPA).

Bénéfique sans doute pour le bouillonnement de la création, favorable peut-être à une plus grande inventivité, cette atomisation des entreprises est aussi source de difficultés : manque de fonds propres – donc de capacité à investir, – impossibilité de monter de grosses coproductions internationales, obstacle à la commercialisation. Résultats ? Des scénarios parfois bâclés, des œuvres à l'aspect souvent « pauvre », des programmes qui manquent d'ambition. Les téléspectateurs le ressentent, qui plébiscitent cet été les rediffusions de FR 3 consacrées à « la belle mémoire » de la télévision. Le débat n'est pas qu'économique, il est aussi culturel.

De puissants prédateurs

Dommageable, cette fragilité des producteurs devient préoccupante avec la mise en place de l'Europe de 1992 et de sa *« télévision sans frontières »*. Elle se révèle carrément intenable avec l'arrivée de puissants prédateurs – les diffuseurs privés – qui lorgnent ouvertement vers le secteur. C'est TF 1 qui, après avoir posé des jalons à l'étranger avec l'Italien Silvio Berlusconi et l'Allemand Leo Kirch, prend le contrôle de la société de production Protécréa et crée Banco – une filiale à 100 % confiée à une directrice maison, Mme Pascale Breugnot (*le Monde* daté 10-11 juin). C'est Canal Plus, déjà détentrice de 33 % d'Ellipse Programme, qui se lance dans l'animation en ouvrant un studio à Paris avec le Canadien Nelvana (*le Monde* du 7 mars). Quant à la 5 et à M 6, trop jeunes et trop pauvres pour s'adjoindre directement des filiales de production, elles ont l'une comme l'autre, avec Hachette et la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), des actionnaires particulièrement actifs dans ce domaine.

Dire que les producteurs indépendants n'ont pas pris la mesure de leur faiblesse intrinsèque ou de ce nouveau danger extérieur serait inexact. Mais ils ont réagi en ordre dispersé. Les uns sont tombés dans l'escarcelle de géants industriels en mal de diversification. Comme Télécip racheté par Paravision International (L'Oréal-Nestlé), ou bien encore comme Marathon Production et Gamma TV passé, dans le giron de Pierre et Vacances, un groupe immobilier présent également dans le cinéma et la télévision locale.

D'autres, et plus fréquemment, ont recherché l'appui d'établissements financiers prêts à parier sur l'avenir du secteur. C'est ainsi que la Banexi, filiale de la BNP, a fait son entrée dans Télé-Images, IMA Production ou encore Taxi Production. Incom, la société de capital-développement de la Caisse des dépôts, joue aussi *« ce rôle privilégié de partenaire des indépendants »*, selon l'expression de son responsable, M. Henri de Lapparent, avec des participations dans Caméras continentales, Films d'ici, Cinécom-Atlantique et Initial Groupe. Longtemps outsider, la Banque Worms, après le rachat du catalogue du commandant Cousteau (*le Monde* daté 22-23 avril 1990), vient de prendre du poids sur le marché. Le Crédit lyonnais devrait suivre à l'automne, qui négocie via sa filiale Clinvest, son entrée dans deux importantes sociétés de production.

« Mais la grande nouveauté de ces derniers mois, c'est l'émergence de quatre ou cinq grands groupes dotés de moyens importants et ayant des ambitions à long terme dans la production télévisuelle, constate un professionnel. *Si leurs stratégies sont différentes, leur objectif est toujours le même : constituer dans ce secteur, des regroupements suffisamment puissants pour parler d'égal à égal avec les diffuseurs, les Bouygues, Berlusconi et autres Hersant ! »*

Précurseur, le groupe Expand, numéro un français de l'information et de la publicité médicales, s'affirme aujourd'hui comme *« le premier pôle de création audiovisuelle en France »*. Présidée par M. Dominique Ambiel, sa filiale Expand-Images est présente dans dix-neuf sociétés françaises de télévision ou de cinéma, annonce 400 millions de francs de volume de production en 1989 et en prévoit 600 pour cette année.

« Notre priorité, c'est l'Europe »

« Nous devrions augmenter encore notre participation dans la société JAC [dirigée par le spécialiste des jeux Jacques Antoine] *et nous associer avec un ou deux producteurs nationaux supplémentaires*, explique M. Ambiel. *Mais notre priorité, c'est désormais l'Europe. »* Le groupe devrait d'ailleurs prochainement ouvrir le capital de sa filiale Expand-Images pour financer son développement international. *« A terme, notre implantation à l'étranger devrait équilibrer notre présence en France »*, ajoute le jeune président, qui vient d'ailleurs de recruter comme conseiller sur ce dossier le député UDF de la Mayenne, M. François d'Aubert.

Après des débuts en fanfare, la filiale UGC-Images du groupe cinématographique semblait ces derniers mois moins assurée. Coup sur coup, elle cédait les 49 % qu'elle détenait dans AMI, la société de Jean-Louis de Turenne, et revendait aux fondateurs de Falcon Production les 50 % qu'elle contrôlait. *« Y voir un signe de désengagement d'UGC était pourtant une erreur*, corrige M. Hugues Borgia. *Ces séparations se sont faites à l'amiable parce que nous étions en désaccord avec les stratégies poursuivies. »*

UGC, au contraire, souhaite conserver sa participation (34 %) dans Cinétévé, la société de Mme Fabienne Servan-Schreiber, et renforcer encore, à la faveur d'un éventuel retrait de Polygram, sa présence dans GMT. La compagnie vient aussi de mettre sur pied Aventura Gallia avec le producteur M. Michel Noll. Mieux, elle ne cache pas son désir de se rapprocher de Hachette International Télévision (HIT), l'entité créée en janvier dernier par le premier groupe français de communication pour se renforcer dans la production télévisée. *« Nos entreprises sont alliées dans le cinéma et complémentaires dans la télévision*, reconnaît M. Borgia. *Un rapprochement ne serait donc pas contre-nature. Nous y sommes favorables. A Hachette donc, de se déterminer. »*

Un rapprochement ? Le responsable de HIT, M. Jean Rouilly, ne dit pas non, qui reconnaît vouloir ouvrir à terme le capital de sa société à UGC... ou à d'autres. Mais, pour l'heure, il préfère avancer ses propres pions. Coup sur coup, il vient de prendre ses deux premières participations dans des sociétés françaises de production : 21 % des Films d'ici, spécialisée dans le documentaire haut de gamme, et 49 % de Camelus, axée, elle, sur les grands reportages d'actualité. *« D'autres encore sont en préparation*, précise-t-il. *Mais la vocation de HIT s'étendra – s'étend déjà – à d'autres formes d'activités. »*

Dotée d'un budget d'investissement très important – de 300 à 500 millions de francs sur trois ans, – la société cherchera aussi à coproduire un maximum de programmes de qualité. *« Quels qu'en soient le genre, le producteur ou la chaîne cliente*, souligne M. Rouilly, qui ne se veut pas lié par l'entrée du groupe Hachette dans la 5, *nous apporterons à chaque fois notre force de frappe financière et nos contacts internationaux. »* HIT a ainsi déjà investi 35 millions de francs dans sept coproductions et tissé des liens privilégiés avec des partenaires canadiens, anglais, allemands et italiens.

Originale, cette démarche fait déjà des émules, puisque les fondateurs de la société de production Quinta Communications – MM. Tarak Ben Amar, Peby Guisez et Silvio Berlusconi – viennent de charger la banque spécialisée OBC de monter Quinta Finance. L'objectif ? Réunir un capital diversifié de 200 millions de francs dans une structure qui aurait pour vocation, selon M. Didier Kunstlinger, directeur général d'OBC, *« de coproduire des programmes internationaux, d'exploiter des droits et de commercialiser des œuvres nouvelles »*.

A l'ombre de la télévision sans frontières

Multiplication des prises de participation, aide au montage de coproductions internationales... Les producteurs français se sentent aujourd'hui l'objet de beaucoup de sollicitude. De trop peut-être, si l'on en juge par les efforts déployés par les PME du secteur pour atteindre les 250 à 300 millions de francs de chiffre d'affaires annuels qui leur apporteraient enfin la *« taille critique »* nécessaire. Leurs armes ? Les mêmes que celles des grands groupes avec, en plus, le souci de compléter leur savoir-faire.

C'est Hamster, le champion français de la fiction haut de gamme qui *« explore des possibilités de coopération avec d'autres producteurs »*. C'est Sygma-TV qui, forte de l'appui d'Oros Communication, se désengage du reportage d'actualité au profit du documentaire et reconnaît négocier avec huit des quarante-cinq sociétés de production qui l'ont approchée. C'est encore Caméras Continentales qui se diversifie dans la distribution avec l'ambition affichée de devenir une « mini-major ». Ce sont enfin Cinécom-Atlantique et Initial Groupe qui affûtent leur stratégie et élargissent leur tour de table. *« Il s'est créé cinquante sociétés de production par an depuis 1982-1983*, résume un professionnel. *L'heure de la décantation a sonné. »*

PIERRE-ANGEL GAY

Le Congrès américain limite la publicité pour les enfants

Après le Sénat, la Chambre des représentants américaine vient de voter une loi limitant à douze minutes par heure pendant la semaine et à dix minutes par heure pendant le week-end la durée des films publicitaires dans les émissions pour enfants. Aux Etats-Unis, un enfant passe en moyenne entre 10 000 et 15 000 heures devant le petit écran et à l'âge de *dix-huit ans, il aura ingurgité* 200 000 spots.

La Chambre des représentants a également introduit une clause selon laquelle la Federal Communications Commission (FCC, qui attribue et renouvelle les fréquences des télévisions et radios) devra tenir compte, pour le renouvellement des licences, de la façon dont les stations satisfont les besoins éducatifs des enfants. Mais ces mesures vont à l'encontre de la déréglementation mise en œuvre depuis les présidences de Jimmy Carter et de Ronald Reagan et pourraient, à la demande du Departement de la justice, susciter un veto du président Bush.

Le Monde

Édité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Selon une équipe médicale australienne

Le sexe du fœtus peut être déterminé à partir d'un prélèvement sanguin de la mère

Une équipe de chercheurs australiens annonce, dans le dernier numéro (daté du 28 juillet) de l'hebdomadaire britannique *The Lancet*, avoir mis au point une technique fiable, permettant de déterminer le sexe d'un fœtus humain à partir d'un simple prélèvement sanguin de la future mère.

Selon cette équipe, dirigée par le Dr U. W. Mueller (Flinders University of South Australia), ce procédé pourrait prochainement être utilisé pour faire le diagnostic – toujours à partir d'un simple prélèvement sanguin – de différentes maladies héréditaires dont le fœtus pourrait être atteint.

Le procédé développé par les *chercheurs australiens avait été* mis au point, il y a quelques mois, par une équipe de chercheurs britanniques et italiens et publié dans *The Lancet* du 9 décembre 1989 (*le Monde* du 14 décembre). Il s'agit d'un procédé fondé sur le fait, connu de longue date, que certaines cellules de l'embryon ou du fœtus peuvent naturellement passer dans la circulation sanguine de la mère.

Grâce à une nouvelle technique de biologie moléculaire, connue sous le sigle PCR (polymerase chain reaction), qui permet de multiplier en quelques heures, à des millions d'exemplaires, un fragment du patrimoine génétique, on a cherché à décrypter les *informations contenues dans ces cellules*, qui peuvent être obtenues par un simple prélèvement sanguin de la future mère. L'outillage microscopique très performant des biologistes permet, en effet, d'ores et déjà, de telles investigations et la formulation de diagnostics prénataux à partir de prélèvements cellulaires du placenta.

Tour de force technologique

Les chercheurs australiens expliquent notamment avoir développé une méthode leur permettant, au moyen de certaines molécules *(anticorps monoclonaux), spécialement* fabriqués à cette intention, d'identifier avec précision les cellules fœtales présentes dans la circulation sanguine maternelle L'étude a été menée auprès de treize femmes consentantes, dont les grossesses dataient de huit à douze semaines et, dans un cas, de trente-quatre semaines. Dans douze de ces treize cas, le diagnos tic du sexe était le bon alors que les prélèvements sanguins ne contenaient que quelques dizaines de cellules foetales, ce qui, grâce à la technique PCR, correspond à un véritable tour de force technologique que personne n'aurait osé prédire il y a quelques années.

Les chercheurs australiens estiment qu'un tel procédé ne se limitera pas au diagnostic prénatal du sexe. Ils indiquent notamment qu'il pourra, à très court terme, être utilisé pour mettre en évidence, dans le patrimoine héréditaire des futurs enfants, la présence – ou l'absence – de certaines anomalies génétiques à l'origine de maladies héréditaires graves, comme la drépanocytose, la mucoviscidose ou la maladie de Huntington.

On ne peut toutefois pas manquer de signaler que le développement et la diffusion de ce type d'*investigations génétiques* constituent, au-delà des progrès médicaux qu'ils représentent, une nouvelle activité qui, si l'on n'y prend garde, pourrait, demain, être utilisée de manière systématique par les parents désirant à tout prix avoir un enfant d'un sexe donné, ou par les *partisans* d'un eugénisme plus ou moins éclairé.

JEAN-YVES NAU

Une première à l'Assistance publique de Paris

Naissance de triplés grâce à un don d'ovules

L'Assistance publique de Paris a annoncé, dans un communiqué publié mardi 31 juillet, la naissance à l'hôpital Tenon de triplés fécondés *in vitro* à partir d'un don d'ovules. Les enfants, nés prématurément le 21 juillet, pèsent entre 1,9 et 2 kilos. Près de soixante grossesses de ce type sont actuellement suivies dans les services spécialisés de l'Assistance publique de Paris.

Cette nouvelle forme de traitement de la stérilité est actuellement réservée à des femmes privées, pour des raisons congénitales notamment, de fonctions ovariennes. *Elle impose donc* le recours au don d'ovules. Ces ovules sont prélevés chez des femmes aux ovaires fonctionnels et devant, pour d'autres raisons médicales (stérilité tubaire), avoir aussi recours à la fécondation *in vitro*.

Ces ovules sont ensuite fécondés avec les spermatozoïdes du mari, puis les embryons implantés dans l'utérus de la future mère. Comme dans la fécondation *in vitro* sans don d'ovule, les équipes spécialisées ont tendance, pour augmenter les chances de succès, à implanter un nombre élevé d'embryons, ce qui explique, comme c'est le cas aujourd'hui à l'hôpital Tenon, la fréquence des grossesses multiples et des cas de prématurité.

REPÈRES

RELIGIONS

Brigitte Bardot dénonce les abattages rituels

« Il est inadmissible qu'au nom d'une religion l'être humain fasse subir aux animaux un supplice aussi cruel et barbare. » C'est en ces termes que dans une interview publiée par le quotidien d'extrême-droite *Présent*, l'ancienne actrice Brigitte Bardot s'en prend à l'abattage rituel pratiqué par les musulmans.

Selon la loi de l'islam, l'animal vivant doit être égorgé avec un couteau et vidé de son sang jusqu'à ce que mort s'ensuive. En France, toutes les bêtes d'abattoir doivent être étourdies avant la mise à mort. Mais des dérogations pour raison religieuse peuvent être accordées par le ministère de l'agriculture sur proposition du ministère de l'intérieur, chargé des cultes. Aussi Brigitte Bardot est-elle particulièrement critique à l'égard des autorités : *« Tout le monde s'en moque, déclare-t-elle, le gouvernement en premier, qui accepte que des sacrifices rituels aient lieu dans notre pays et qui favorise le développement de la religion musulmane. »*

INSERTION

Des aides temporaires pour les 16-25 ans

Le décret créant les fonds d'aide à l'insertion des jeunes en difficulté, prévus par la loi du 19 décembre 1989, est paru au *Journal officiel* du samedi 28 juillet. Régis par des conventions passées entre l'Etat et les collectivités territoriales, ces fonds s'adressent aux jeunes de 16 à 25 ans en très grande difficulté d'insertion. Ils prendront la forme d'une aide financière temporaire d'une durée de trois mois environ, éventuellement renouvelable, permettant d'accompagner un projet d'insertion. Exemples : le versement d'une caution pour l'accès à un logement ou un coup de pouce pour l'acquisition de mobilier sommaire.

Ces financements pourront, dans certains cas, être accordés sous forme de prêts. Leur montant évoluera, selon la nature et la durée de l'aide, entre 500 et 5 000 F. Le coût total de la mesure a été évalué à 360 millions de francs pour un an (dont 50 % à la charge de l'Etat). Pour 1990, l'aide pourrait bénéficier à 10 000 jeunes environ.

POLICE

Trois inspecteurs des Renseignements généraux entendus.

Imbroglio autour de la disparition d'un pasteur homosexuel

La disparition d'un pasteur homosexuel à Paris a déclenché un curieux malentendu entre deux services de la préfecture de police de Paris. Depuis samedi 28 juillet, trois inspecteurs des Renseignements généraux ont subi une perquisition, puis ont été placés en garde à vue par leurs collègues de la brigade criminelle. L'imbroglio était en passe de se dénouer mercredi 1er août.

Le 19 juillet à 20 h 30, le pasteur Doucé s'évanouit dans la nature. Son compagnon appelle la police par le « 17 » en affirmant que deux hommes l'ont kidnappé dans leur appartement, au 3 *bis*, rue Clairaut, dans le dix-septième arrondissement. *Aussitôt, une brigade* de gardiens de la paix se rend sur place. Premiers interrogatoires, enquêtes de voisinage. Première surprise : Joseph Doucé faisait l'objet d'une surveillance plus ou moins étroite de la part de trois membres des *Renseignements généraux* parisiens, appartenant au groupe des enquêtes réservées.

Là, les versions diffèrent. Selon une source proche de l'enquête confiée à la brigade criminelle, les gardiens de la paix auraient surpris, le soir du *19 juillet, les trois hommes* planquant dans une voiture, à deux pas du domicile du pasteur.

Interrogés par leurs collègues, qui s'étonnaient qu'une personne surveillée par les Renseignements généraux ait pu disparaître, les policiers auraient expliqué qu'ils avaient justement été appelés pour une autre mission en banlieue parisienne au moment de l'« enlèvement ». Ils ne seraient revenus que plus tard près de la rue de Clairaut pour reprendre la filature. A la direction des RG, on sourit à l'idée d'une rencontre surprise de trois de leurs membres par les gardiens de la paix. Non, leurs inspecteurs n'étaient pas présents sur les lieux du « rapt » à 20 h 30 le 19 juillet.

Le hasard a simplement voulu qu'ils se soient trouvés, deux heures plus tôt, dans la librairie que dirige le pasteur, quelques rues plus loin. D'origine belge, Joseph Doucé, connu pour célébrer des unions d'amitiés homosexuelles (*le Monde* du *15 décembre 1979) est soupçonné* d'appartenir à un réseau hollandais de publications pédophiles.

Information contre X

Apprenant la nouvelle de sa disparition, les Renseignements généraux auraient informé la police judiciaire de l'existence de leurs limiers un peu particuliers. L'un d'eux fait déjà l'objet en effet d'une enquête de l'IGS (la police des polices) : en état *d'ébriété, il aurait tambouriné le* 19 juin à la porte du pasteur pour lui manifester une incontrôlable hostilité. Toujours est-il que les hommes de la brigade criminelle ont cru, un moment, que leurs collègues des RG pouvaient être à l'origine de la disparition du pasteur. D'où les gardes à vue et confrontations avec le compagnon de Joseph Doucé, seul témoin.

Les trois policiers des RG étant mis hors de cause dans l'« enlèvement », les deux services de police s'attachent désormais à savoir si le pasteur a bel et bien été kidnappé. Une information contre X. pour arrestation et séquestration illégale a été ouverte mardi 31 juillet au tribunal de Paris.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

□ **Un patron de café affirme avoir été frappé dans une gendarmerie.** – Le patron d'un café de Biscarrosse (Landes), qui déclare avoir été victime d'un *« passage à tabac »* à la gendarmerie de cette ville dans la nuit du vendredi 27 juillet au samedi 28 juillet, a porté plainte contre X, mardi *31* auprès du parquet de Mont-de-Marsan. M. Philippe Richert, trente-cinq ans, victime d'un traumatisme facial, avait sollicité la gendarmerie au sujet de la concurrence que lui faisait un café voisin en vendant des boissons alcoolisées sans licence. Il affirme avoir été traité de *« délateur »* par un adjudant qui l'a ensuite bousculé, puis avoir été frappé par une dizaine de gendarmes.

Le commandement régional de la gendarmerie a indiqué que deux enquêtes, judiciaire et de commandement, avaient été ouvertes.

Responsable d'une société immobilière

M. Olivier Mitterrand aurait transformé sans permis des logements en bureaux

La société immobilière Les Nouveaux Constructeurs, dirigée par M. Olivier Mitterrand, neveu du président de la République, aurait transformé clandestinement un immeuble réservé à l'habitation en un ensemble de bureaux luxueux, au 7, rue Greffulhe à Paris (8e), affirme *le Canard enchaîné*, daté du mercredi 1er août. Cette opération se serait réalisée malgré plusieurs refus de délivrance de permis de construire.

M. Gérard Bellebeau, ancien responsable des changements d'affectation des locaux à la préfecture de Paris, aujourd'hui inculpé pour corruption (*le Monde* du 24 juillet), aurait accepté la transformation de cet immeuble d'habitation. Les services préfectoraux essaient de savoir si l'autorisation donnée l'a bien été dans le respect de la loi.

EN BREF

□ **Marée noire au Texas.** – Une nappe de pétrole de 24 kilomètres de long, contenant environ 2 millions de litres d'hydrocarbures toxiques, dérive au large de Galveston, au Texas. Le liquide s'est *échappé des soutes d'une barge qui* est entrée en collision avec un pétrolier. – *(AP, Reuter.)*

□ **Lutte contre les vendeurs à la sauvette du métro parisien.** – Lassés de dresser des procès-verbaux sans suite (53 000 en 1989), les agents de la RATP et de la SNCF ont obtenu qu'une loi, promulguée le 2 janvier mais dont les décrets d'application ont été publiés par le *Journal officiel* le 28 juillet, les autorise à confisquer la marchandise des marchands ambulants non autorisés.

□ **Quarante blessés dans un accident de chemin de fer près de Londres.** – Une collision entre deux trains mercredi 1er août au matin dans la gare de Reading, à l'ouest de Londres, a fait une quarantaine de blessés, dont douze grièvement (British Rail parle de six blessés graves hospitalisés). Les blessés étaient à bord du train reliant Tonbridge, au sud de Londres, à Reading, qui a heurté le train Reading-Londres, qui stationnait dans la gare : selon la police locale, celui-ci avait six minutes de retard.

□ **Précision.** – L'accord-cadre pour l'intégration des jeunes issus de l'immigration (*le Monde* du 31 juillet) a été conclu entre le secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse et des sports et le Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS).

SOCIÉTÉ

Les prisons américaines, Vietnam intérieur

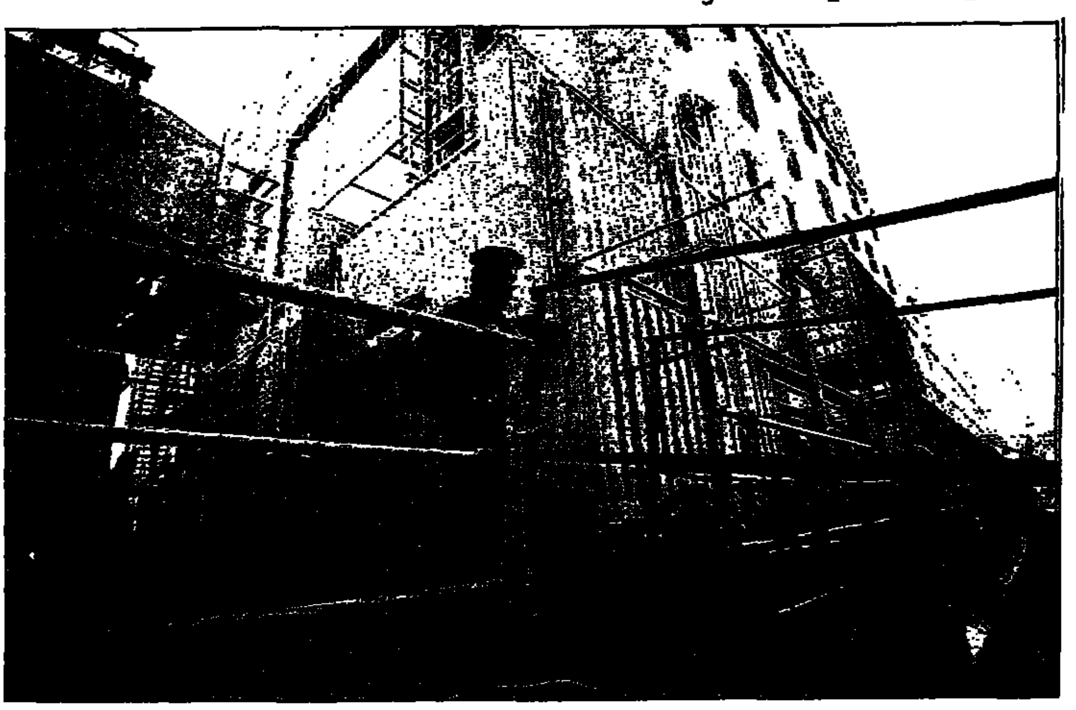
II. – *New-York rançonnée par ses peurs*

Après une nuit ordinaire au tribunal du Bronx, où l'on juge une affaire toutes les deux minutes (*le Monde* du 1er août), nous poursuivons notre voyage *dans les prisons américaines par* l'un des établissements de la colonie pénitentiaire de Rikers Island à New-York.

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

Andrew Phoenix fait collection d'ours en peluches. Il aime aussi les distributeurs de bonbons pour enfants : des jouets qui crachent leurs sucreries multicolores quand on tourne la manette. Mais pour le moment, il n'a envie ni de jouer ni de grignoter des friandises. Il peine sur le rapport qu'il doit transmettre au plus vite à ses supérieurs sur la montée de la violence au HDM, le House of Detention for Men, l'une des neuf prisons de la colonie pénitentiaire de Rikers Island, à *New-York, qui compte au total* 13 500 détenus sur cent soixante hectares – dont il est, lui le surveillant noir sorti du rang, devenu le directeur.



QUATTI/SIPA

Une prison flottante à New-York

Le HDM avec ses 1 100 détenus est considéré comme l'une des prisons les plus dures de la ville. Ceux qui y attendent leur procès sont le plus souvent des multirécidivistes, impliqués dans des affaires de drogue et dans des crimes de sang. *La* violence de la rue y est reproduite presque à l'identique et les gangs se reconstituent à l'ombre où ils continuent à se disputer un territoire à peine plus misérable qu'à l'extérieur. Ils s'appellent les *Dead Squad* (escadron de la mort), les *Rockies*, les *Brownies*, les *Beasts* (les bêtes). On les reconnaît à leurs foulards, noués autour de la tête, à *la façon de rouler leurs T-shirts* autour des hanches, à leurs tatouages. Leur puissance est telle qu'ils peuvent ordonner des représailles sur la famille d'un détenu qui ne serait pas assez coopératif. Ils contrôlent par exemple la drogue qui – malgré les fouilles systématiques des visiteurs et la présence de neuf chiens « renifleurs » – circule presque librement en prison, la prostitution, et le téléphone dont les prisonniers peuvent se servir sans sortir de leur bloc de détention.

Des cages empilées sur deux niveaux

Il y a quelques semaines, deux détenus du HDM ont été blessés par balle, l'un à l'intérieur même de sa cellule, l'autre à la sortie de la messe. D'où viennent les armes, sinon des surveillants, les seuls à pénétrer dans l'île sans être fouillés ? En deux mois, trois détenus sont morts ici de mort violente : l'un parce qu'il ne se soumettait *pas à la loi d'un gang, l'autre au* cours d'un règlement de comptes. Le troisième, poignardé – explique un travailleur social qui a souhaité garder l'anonymat par crainte de représailles de l'administration – s'est vidé de son sang pendant quatre jours sans oser se plaindre. Personne ne s'en est aperçu. Il avait vingt ans. A New-York, le nombre de ces « incidents » a augmenté de *50 %* en un an. Les surveillants du HDM conservent pieusement les dizaines de poignards de fabrication maison aux lames affûtées qu'ils ont saisies sur des détenus. On a dû bétonner une cour de récréation pour éviter que les prisonniers ne les y enfouissent dans la terre battue...

Le charme du HDM, un bâtiment des années 30 à la mosaïque arts déco, s'arrête à l'entrée dans les blocs. Les cellules sont en réalité des cages, empilées sur deux niveaux. Il n'y a pas de portes, mais des barreaux derrière lesquels il est impossible de s'isoler, pas plus pour se laver que pour utiliser les toilettes. Selon la dangerosité des détenus, les surveillants acceptent qu'ici ou là, et de temps en temps, un linge serve de rideau. Photos pornos et images pieuses, les unes parfois à côté des autres, tentent de cacher les murs lépreux. Les détenus circulent librement dans le couloir qui longe leur bloc. Ils restent entre eux. Protégés par de hautes grilles, les surveillants se tiennent à l'écart des prisonniers. Dans quel camp la peur de l'autre *est-elle la plus forte ?*

Et puis, tout à coup, on n'a rien vu, rien entendu dans le vacarme des téléviseurs, un cri peut-être, le couloir est évacué. L'ordre est donné de réintégrer les cellules, bouclées toutes ensemble d'un même tour de clef. Le visiteur est plaqué contre un mur. On entend un bruit de paraboots qui rebondit contre les murs. La force d'intervention spéciale, venue de toute la prison, dès l'alerte donnée, accourt au galop. La carrure de ces hommes – et de ces femmes – est impressionnante. Ils ont enfilé leur gilet pare-balles, coiffé leur casque anti-émeute et s'apprêtent à jouer de leur longue matraque de bois dur solidement fixée au poignet par un lacet de cuir. La reprise en main du bloc 5 se fait en quelques minutes, à l'abri des regards. Une opération bien rodée, routinière : un détenu vient d'en poignarder un autre... Il sera conduit au « Bing », l'unité des punis, où le régime est plus strict, comme dans tous les mitards du monde.

Devant sa glace, seul dans une cellule bouclée vingt et une heures sur vingt-quatre, un long jeune homme à la peau caramel est en train de mettre en plis ses cheveux décolorés. C'est un travesti, savamment maquillé, qui lance des œillades et prétend racoler, comme s'il tapinait encore sur la 42e Rue. Il faut, explique un surveillant, se méfier de ses regards suaves : *« C'est un vicieux. Un pointeur de première bourre »*.

L'explosion des chiffres

Mais la violence n'est pas, et de loin, le seul problème de l'administration pénitentiaire. Elle n'est qu'un des symptômes d'une surpopulation effrénée. Le système pénitentiaire de la ville de New-York est devenu le plus important du monde. Depuis 1983, le nombre de détenus y a été multiplié par deux (passant de 10 000 à 20 000). Le nombre d'admissions (130 000) a augmenté de 52 % depuis 1986. Le budget de la ville est passé de 146 millions de dollars en 1983 (803 millions de francs) à 765 millions en 1990. Les 12 500 agents de l'administration pénitentiaire – en 1990 – ont effectué pour 120 millions de dollars d'heures supplémentaires (660 millions de francs). Le métier de surveillant de prison a connu un boom extraordinaire. C'est le métier qui s'est le plus développé (+ 7 % entre 1981 et 1986) dans les zones urbaines, loin devant tout autre travail dépendant d'une administration. A raison de 200 000 $ (1,1 million de francs) pour la construction de chaque nouvelle cellule, la ville, depuis 1986, a dépensé 736 millions de dollars (4,04 milliards de francs) (1).

Dans le même temps, l'explosion du crack ayant produit ses effets, la population pénale s'est considérablement modifiée . Plus de 80 % des personnes interpellées qui subissent un test urinaire permettant de déceler l'absorption de drogue sont « positives ». 74 % d'entre elles ont absorbé de la cocaïne. Dans les prisons de l'Etat de New-York, près de 80 % des faits criminels sont liés à la drogue. L'augmentation du nombre de femmes condamnées (+ 112 % entre 1989 et 1990) est liée à la lutte antidro*gue : leurs compagnons sous les* verroux, ce sont elles qui reprennent le trafic. Les peines étant de plus en plus sévères et, donc, de plus en plus longues, le nombre de détenus âgés de plus de cinquante-cinq ans a doublé depuis 1980. On envisage d'ouvrir des prisons spéciales pour ces « vieux » qui nécessitent des soins médicaux particuliers. De plus on évalue à 8 090, dans l'Etat de New-York, le nombre de détenus contaminés par le virus du sida. 800 ont développé la maladie, 220 en meurent chaque année (dont 40 % sont des Latino-Américains). Ces tendances sont les mêmes à peu près partout aux Etats-Unis : dans 37 Etats des tribunaux ont ordonné la libération de détenus de prisons surpeuplées où la détention était devenue dégradante.

Le ponton du sevrage

Ce fut le cas à New-York en 1983 : 600 détenus ont ainsi été remis en liberté. Le maire de l'époque, M. Edward Koch, vécut cette situation comme un affront personnel. Il se lança dans un programme de construction sans précédent. C'est à son administration que l'on doit les projets les plus surprenants. A Rikers Island, les places de prison poussent comme des bulles de savon : dans des constructions préfabriquées ou sous des tentes gonflables, d'ordinaire utilisées pour abriter des courts de tennis. On en vint à acheter des péniches que l'armée britannique utilisa pour loger ses officiers pendant la guerre des Malouines.

On peut ainsi en voir une, la *Bibby Resolution*, amarrée le long de l'East river, au quai nº 36 : près de 400 détenus, des prévenus délinquants primaires, poursuivis pour des faits de drogue, se portent volontaires pour ce « programme » très particulier au cours duquel l'on tente de convaincre les pensionnaires des aspects néfastes de la drogue dans une atmosphère qui hésite entre le camp scout et la psychothérapie de groupe. Cet après-midi-là, ils étaient une trentaine à participer à un happening qui allait conduire certains d'entre eux au bord de la transe. Tapant dans leurs mains, sur leurs cuisses, contre les cloisons, swinguant assis sur leurs chaises à un rythme de plus en plus rapide, ils chantaient avec la même fougue qu'un negro spiritual :

Sometimes I feel so bad
When I remember all the drugs I used to do
I used to rob and steal from anybody's house
My mama's house. I must include
(...)
Hey brother, hey brother
It's for you to change (oh yeah)
I'm gonna help my brother
So we can rule the world (...)
Crack abuse is so crazy
It's something that you can't describe
It's the kind of drug that stay with you
Until the day you die... » (2).

« Pet program » et rentabilité

On a même eu l'idée sur la péniche d'un « pet program » où douze détenus sont invités à caresser des animaux (des chiens, des chats ou des tortues) pour réapprendre à avoir une attitude douce avec autrui ou à s'ouvrir à l'extérieur... Sur le pont inondé de soleil qui sert de cour de promenade, on voit à travers le grillage et les serpentins de barbelés, coupants comme des rasoirs, le pont de Manhattan et la statue de la Liberté. En plein Chinatown, dans White Street, au milieu des vendeurs de bananes, du marché au poisson, au bord de ces trottoirs où de vieilles Chinoises vendent des parapluies ou des pistolets en plastique fabriqués à Taïwan, on met la dernière main à une toute nouvelle prison qui abritera, au rez de chaussée sous des arcades... des locaux commerciaux. Puisque le prix du mètre carré est si cher au cœur de Manhattan, il faut bien rentabiliser.

Rentabilité : c'est ce mot qui peut-être amorce un léger glissement dans la philosophie répressive si communément répandue. Le coût des prisons commence – en période de récession budgétaire – à peser bien lourd. *« C'est un investissement peu productif »*, reconnaît M. Allyn Sielaff, le nouveau patron de l'administration pénitentiaire de New-York, nommé, au printemps dernier, par le maire, M. David Dinkins. Jusqu'ici, les associations de juristes ou de défenseurs des Droits de l'homme prêchaient seuls dans le désert contre le tout-carcéral qui frappe en priorité les jeunes hommes de couleur, au risque de fabriquer « une génération sacrifiée » (3). Aucun homme politique n'étant prêt à assumer, face à ses électeurs, une critique du système, c'est non plus au citoyen mais au contribuable que la nouvelle administration entend s'adresser. Le crime ne diminue pas et les prisons continuent de se remplir, sans effet sur le sentiment – bien souvent fondé – d'insécurité. *« A quoi bon continuer et jusqu'où ? »*, s'interrogent les élus de la ville.

Un détenu coûte 60 000 dollars par an (330 000 F) alors qu'une place dans un centre de traitement antidrogue revient de 14 000 à 16 000 dollars (77 000 à 88 000 F). Le contribuable peut y trouver son intérêt. De nombreux responsables de l'administration pénitentiaire et souvent des directeurs de prisons eux-mêmes estiment que bon nombre de détenus n'ont pas leur place en prison et surtout qu'ils n'en sortent que pour y revenir. L'administration de la ville vient de présenter un plan destiné à réduire le nombre des entrants en prison : en réduisant par exemple le montant des cautions. Sur les 65 % de prévenus détenus à New-York, 80 % n'ont pu payer une caution d'un montant de 2 500 dollars (13 750 F). On évalue à 2 300 le nombre de lits occupés par des détenus qui n'avaient pas les moyens de payer 500 dollars (2 750 F) pour ne pas dormir en prison. L'un des autres remèdes consisterait à instaurer des travaux communautaires, l'équivalent des TIG (travaux d'intérêt général).

Mais il n'est pas sûr que l'opinion publique, malgré toutes les explications financières qu'on lui fournit, s'accommode d'un tel revirement. *« Lock'em up and throw away the key »* (enfermez-les et jetez la clef) : la philosophie, abondamment popularisée au cours des années Reagan, a la vie dure.

AGATHE LOGEART

(1) Les chiffres cités proviennent de différentes sources : le Bureau of Justice Statistics de l'US Department of Justice à Washington, le Department of Corrections de New-York ou d'études réalisées par différentes associations telle la très active Correctional Association de New-York qui existe depuis 1844 et possède le droit garanti par la loi d'enquêter à l'intérieur des prisons et d'avoir accès aux informations de l'administration.

(2) *« Je volais et je cambriolais tout le monde, même ma mère (...) Hé mon frère, il est temps de changer, je vais aider mon frère et nous pourrons être les maîtres du monde. Le crack est si fou. C'est quelque chose qu'on ne peut décrire. C'est le genre de drogue qui ne vous lâche plus, jusqu'à la mort. »*

(3) Selon une étude rendue publique au mois de février dernier par le Sentencing Project, une association de Washington, un Noir sur quatre entre vingt et trente ans est en prison ou placé sous le contrôle d'un tribunal (soit 609 000 personnes) soit plus que le nombre total de Noirs du même âge poursuivant des études. Le chiffre est de 1 sur 10 pour les latino-américains et de 1 sur 16 pour les Blancs.

PROCHAIN ARTICLE
Marion, le nouvel Alcatraz

Les cellules éternelles de M. Paradise

MAYWOOD *(New-Jersey)*

de notre envoyée spéciale

Trois minutes sur la chaîne de télévision CNN, un article dans le *New York Times* : pour la Mark Cellular System, une petite entreprise du New-Jersey, l'heure de gloire est arrivée. Inventé il y a deux ans, son concept de *« prison Lego »*, que même un enfant saurait assembler, est en train de devenir un must dans un pays où la construction de prisons tourne au sport national.

M. Paradise, son vice-président, parle des cellules préfabriquées, réalisées dans un petit atelier de la zone industrielle de Maywood, juste au bord de l'autoroute, avec une passion qu'il aimerait rendre communicative. Voilà enfin *la* solution au problème de la surpopulation pénitentiaire : des cellules à la sécurité garantie, pratiques et bon marché puisqu'elles coûtent de 9 000 à 20 000 dollars pièce (de 49 500 à 110 000 francs), contre 200 000 dollars environ (1,1 million de francs) pour toute nouvelle place de prison créée selon un mode traditionnel. Des détenus ont été utilisés comme « consultants » pour mettre au point le système qui se veut *« escapeproof »*, c'est-à-dire dont il paraît impossible de s'évader.

La cellule idéale de Mark Cellular System a été dessinée grâce à une méthode de conception assistée par ordinateur : on fabrique ici des unités de détention de sécurité moyenne et de sécurité renforcée.

Entièrement construites en acier, elles offrent toutes les garanties requises : propreté, entretien facile, rapidité de construction. Et puis elles ne s'usent pas. Tout a, en effet, été prévu pour éviter les dégradations volontaires qui sont le vice habituel des détenus. Certains, explique M. Paradise, *« sont comme des animaux. Ils jettent des matières fécales aux surveillants »* ou urinent délibérément sur le béton traditionnel où l'acidité de ces déjections crée des dommages irréparables. D'où l'utilisation systématique de l'acier pour tous les éléments, lit, lavabo, toilettes, tabouret et table, qui constituent le mobilier très dépouillé de chaque cellule. La peinture est anti-graffittis et le miroir est fait d'une plaque d'acier réfléchissant.

« Les détenus en raffolent »

La nudité des murs et leur solidité rendent impossible la dissimulation d'objets dangereux ou de drogue que l'on ne peut plus cacher dans un mur friable. Pour éviter les suicides – qui entraînent parfois de désagréables procès contre l'administration pénitentiaire pour défaut de surveillance – on a mis au point des patères qui ne peuvent supporter plus de quelques kilos : impossible donc de s'y pendre.

Une fois assemblées, ces cellules en forme de cube, passent au banc d'essai, où l'on vérifie leur conformité aux normes. Elles sont ensuite enveloppées, scellées dans de grandes feuilles de plastique et livrées. Ces cubes peuvent être empilés les uns sur les autres ou disposés selon tous les schémas possibles.

« Une solution complètement neuve à de vieux problèmes », souligne la luxueuse brochure sur papier glacé qui vante les mérites de l'entreprise. Et en plus, le système *« apporte la sécurité de l'esprit »*. Deux comtés, ceux d'Essex et de Berger, ont déjà été séduits et se sont équipés de plusieurs centaines de cellules Mark. Des caravanes de démonstration sillonnent le pays pour convaincre de nouveaux clients : en Floride et en Californie, notamment, où l'on ne sait plus où enfermer les gens. Les détenus, affirme M. Paradise, *« en raffolent »*, et les réserveraient avec gourmandise, comme une bonne chambre d'hôtel. Les surveillants utiliseraient même la promesse d'un transfert dans ces placards d'acier lisse comme un moyen de pression sur les détenus. Enfin, estime M. Paradise en se frottant les mains, il s'agit là d'un marché d'avenir. *« Je ne crois pas que la criminalité va baisser. Au contraire, on est en plein boom. »*

La compagnie, qui recevrait des coups de téléphone du monde entier (du Japon et d'Israël notamment) n'a qu'une crainte : les imitations.

Ag. L.

L'agitation dans les prisons françaises

Les détenus ont provoqué des dégâts à Lyon

Les *« mouvements d'humeur »*, selon le terme de l'administration pénitentiaire, se sont poursuivis mardi 31 juillet dans les prisons françaises. En deux jours, une quinzaine de nouveaux établissements ont été touchés par la vague d'agitation commencée samedi, notamment à Angers, Tarascon, Colmar, Perpignan, Rouen, Tulle; Bastia, Ajaccio, Aix-en-Provence, Béthune, Avignon et Lyon. Comme chaque jour, les détenus ont refusé de regagner leurs cellules après la promenade de l'après-midi, certains restant dans la cour, d'autres tentant de gagner les toits des établissements.

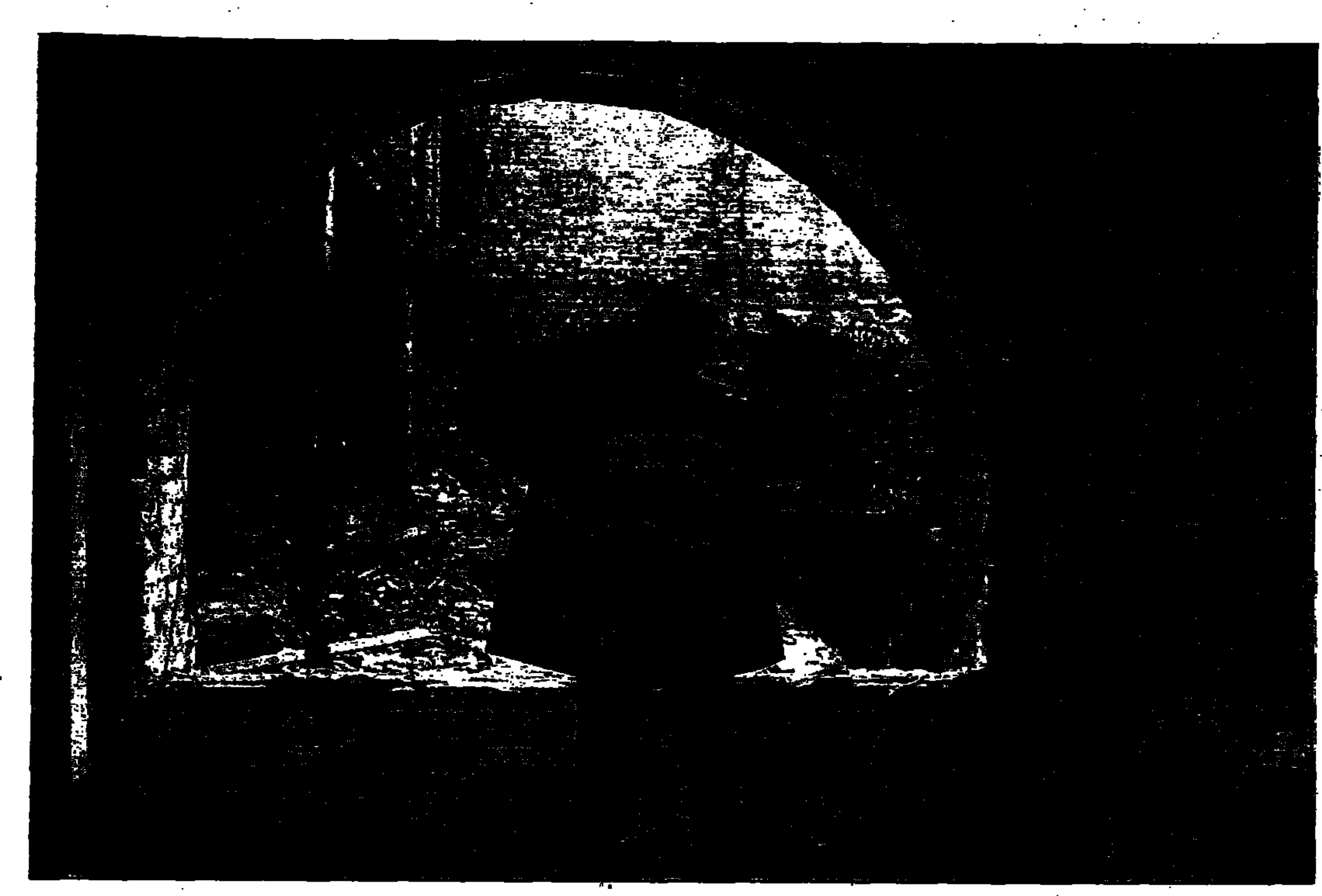
Les incidents les plus sérieux ont eu lieu à la prison Saint-Paul de *Lyon*. Les deux cents prisonniers du bâtiment H se sont emparés des clefs de leur quartier, ont incendié matelas, tabourets et réfrigérateurs avant de *« saccager »* les locaux, selon les gardiens, la direction de la prison parlant de *« quelques dégâts »*. A 22 h 30, la police est intervenue pour évacuer le bâtiment.

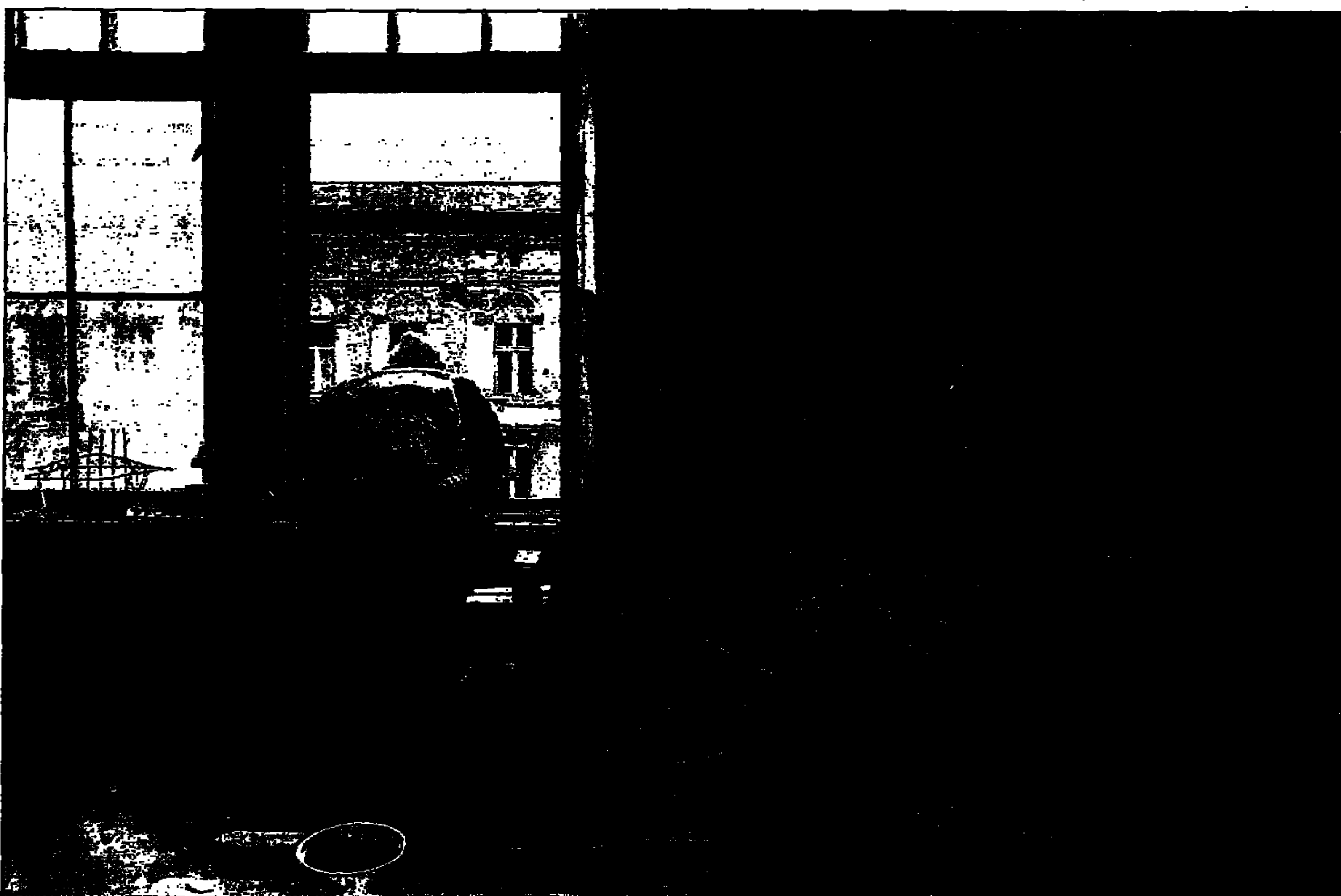
A la prison Sainte-Anne d'Avignon, la révolte de 350 détenus, dont une dizaine avait gagné les *toits*, s'est également achevée par une charge des forces de l'ordre qui n'a fait aucun blessé. A Clairvaux, c'est après de longues discussions avec les autorités que huit détenus, perchés sur le toit, ont rejoint leur cellule vers une heure du matin.

En Corse, après ceux de Bastia dans la nuit de lundi à mardi, les prisonniers d'Ajaccio se sont rendus maîtres de la maison d'arrêt pour protester contre la lenteur des instructions et la vétusté des locaux. Le mouvement s'est achevé dans le calme en fin d'après-midi.

Le Monde

ARTS • SPECTACLES





Wolfgang Krause, peintre à l'Est, dans son studio

PAUL LANGROCK

ESPOIRS ET INQUIÉTUDES DES ARTISTES DANS L'ALLEMAGNE RÉUNIFIÉE

Berlin, le saut dans le vide

PENDANT longtemps, à Berlin-Ouest, les hommes de gauche ont admiré et envié ceux de l'autre côté du mur : des héros qui risquaient leur liberté en luttant contre la censure, en la contournant, en la détournant, et qui se battaient au nom de la rigueur idéologique. A l'Ouest, les intellectuels gauchisants voulaient sauvegarder leur identité menacée par l'américanisation et prenaient pour modèles ces frères qui se défendaient, avec combien plus de risques, contre la bureaucratisation.

Des textes interdits en RDA étaient publiés en RFA, où des auteurs comme Heiner Müller, ont été joués plus souvent et plus tôt que chez eux. D'autres, comme Wolf Biermann ou Thomas Brasch, ont dû s'exiler, et Berlin-Ouest devint *« la banlieue de la RDA »*, comme on disait alors. Acteurs, metteurs en scène venaient travailler *« en face »*, et les positions s'étant assouplies, pouvaient garder leur nationalité. En 1989, des acteurs de l'Ouest ont tourné un film de la RDA, *le Casse*, coproduction des deux Etats allemands, un événement. Auparavant, les cinéastes de la RFA se contentaient d'aller synchroniser à l'Est.

Se rejoindre au-dessus du mur, c'était le rêve des hommes de l'Ouest, qui organisaient des concerts géants, rock ou symphoniques, juste contre le mur, tandis que, de l'autre côté, se pressaient et parfois se faisaient cogner des milliers et des milliers de gens, jeunes pour la plupart, et qui de toute façon regardaient la télévision de l'Ouest.

Nouvelle Allemagne année zéro : tout est effacé, y compris cet intérêt parfois ambigu qui aimantaient vers l'Est des artistes de l'Ouest. Ils n'ont plus affaire à des modèles, mais à des rivaux. Ils ont pour eux l'argent et les lois, les façons de faire qui vont s'imposer et sont à l'opposé de la rigueur idéologique pour laquelle les intellectuels de l'Est se sont tant battus. *(Lire le dossier établi par Henri de Bresson, pages 10 et 11.)*

COLETTE GODARD

CINÉMA 12

« Cry Baby » : John Waters délire toujours



D.R.

Le plus baroque des cinéastes indépendants, l'Américain qui a su porter le mauvais goût au sommet d'un art faussement primaire et hautement sophistiqué, est entré dans l'*establishment* sans rien perdre de sa verve scandaleuse. Pour sa comédie musicale *Cry Baby* (le conflit de classes, revu par John Waters, ce n'est pas triste), il a réuni une distribution extravagante, dont Patty Hearst, Iggy Pop, et une kyrielle de grosses blondes très maquillées *(la liste des salles se trouve page 12)*.

MUSIQUES 12

Mozart règne sur les opéras d'Europe



GÉRARD HOFFNUNG/E.D.

Don Giovanni, mis en scène par Ronconi, ouvre la saison 1990-1991 de l'Opéra de Bologne. Et le même *Don Giovanni* celle du Liceu de Barcelone... Les grands établissements lyriques européens se disputent toujours les six grands opéras de Mozart. Mais c'est *Parsifal* de Wagner, mis en scène par Klaus Michael Grüber, qui ouvre le ban, à Amsterdam, dès le 3 septembre. De Milan à Bonn, de Bruxelles à Cologne, un premier *vade-mecum* du lyricomane.

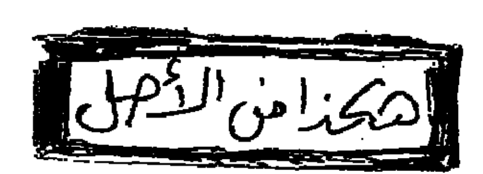
ARTS 14

Henri Laurens un cubiste en Dordogne



D.R.

Le château de Biron propose, cet été, une rétrospective Henri Laurens. Papiers collés, reliefs, rondes-bosses et dessins retracent l'itinéraire du sculpteur depuis ses trouvailles cubistes. Une occasion de vérifier la grande tenue de l'œuvre, portée à sa plénitude jusque dans les modestes formats.



BERLIN, VILLE OUVERTE

OPÉRAS ET THÉATRES CONTRAINTS

La communauté

A l'Ouest, le rayonnement international, une ambiance un peu provinciale. A l'Est, une culture officielle tournant en circuit fermé. Mais finies, désormais, les rivalités. Les deux Berlin doivent apprendre à ne plus se jalouser.
Le temps est aux vrais choix : quelles subventions, pour quelles institutions, dans une ville qui, réunifiée, n'excède pas cinq millions d'habitants.

LA MUSIQUE occupe toujours le terrain. Pendant tant d'années, elle avait permis aux messages libérateurs de franchir le mur grâce aux multiples concerts donnés au Reichstag. La voilà qui s'engouffre, à pleins décibels, dans la saignée béante qui séparait Berlin. Après les foules allemandes défilant sous la porte de Brandebourg, en décembre dernier, pour fêter la fin du cauchemar, voici l'immense show, orchestré samedi 21 juillet par l'ex-Pink Floyd Roger Waters sur l'ancienne ligne de démarcation, entre le Reichstag et la Potsdamerplatz, pour célébrer un Berlin retrouvé et la rencontre des deux Europe.

Le monde entier a pu constater, sur son petit écran, qu'il n'y avait désormais qu'un seul Berlin. La ruée des touristes et des intellectuels de toutes obédiences, témoigne de la fascination exercée par cette métropole en devenir. Le souvenir des années 20 remonte à la surface : époque ou Berlin bouillonnait *d'une culture née de l'après-guerre et des mélanges de* populations.

Le nazisme, l'extermination des juifs, l'exil des intellectuels, avaient fait perdre à Berlin ce rôle de plaque tournante, à mi-chemin entre Paris et Moscou. La division de la ville, après la seconde guerre mondiale, en a accentué l'isolement. Pourtant les moyens n'ont pas manqué. De chaque côté de la ville, on a vite reconnu l'importance d'une image qui pouvait être projetée «en face». Pour répondre à la richesse économique de Berlin-Ouest, vitrine de l'Occident, le régime Honecker a tenté de répondre en se lançant, sur le tard, dans une politique de restauration d'un patrimoine beaucoup plus important à l'Est (quand il n'avait pas été détruit dans les premières années du communisme). Le 750e anniversaire de la ville, en 1987, a donné lieu à une compétition : Berlin-Est a mobilisé une bonne partie des brigades d'ouvriers du bâtiment de RDA quand le Sénat de l'Ouest a multiplié les manifestations culturelles.

Les deux Berlin ont toujours rivalisé dans le domaine de la culture. La réputation internationale de leurs musées, opéras, théâtres et orchestres, n'est plus à faire et témoigne d'un effort constant. Mais ce sont là des gouffres financiers. L'entretien du seul opéra de Berlin-Ouest coûte 72 millions de DM par an (sur un budget culturel de 500 millions de DM). C'est beaucoup pour une ville qui vit essentiellement de subventions et n'a jamais réussi à surmonter son problème majeur : celui d'être une enclave, qui, pendant des années, a comblé son déficit de population par une politique volontariste en direction de la jeunesse. Même si la réputation de sa culture alternative ou associative est grande, coupée du monde, Berlin-Ouest n'a jamais vraiment attiré l'argent des sponsors et des fondations, pas plus que les grandes manifestations de retentissement international. Provinciale à côté de centres comme Cologne pour la peinture, Munich pour le cinéma, Hambourg pour les médias ou Düsseldorf pour la mode, la ville n'est jamais devenue la plaque tournante indispensable à l'épanouissement d'une grande métropole culturelle.

A l'Est, le régime communiste n'a longtemps toléré que le développement d'une culture officielle. Celle-ci laisse des traces. Mais l'existence, dans le domaine théâtral, musical et littéraire, de célébrités comme le dramaturge Heiner Müller, la romancière Christa Wolf ou le metteur en scène Harry Kupfer, qui comptent parmi les grands noms de la culture allemande, ne peut faire oublier qu'il a constamment exilé tous ceux qui lui faisaient un peu trop d'ombre. A l'exception de quelques dizaines de privilégiés, les créateurs n'ont jamais eu accès à la culture internationale. La présence à Berlin-Est de groupes culturels vivant en marge des institutions, n'y a rien changé. *«Il s'agit d'une culture démodée, sans moyens»*, constate un photographe de Berlin-Ouest.

Depuis plusieurs mois, la réunification des forces culturelles des deux parties de la ville est à l'ordre du jour. Les problèmes sont complexes. La mise en commun des collections des musées, gérés, à l'Ouest, pour la plupart, par l'importante fondation Preussicher Kulturbesitz et, à l'Est, directement par le ministère est-allemand de la culture, est acquise. En revanche, la question du maintien à Berlin d'un double réseau de théâtres et d'opéras, lourd à piloter, reste posée (notre supplément daté du 1er mars). Début juillet, Peter Stein, metteur en scène à la Schaubühne de Berlin-Est a lancé un pavé dans la mare : *«Je ne peux pas m'imaginer que toutes ces institutions puissent continuer à coexister comme cela, ne serait-ce que pour*


RUDOLF SCHAFER

Guérie de ses blessures, et de son mur, Berlin ne peut encore cacher ses cicatrices comme celles, abstraites, tachistes, de la rue Kopenhagen. Dans ces niches, sous le régime communiste, la convivialité entre artistes a servi d'antidote au mur.



PAUL LANGROCK

« Pour une solidarité culturelle ». Les artistes ont organisé à l'Est, sous ce label, une manifestation qui fit chou blanc. Le chômage ne menace pas que les plasticiens. Le marché de l'art n'est qu'une réalité parmi d'autres auxquelles il faudra s'adapter. Dans les studios, on filme toujours (photo de droite, en bas). Pour combien de temps ?

A L'EST, LE MARCHÉ

Vent frais

Berlin réunifiée, c'est la porte ouverte à la concurrence, la découverte, pour les plasticiens de l'Est, des dures lois du marché. Dans les quartiers branchés, le climat est à la méfiance ou à un optimisme mesuré. Autrefois on vendait ou on ne vendait pas, le temps n'existait guère. Tout cela a bien changé.

UN LIERRE grimpe jusqu'au toit de l'immeuble, masquant des murs que l'on imagine lépreux. Invisible de la rue, l'arrière-cour disparaît sous un magnifique jardin, avec ses massifs de fleurs, ses arbustes et ses pelouses soignées. Dans la touffeur de l'été berlinois, tout respire la fraîcheur et l'apaisement.

Le 22 de la rue Oderberger, au coeur de Prenzlauerberg, le quartier branché de Berlin-Est, abrite côté cour une demi-douzaine d'artistes, peintres et graphistes, qui se sont installés, au fil des ans, dans les appartements désaffectés . Rien à voir avec ces luxueux ateliers, à haut plafond et verrières que l'on connait ailleurs. On est ici dans le Berlin des niches, où, sous le régime communiste, la convivialité a servi d'antidote au mur.

Il y a trois ans, Bernhard Leve, le cheveu roux et dru, la barbe généreuse, y avait planté son chevalet, sans rien demander à personne. Le loyer, quasiment gratuit, lui permettait de travailler à son rythme, sans soucis d'argent. Il était toujours possible de vendre quelques tableaux à des amis, d'accrocher une toile dans une des galeries d'Etat ou d'obtenir une commande. *« La pression n'existait pas,* dit Bernhard. *On avait le temps. »*

Depuis l'ouverture du mur, Bernhard peut en principe montrer son travail à l'extérieur sans passer par les voies officielles et prendre connaissance de ce qui se fait ailleurs. Non sans réticences, cependant. *« A l'Ouest, tous les élèves d'une école d'art savent immédiatement ce qu'ils doivent faire pour se situer dans le contexte du marché,* remarque Bernhard. *A l'Est, on a vécu différemment. Ce n'est pas sans importance. Nos motivations sont différentes. Le mur est encore dans les têtes.»* Dans l'immédiat, les artistes se

Musées en fusion

Les collections des musées de Berlin étaient restées sur place pendant la guerre, les nazis s'opposant à leur évacuation pour des raisons de prestige. Devant l'avance des Soviétiques, les principales pièces avaient été *in extremis* transportées vers la Saxe et la Thuringe, où elles étaient tombées entre les mains des Américains et transportées à Wiesbaden.

Tout ce qui était resté à Berlin avait été emporté par les Soviétiques à Leningrad ou à Moscou. Après bien des vicissitudes, l'essentiel avait été rapatrié à Berlin vers la fin des années 50, mais divisé entre les deux parties de la ville.

Les collections de la partie occidentale avaient été confiées à une fondation spécialement créée, en 1957 : la Fondation pour les possessions culturelles prussiennes (Preussicher Kulturbesitz), dont le siège était à Berlin-Ouest. Unique institution culturelle à ne pas être rattachée à un Land, son budget est assurée à 75 % par le gouvernement fédéral et le reste par les Lander. La fondation gère quatorze musées, à Berlin-Ouest. Ceux-ci ont presque tous leurs homologues à l'Est, notamment ceux de l'île des musées, où se trouve le célèbre Pergamon et l'ancienne Galerie nationale. Elle a également sous sa garde une partie des collections de l'ancienne Bibliothèque nationale.

La plupart des collections avaient été séparées arbitrairement. Dès que l'unification s'est précisée, les dirigeants de la fondation se sont mis d'accord avec leurs confrères des musées de l'Est pour les réunir le plus vite possible. Cette réunion va se faire sous l'égide de la Preussicher Kulturbesitz, où doivent figurer les nouveaux Lander recréés en RDA.

Par la même occasion, il a été convenu que le patrimoine prussien, qui se trouve encore en dehors de Berlin, y serait rapporté. Les archives secrètes d'Etat, notamment, entreposées à Potsdam et Merseburg. Mais aussi quarante-cinq mille objets d'art populaire entassés, sans aucune précaution, dans des caisses à Leipzig, après leur restitution par les Soviétiques, en 1978.

Il ne peut être question de déménager les collections du Musée Pergamon. Les archéologues se sont donc mis d'accord pour que toutes les collections d'antiquités, existant dans d'autres cités, soient regroupées dans le prestigieux établissement à l'Est. Il est également logique de regrouper sur le site de Dahlem, à Berlin-Ouest, tout ce qui touche aux arts populaires. En revanche, les discussions sont plus serrées pour la répartition des collections d'art européen. Elles doivent être réparties entre l'île aux musées et le Nouveau Forum de la culture de Berlin-Ouest.

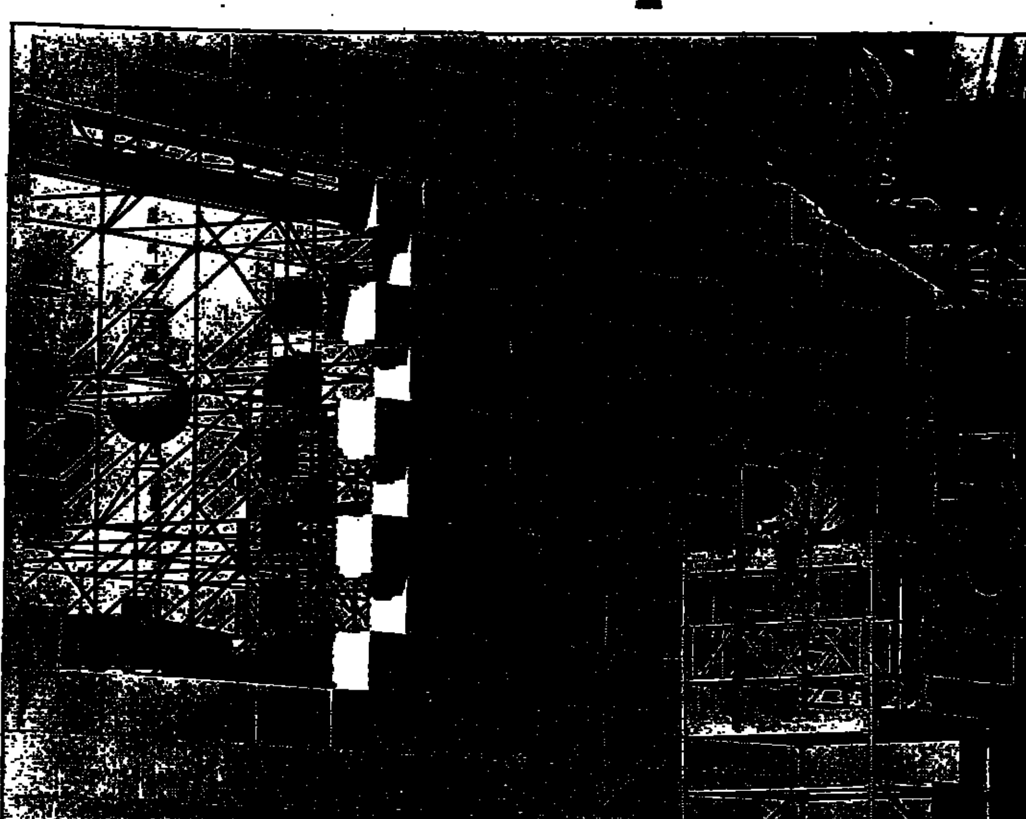
La restauration et la modernisation des établissements de l'île aux musées coûteront à eux seuls de 1,2 à 1,5 milliard de deutschemarks, estime le directeur général de la Fondation du patrimoine culturel prussien. Les travaux à prévoir sur le site de Dahlem sont estimés à environ *300 millions*. A titre de comparaison, dans ce domaine, les investissements du gouvernement fédéral s'élevaient, ces dernières années, à 30 millions de deutschemarks par an.

Le même problème se pose pour le siège de l'ancienne Bibliothèque nationale, avenue Unter den Linden, qui devrait redevenir avec huit millions d'ouvrages la plus grande bibliothèque allemande.

BERLIN, VILLE OUVERTE

A UNE « SÉLECTION NATURELLE » ?

réduite aux acquêts



C'était la fête, le 21 juillet, sur la Postdamerplatz. Avec le show d'un ancien Pink Floyd, finissait le cauchemar. Déjà capable de rire de son passé, Berlin faisait construire un mur blanc sur l'ancienne ligne de démarcation. Un mur éphémère. Transparent.

des raisons purement économiques », a-t-il déclaré dans un entretien au quotidien est-allemand *Neues Deutschland*. A l'Ouest, selon la responsable administrative de l'un d'eux, les grands établissements culturels sont subventionnés à 85 % de leur budget. La situation n'est guère différente à l'Est, où il faudra, en outre, prévoir d'importants investissements pour leur modernisation.

La ville, qui aura cinq millions d'habitants en 1995, devrait *a priori* pouvoir garder ses trois opéras et ses théâtres, affirme Mme Anke Martiny, sénateur chargé de la culture à Berlin-Ouest. Mais les problèmes ne se résoudront pas d'un coup de baguette magique. Mme Martiny redoute les effets d'une réunification mal menée. Elle tente d'obtenir, des autorités de la RDA, une réduction des dépenses « pléthoriques » des établissements dont ils sont responsables, notamment en matière de personnel. Histoire de ne pas trop alourdir la facture après la réunification.

Le coût de celle-ci fait d'ailleurs l'objet de négociations avec Bonn. Le démantèlement du mur, les travaux d'infrastructure et la réfection des immeubles, à Berlin-Est, vont grever les budgets pour un bon moment. Bonn, qui a déjà annoncé la supression d'un certain nombre de subventions liées à l'enclavement de la ville, se fait tirer l'oreille pour accorder des rallonges. *« Berlin deviendra-t-elle la capitale de l'Allemagne unie ?* demande Mme Anke Martiny. *Si la réponse est négative, on ne voit pas comment on s'en sortira. »*

VERS UNE HÉGÉMONIE CULTURELLE

Accaparés par les problèmes quotidiens de la réunification, les divers responsables n'ont guère eu le temps de songer aux moyens nécessaires pour promouvoir leur ville au rang de métropole culturelle. Mme Irana Rusta, chargée de la culture à la mairie de Berlin-Est, compte sur la densité de son réseau associatif, sur la qualité des institutions culturelles implantées dans tous les quartiers et sur la présence de nombreux artistes : *« La moitié de tous les créateurs de la RDA vit à Berlin-Est*, souligne-t-elle, *l'identité de cette ville repose sur la culture. C'est aussi, aujourd'hui, sa seule force d'intégration. Après quarante ans de séparation, il faut jouer sur les différences pour les rendre productives. »*

Capitale ou non, les chances pour Berlin de retrouver une place éminente en Europe ne manquent pas. *« L'équilibre du centre de l'Europe a changé. Berlin a de toute facon un nouveau poids*, estime le professeur Wolf-Dieter Dube, responsable des Preussicher Kulturbesitz. *Berlin est de nouveau la première étape vers l'Est. Entre cette ville et Moscou, il n'y a pas d'autre grande bibliothèque, pas de centre intellectuel de dimension européenne. »* L'installation de la capitale de l'Allemagne réunifiée à Berlin résoudrait bien des problèmes, pense le professeur : *« Le pouvoir attire l'argent et a besoin d'une vitrine. A Paris, le nouvel Opéra, la Pyramide du Louvre sont des « placements » politiques avant d'être des investissements culturels. »* Mais un véritable développement ne peut s'effectuer en circuit fermé. L'avenir de Berlin, si elle acquiert le statut de capitale, *« dépendra aussi des gens qui s'y installeront dans les prochaines années »*.

L'argent arrive. Pas aussi vite peut-être que certains le souhaiteraient. Mercedes Benz, après bien des discussions au sein de la coalition des sociaux-démocrates et des alternatifs qui dirige le Sénat de Berlin-Ouest, vient de recevoir le feu vert pour installer, Potsdamerplatz, une nouvelle filiale, spécialisée dans les services sur un terrain de 60 000 mètres carrés. Rowolt, fleuron de l'édition littéraire ouest-allemande, débarque l'année prochaine. Les médias renforcent leur présence, suscitant un boom sur le marché immobilier, dont les prix montent en flèche.

Tout le monde n'apprécie pas ces bouleversements. Certains adeptes du « Berlin dans ses murs », plient bagages. Les sculpteurs américains Nancy et Edward Kienholz fuient déjà la mégalopole future. Mais d'autres, arrivent, fascinés par cette ville au double visage, dont les deux moitiés doivent s'habituer à vivre ensemble. La ville sera officiellement réunifiée a la fin de l'année. Mais pour un bout de temps encore, deux mondes cohabitent : d'un côté, le luxe tapageur ; de l'autre, le charme de rues vieillottes et délabrées. On apprend à se connaître, on s'échange expositions, spectacles. L'Académie des arts de la RDA, qui vient de porter à sa tête le dramaturge Heiner Müller, tisse des liens avec l'Académie de Berlin-Ouest. Des personnalités de l'Ouest, aussi incontestables que Pina Bausch ou Wim Wenders, y ont été élues.

Passée l'euphorie de la découverte, il faudra dès lors s'habituer à la concurrence. Voir arriver sur le marché de l'Ouest ces artistes de l'Est (metteurs en scène, techniciens de cinéma et de télévision), dont la formation bénéficie d'une solide réputation. De ces confrontations et éventuellement de ces conflagrations, naîtra la nouvelle Berlin ?

DE L'ART N'A PAS LA COTE

rue Oderberger

trouvent confrontés à des préoccupations plus terre à terre : hausse des loyers et du coût de la vie, hostilité feutrée à l'égard des intellectuels, accusés d'avoir été les privilégiés du régime communiste. *« Beaucoup de choses sont en miettes. »*

De fait, aucun artiste de l'Est, sauf les grands noms, ne sait plus guère aujourd'hui quelle est sa cote. Le sauve-qui-peut est général. Attaquées pour leur attitude passée par médias interposés, les célébrités règlent leur comptes. D'autres essayent de couvrir leur retraite en décrochant des garanties financières et politiques et le maintien de possibilité de travail pour tous.

Sous le label « Pour une union culturelle », plusieurs regroupements d'artistes ont tenté, le 17 juillet dernier, d'organiser un grand meeting dans le quartier Nikolai de Berlin-Est, non loin du ministère de la culture. Leurs mots d'ordre : prise en compte de la culture dans le deuxième traité d'Etat, actuellement discuté par les deux gouvernements allemands pour sceller la réunification, maintien des institutions culturelles, locaux à prix modérés, poursuite d'une politique de subventions active. *« Il s'agit*, estime Hans Peter Egli, secrétaire général de la Fédération des associations d'artistes du spectacle, *de faire en sorte que le passage à l'économie de marché se fasse de manière supportable et d'obtenir une sorte de charte sociale pour que l'on puisse créer librement, sans avoir à se demander comment on va acheter, demain, son pain »*.

DE L'ARGENT OU DES PROJETS ?

Mais aucune personnalité marquante de la vie culturelle est-allemande n'a assisté à la manifestation. Les gens ont d'autres soucis en tête. Notamment celui de s'adapter à la nouvelle société.

Co-organisateur de la manifestation du 17 juillet, Egli est musicologue, employé de l'Union du jazz. Fin août, il sera au chômage. Dans les circonstances actuelles, il a bien peu de chance, de retrouver un poste. *« Beaucoup ont monté leur propre agence*, affirme-t-il. *Il y en a trop maintenant. Alors quoi faire ? Apprendre un autre métier ? »*

« Tout le monde pleure pour avoir de l'argent, il faudrait peut-être commencer par avoir des projets, desidées », s'indignait un professeur de musique de Berlin-Ouest. La tentation est forte, chez les politiques, d'aider, ne serait-ce que pour l'exemple, les projets qui sortent du cadre de l'ancien système. Les responsables de la culture du gouvernement et de la ville de Berlin-Est encouragent ainsi toute une série de projets qui utilisent d'anciens bâtiments désaffectés. Un groupe a occupé, en avril dernier, un cinéma à moitié démoli, au bord de la Friedrichsstrasse, au coeur de la ville, pour en faire un centre de rencontres culturelles, avec salle de projection, ateliers, etc. Une trentaine de personnes s'y activent pour tenter de rafistoler les lieux en attendant des sponsors. On trouve là des vétérans des squatts de Berlin-Ouest, et même un Australien, égaré de Los Angeles.

Un autre projet du même ordre, dans une ancienne brasserie, attend le feu vert de la ville pour contraindre l'actuel occupant des lieux (un négociant de meubles) à déguerpir.

Christoph Tannert, plasticien, critique d'art, est l'une des têtes de Turc de l'ancien régime, co-organisateur de l'exposition des artistes indépendants est-allemands à la grande halle de La Villette, en janvier dernier. Avec trois de ses confrères, Tannert a monté la première galerie indépendante professionnelle de peintures. Il dit que l'avenir des artistes est-allemands est sombre : *« L'art de la RDA se replie. Les artistes est-allemands ne sont pas prêts à accepter les règles internationales. Leur attitude est frileuse, autodestructrice. Ils refusent la nouvelle situation. Peu de jeunes s'intéressent aux nouvelles tendances. Personne ne dit : je vais aller étudier la vidéo, me battre pour obtenir une bourse. La plupart sont tristes et se sentent frustrés. »* Il y a pourtant des téméraires. Dans son atelier de la rue Oderberger, qui s'ouvre sur la rue, Wolfgang Krause vit depuis ces derniers mois dans la hantise permanente des groupes de skinheads qui hantent le quartier. Pour lui, l'ouverture du mur a tout changé. Après quinze années passées à Dresde et à Berlin-Est, il pense désormais à sculpter et à peindre à une tout autre échelle : *« Finies les œuvres traditionnelles*, clame-t-il. *Je suis tellement content et soulagé que tout cela soit passé. Pour moi, le retour en arrière est impossible »*.

Dossier établi par : HENRI DE BRESSON



Studios en péril

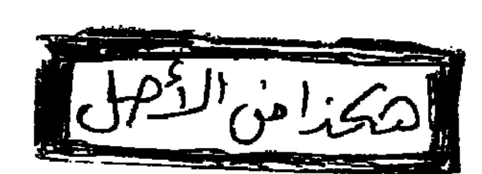
Le cinéma est-allemand a surtout fait parler de lui, ces dernières années, grâce à ses metteurs en scène de documentaires. Dans les dernières années du régime, en dépit de la censure, ils avaient permis de donner une image de la réalité sociale en RDA. Aujourd'hui, tout le monde s'interroge sur l'avenir de l'énorme machine, constituée au fil des ans par les autorités pour alimenter de ses propres productions les programmes de cinéma et de télévision.

Là, comme ailleurs, dégraissage, réduction massive d'emplois et chute d'activité sont à l'ordre du jour. La DEFA (1), qui coiffait la production et la distribution, pour le cinéma comme pour la télévision, est en pleine restructuration. Les heures de tournage se sont raréfiées. Les contrats passés autrefois par les chaînes télévisées et les entreprises ont été, pour la plupart, annulés. On se contente de terminer les derniers projets engagés. L'avenir de l'entreprise, dans l'Allemagne réunifiée, est pour le moins problématique.

Le ministère de la culture est-allemand essaie de sauver ce qui peut l'être. *Mais l'appétit des mastodontes occidentaux de la production, attirés par les dépouilles de l'empire, est grand. Ces dépouilles ne sont pas négligeables.* En particulier, les immenses studios de Babelsberg, le Hollywood est-allemand, sur le territoire de Postdam : *36 hectares, 2 200* employés, d'immenses halls de production et une collection de costumes uniques au monde. Le tout, néanmoins, dans un état de fonctionnement qui est loin de correspondre aux standards occidentaux. Quant aux archives cinématographiques de Berlin-Est, qui remontent au début du cinéma, elles pourraient être confiées à une fondation.

Les responsables de l'Union du cinéma, notamment les réalisateurs Elke Misselwitz et Rolf Richter, élus en février dernier, espèrent éviter un démantèlement trop radical de la DEFA. Ils ont fait appel à leurs collègues ouest-allemands pour tenter de trouver des solutions. Ils ont même l'intention d'aller plaider leur dossier à Bruxelles et, pourquoi pas, à Paris, auprès de Jack Lang. Ils ont d'ores et déjà suggéré la création d'un Institut allemand du cinéma qui pourrait prendre en charge les studios, les installations de production et les archives de la DEFA.

(1) Deutsche Film Age = société allemande par actions.



MUSIQUES

LA SAISON LYRIQUE 1990-1991 EN EUROPE

Beaucoup de Mozart, peu de créations

Quand on aime l'opéra, il faut savoir prendre son bâton de pèlerin. Les quelques bonnes étapes, ici proposées pour l'Europe, ne sont qu'une invitation au voyage. D'autres suivront, au gré de nos informations.

SCALA DE MILAN

1992 devrait marquer un tournant pour ce célèbre établissement : Carlo Maria Badini, surintendant depuis treize ans, laissera sa place à un successeur (peut-être Massimo Bogianckino, ex-patron de Garnier et passé par la mairie de Florence. Ou Carlo Fontana, actuellement en poste à Bologne). La réduction du budget de la culture (vieux projet de loi, en discussion au Sénat depuis un an) devrait d'autre part toucher principalement le secteur lyrique. Cette saison de transition s'ouvre traditionnellement le 7 décembre par un *Idoménée* de Mozart dirigé par Riccardo Muti, chef et directeur artistique maison, et mis en scène par Scimone (avec Winbergh, Ziegler, Piccoli). Suivront la reprise du *Conte Ory* de Rossini, direction Campanella, mise en scène Pizzi, avec Matteuzzi, Devia, Desderi (à partir du 12 janvier). Une nouvelle production de *la Fille du Far West* de Puccini, direction Maazel, mise en scène Jonathan Miller, avec Giovanna Casolla, Juan Pons et Placido Domingo (22 juin). La redécouverte de *Lodoïska* de Cherubini, direction Muti, mise en scène Ronconi, avec Susan Patterson (22 février). La création italienne de *la Colère de la mer*, de Henze (21 mars). Les reprises d'*Adrienne Lecouvreur*, de Cilea (2 avril), du *Frère amoureux* de Pergolèse, direction Muti, mise en scène Scimone, avec Cecilia Gasdia (13 avril), de *la Traviata* mise en scène par Liliana Cavani, dirigée par Muti avec, dans le rôle-titre, la découverte de la saison écoulée, Tiziana Fabbricini (24 avril). Enfin, une nouvelle *Manon Lescaut* dirigée par Ozawa, mise en scène par Pierre Romans (6 juin) ; et un nouvel *Attila* de Verdi mis en scène par Savary et dirigé par Muti avec Samuel Ramey et Cheryl Studer (25 juin).

★ Tél : (19) 39 2 88-79-1.

THÉATRE COMMUNAL DE BOLOGNE

Carlo Fontana a lui aussi choisi Mozart pour ouvrir sa saison et a désigné Luca Ronconi pour la mise en scène d'un *Don Giovanni* dirigé par Chailly et réunissant Corbelli, Furnaletto, Matteuzzi, Daniela Dessi, Jane Eaglen, une coproduction avec Rome (à partir du 27 novembre). Viennent ensuite *Eugène Onéguine*, de Tchaïkovski, direction Gelmetti, mise en scène Robert Sturua, avec Freni, Ghiaurov, Furnaletto, Sabbatini (17 janvier). *Un bal masqué* venu de San-Francisco (12 février). Un nouveau *Moïse* de Rossini, *Capriccio* de Strauss dans la version italienne de Fidele d'Amico, mise en scène Ronconi (2 mai). Mozart, enfin et toujours, avec une production de *la Flûte enchantée* reprise du Festival de Ravenne 1986.

★ Tél : (19) 39 51 23-81-92.

OPÉRA DE BONN

Toujours en poste malgré les accusations d'élitisme qui lui ont été opposées cet hiver, Jean-Claude Riber a composé une saison plus ambitieuse que jamais dans la ville de Beethoven. *Rigoletto* de Verdi, direction Varviso, mise en scène Graham Vick (à partir du 2 septembre). *Samson et Dalila*, de Saint-Saëns, direction Soustrot, avec Valentini-Terrani et Sylvester (version concert, 11 et 14 novembre). La reprise d'*Ariane à Naxos*, de Strauss, mise en scène Riber, direction Stefan Soltesz, avec Eva Marton (2 décembre). Une nouvelle *Femme sans ombre*, de Strauss, direction Russel Davies, mise en scène Riber, avec Anna Tomowa-Sintow (30 décembre). La reprise du *Barbier de Séville*, de Rossini, avec Jennifer Larmore (20 janvier). Juan Pons dans le rôle titre de *Falstaff* (10 mars). Et une nouvelle production de *Pelléas*, direction Michael Boder, mise en scène Riber, avec Angela Maria Blasi (12 mai).

★ Tél : (19) 49 2 28-7-28-1.

OPÉRA DE COLOGNE

L'établissement dirigé par Michael Hampe termine « sa » *Tétralogie* et produit cette année *Siegfried* et *le Crépuscule des dieux*, direction Hans Wallat, mise en scène Kurt Horres, avec William Jones dans le rôle de Siegfried (septembre et octobre ; le cycle est donné deux fois en entier, les 16, 18, 21 et 25 novembre, et les 12, 14, 21 et 28 avril). Viennent ensuite *Barbe-Bleue* d'Offenbach (21 décembre), *De la maison des morts* de Janacek, mise en scène Kupfer, direction Boder (17 mars). Un nouveau *Don Giovanni* dirigé par James Conlon, directeur musical de l'établissement, mis en scène par Hampe, avec Thomas Allen dans le rôle-titre (2 juin). Et un nouvel *Enlèvement au sérail* mis en scène par le même, dirigé par Gelmetti, avec Ruth Ann Swenson et Hans-Peter Blochwitz (mai).

★ Tél : (19) 49 221-82-40.

OPÉRA DE FRANCFORT

Reprises d'*Iphigénie en Tauride*, de Gluck, mise en scène par Moshe Leiser et Patrice Caurier (à partir du 8 septembre), en alternance avec *le Nez* de Chostakovitch avec Alan Titus, mise en scène Johannes Schaaf (12 septembre). Reprise encore de *Macbeth* de Verdi avec Rosalind Plowright (20 septembre). Adieux à la scène d'Ileana Cotrubas dans deux représentations de *la Bohème*, mise en scène Schlöndorff, direction Boder (9 et 11 novembre). Nouvelle production du *Mahagonny* de Brecht-Weill, direction Steven Sloane, mise en scène Arie Zinger (14 octobre). Hommage à Ponnelle avec la reconstitution de sa *Tosca*, direction Caetani, avec Galina Kalinina (26 octobre). Et à nouveau, des reprises : *les Noces* de Mozart, dirigées par Pesko, avec Edith Mathis et Jean-Philippe Lafont (15 novembre). *Un bal masqué* de Verdi, mis en scène par Kirchner, dirigé par Caetani (21 novembre). *Ariane à Naxos* de Strauss, mise en scène Peter Mussbach (19 novembre). *Le Vaisseau fantôme* de Wagner, avec Lisbeth Blaslev (24 novembre). *La Clémence de Titus* de Mozart, direction Bertini (30 décembre). Sans oublier *Rienzi* de Wagner, en version de concert (février).

★ Tél : (19) 49 69 25-62-529.

MONNAIE DE BRUXELLES

Avant sa prise de fonctions à la direction du Festival de Salzbourg début 1992, Gérard Mortier a composé pour l'Opéra bruxellois quinze mois d'une saison exceptionnelle. Qui débute par ce *Simon Boccanegra* avec Van Dam, mise en scène Deflo, direction Cambreling, vu l'an dernier à l'Opéra flamand d'Anvers et coproduit également par le Liceu de Barcelone (à partir du 9 septembre). Suivra la création de *Stephen Climax* de Hans Zender, mise en scène Mussbach, direction Cambreling (28 octobre). *Mefistofele* de Boito, direction Tchakarov, avec José Van Dam, version concert (5 décembre). *Jenufa*, de Janacek, mise en scène Dresen (12 février). *The Death of Klinghofer*, création mondiale de John Adams, mise en scène Peter Sellars, chorégraphie Mark Morris (coproduction avec le Festival de Glyndebourne, la Brooklyn Academy of New-York, le Los Angeles Festival, les Opéras de Lyon et de San-Francisco, 19 mars). *La Flûte enchantée* de Mozart, nouvelle mise en scène de Herrmann, direction Cambreling (26 avril). *Le Couronnement de Poppée*, reprise de la production Boesman-Bondy-Cambreling (8 juin). Ouverture royale de l'année 1991 avec quatre cycles complets d'un *Ring* que l'on pourra voir ultérieurement à Anvers, fruit de la collaboration de Sylvain Cambreling pour la direction et d'Herbert Wernicke pour la mise en scène (octobre). Puis une *Favorite* de Donizetti en concert, avec Agnès Baltsa (novembre). Enfin, *les Noces* de Mozart, mise en scène Bondy, direction Cambreling.

★ Tél : (19) 322 217-22-11.

OPÉRA FLAMAND ANVERS-GAND

Administré depuis décembre dernier par Marc Clémeur après avoir été remis sur pied par l'équipe de Gérard Mortier, l'Opéra flamand a engagé Silvio Varviso comme principal chef invité, bâti sa programmation autour d'une dominante baroque et d'un cycle Puccini, et a entrepris une collaboration avec Paris. On verra donc en avril à la Bastille la *Manon Lescaut* de Puccini que Varviso dirigera en janvier à Anvers, dans une mise en scène de Robert Carsen. La saison aura commencé par la reprise d'*Elektra* mise en scène par Nuria Espert, déjà montée à Bruxelles, direction Soltesz, avec Eva Marton (à partir du 9 octobre). Puis par *Macbeth*, de Verdi, mise en scène Deflo, avec Josephine Barstow (16 novembre). Création de *Van Gogh, un malheureux vêtu de noir*, de Jan Van Vlijmen, ancien directeur de l'Opéra d'Amsterdam désormais éconduit, avec David Pittman-Jennings et Guy de Mey (7 décembre). L'Opéra de Gand, alors restauré de fond en comble, et second partenaire de l'entité « Opéra flamand », aura la primeur d'une *Cenerentola* de Rossini (26 février). Retour à Anvers pour un *Parsifal* direction Varviso (17 mars). A Anvers et à Gand, redécouverte d'*Edgar*, trois actes du jeune Puccini dirigés en concert par Thomas Fulton (2, 4, 6 juin). Avant *Alcina* de Haendel par le Concerto Köln, direction René Jacobs (18 juin).

★ Tél : 19/31 (03) 233-68-08.

OPÉRA NÉERLANDAIS AMSTERDAM

Ancien directeur du dynamique Théâtre Almeida de Londres, Pierre Audi prend les rênes à Amsterdam et annonce la couleur avec deux exécutions de *Répons* de Pierre Boulez (27 et 28 septembre). Précédé par le *Parsifal* attendu de Grüber-Aillaud, dirigé par le chef allemand maison, Hartmut Haenchen (à partir du 3 septembre). Puis *l'Enlèvement au sérail* de Mozart, direction Haenchen, mise en scène Polixa (5 octobre). *Le Retour d'Ulysse* de Monteverdi avec Anthony Rolfe-Johnson, direction Glen Wilson, mise en scène Pierre Audi (10 novembre). *Un bal masqué* de Verdi mise en scène David Alden (3 décembre). *Die Glückliche Hand* de Schoenberg couplé avec *Neither* de Morton Feldman, mise en scène Audi (12 janvier). *Benvenuto Cellini* de Berlioz, mise en scène Tim Albery, direction Peter Hirsch (28 janvier). Une *Iphigénie en Tauride* de Gluck, venue de Munich avec Ellen Shade, direction Graeme Jenkins, mise en scène Achim Freyer (8 mars). *La Chauve-Souris* de Johann Strauss, mise en scène Johannes Schaaf, qu'avait dirigée Harnoncourt et que reprend Haenchen (12 avril). La reprise encore du *Château de Barbe-Bleue* de Bartok, mise en scène Wernicke, direction Haenchen (6 mai). Enfin, un nouvel *Idoménée* de Mozart, direction Frans Brüggen, mise en scène Stephen Pilmott (1er juin).

★ Tél : (19) 31 20 551-89-22.

GRAND THÉATRE DU LICEU BARCELONE

C'est dans le riche établissement des Ramblas qu'ont débuté bien des chanteurs de la taille de Caballé. La tradition est respectée avec un *Don Giovanni* importé de Munich, direction Sawallisch-Schreier, avec Thomas Allen (à partir du 18 septembre). *Roberto Devereux* de Donizetti avec Edita Gruberova, direction Bonynge (29 octobre). *Un bal masqué* de Verdi avec Tomowa-Sintow, direction Gandolfi, mise en scène Mario Gas (17 novembre). *La Walkyrie* de Wagner avec Caballé, Fassbaender, Estes, Salminen, direction Uwe Mund, mise en scène Hugo de Ana (6 décembre). *Paillasse* de Leoncavallo avec Carreras, mise en scène Zeffirelli (4 janvier). *Capriccio* de Strauss avec Lucia Popp (31 janvier). *Le Barbier* de Rossini avec Ghiaurov, direction Olmi, mise en scène Hampe (20 mars). *Tosca* de Puccini avec Eva Marton (9 mai). *La Flûte enchantée* de Mozart avec Kurt Moll, direction Mund, mise en scène Jarvefelt (20 juin).

★ Tél : (19) 34 3 318-91-22.

A. R.

CINÉMA

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans *le Monde* du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Coupé de ville
de Joe Roth,
avec Patrick Dempsey,
Arye Gross,
Daniel Stern,
Annabeth Gish,
Rita Taggart,
Joseph Bologna.
Américain (1 h 37).

Comment rapprocher trois frères que tout séparait ? Il suffit de les flanquer dans une Cadillac de collection, de leur offrir une excursion entre le Michigan et la Floride et de leur dire qu'il ne faut surtout pas faire une égratignure à ladite limousine, car c'est le cadeau d'anniversaire de maman.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26) ; George-V, 8e (45-62-41-46).
VF : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; La Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

Cry Baby
de John Waters,
avec Johnny Depp,
Amy Locane,
Susan Tyrrell,
Polly Bergen,
Iggy Pop,
Ricki Lake.
Américain (1 h 25).

(Lire notre commentaire page 9.)

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, handicapés, dolby, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40) ; La Bastille, handicapés, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79).
VF : UGC Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94).

Echec et Mort
de Bruce Malmuth,
avec Steven Seagal,
Kelly Le Brock,
Bill Sadler,
Frederick Coffin.
Américain (1 h 46).

La vengeance est un plat qui se mange froid, carrément congelé pour l'officier de police Storm. Liquidé et laissé pour mort parce qu'il a eu vent de drôles de magouilles entre un haut fonctionnaire de la police et un mafioso, il reviendra se venger après sept ans de coma.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; UGC Normandie, dolby, 8e (45-63-16-16) ; UGC Maillot, dolby, 17e (40-68-00-16).
VF : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, handicapés, dolby, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, dolby, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), handicapés, dolby, 18e (45-22-47-94).

Full Contact
de Sheldon Lettich,
avec Jean-Claude Vandamme,
Deborah Rennard,
Harrison Page,
Lisa Pelikan,
Ashley Johnson,
Brian Thompson.
Américain (1 h 40).

Après la Thaïlande (*Kickboxer*), Jean-Claude Vandamme, le tout en muscles de la castagne, se retrouve légionnaire dans un poste avancé du désert nord-africain. Il déserte pour voler au secours de son frère blessé, mais comme il n'a pas d'argent, il se lance dans les combats de full contact où tout est permis. Pendant ce temps, des mercenaires veulent le ramener de force à la caserne. Et dans la rue aussi, tous les coups sont permis.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; UGC Normandie, dolby, 8e (45-63-16-16).
VF : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, handicapés, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, handicapés, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SÉLECTION

L'Amour
de Philippe Faucon,
avec Laurence Kertekian,
Julie Japhet,
Nicolas Porte,
Mathieu Bauer,
Sylvain Cartigny,
Guillaume Briat.
Français (1 h 20).

Flâneries d'un été en banlieue où l'amour déboule dans les boîtes de nuit, dans les cafés. Comme *Passe ton bac d'abord*, de Maurice Pialat, cette première œuvre de Philippe Faucon ressemble plus à un documentaire qu'à un film réaliste, dans lequel des lycéens, des comédiens non professionnels confient leur propre vérité sur les sentiments.

Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Attache-moi !
de Pedro Almodovar,
avec Victoria Abril,
Antonio Banderas,
Francisco Rabal,
Loles Leon,
Julieta Serrano,
Maria Barranco.
Espagnol (1 h 40).

Moins dingue que *Femmes au bord de la crise de nerfs*, et moins fort que *la Loi du désir*, la dernière satire du prince de Madrid est une dissertation grinçante sur les effets de la claustrophobie sur le coup de foudre : la copie passable d'un bon élève.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, handicapés, 15e (45-75-79-79).

Chasseur blanc, cœur noir
de Clint Eastwood,
avec Clint Eastwood,
Jeff Fahey,
George Dzundza,
Alun Armstrong,
Marisa Berenson.
Américain (1 h 54).

Le film démarre sèchement, sans musique, sans générique. Comme au théâtre, Clint Eastwood a écrit une scène d'exposition bavarde comme toutes les scènes d'exposition, mais indispensable à la compréhension de la saga qui va suivre. Et quelle saga ! Avec son chapeau usé vissé sur le crâne et son cigare planté entre les dents, Eastwood est la troublante réincarnation de Gary Cooper. Il est bien mortel pourtant et se fait proprement casser la gueule dans un palace de la brousse. Mais il est vraiment le fils spirituel de John Huston, capable comme lui d'être en proie à une obsession envahissante, et de tuer un éléphant parce que c'est un péché.

VO : Denfert, handicapés, 14e (43-21-41-01).

Chet Baker, Let's Get Lost
de Bruce Weber,
avec Chet Baker,
Carol Baker,
Vera Baker,
Dick Bock,
William Claxton,
Flea.
Américain, noir et blanc (2 h).

Quelques mois avant son suicide, en 1986, Chet Baker se confie devant la caméra de Bruce Weber. Usé par la droque, l'alcool et la vie, le trompettiste se souvient de ses frasques, dans les années 50, lorsqu'il embarquait ses groupies dans une décapotable, leur soufflait un refrain à l'oreille. Il reste quelques comptes aussi, avec son éternel sourire désabusé, son éternelle voix feutrée. Le malaise prend souvent, lorsque l'on se sent plus voyeur que spectateur.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

Cyrano de Bergerac
de Jean-Paul Rappeneau,
avec Gérard Depardieu,
Anne Brochet,
Vincent Perez,
Jacques Weber,
Roland Bertin,
Philippe Morier-Genoud.
Français (2 h 15).

Même s'il est sorti depuis plusieurs mois maintenant, ce film de cape et d'épé tourbillonnant, toujours captivant, est l'un des plaisirs de l'été. La mise en scène de Jean-Paul Rappeneau est rigoureuse ; l'adaptation de Jean-Claude Carrière respectueuse, mais efficace, dégraissée du moindre temps mort, et les comédiens tous lumineux : Jacques Weber, Vincent Perez, Anne Brochet, gamine capricieuse, puis femme meurtrie. Et bien sûr Gérard Depardieu, prodigieux Cyrano, fieffé guerrier et amoureux de rêve.

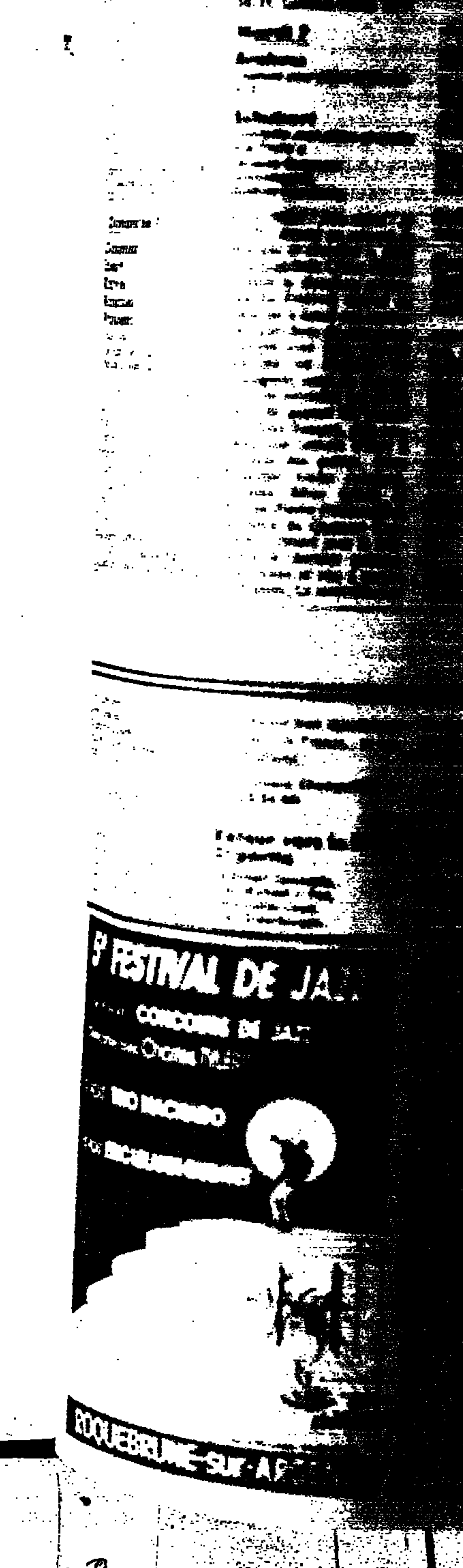
Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, dolby, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, dolby, 8e (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, dolby, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, dolby, 17e (40-68-00-16).

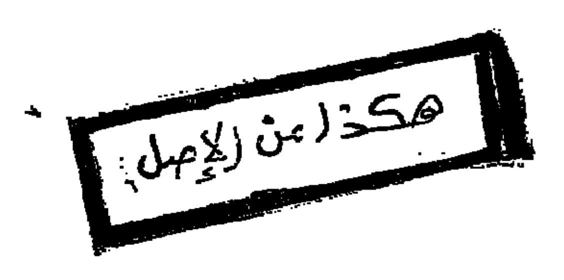
Harry Plotnick seul contre tous
de Michael Roemer,
avec Martin Priest,
Ben Lang,
Maxine Woods,
Henry Nemo,
Jacques Taylor,
Jean Leslie.
Américain, noir et blanc (1 h 21).

Voila un film miraculé comme on en a vu beaucoup fleurir sur les écrans ces derniers mois. Boudée par les producteurs il y a vingt ans, cette satire très pince-sans-rire du milieu juif new-yorkais, interprétée par des comédiens amateurs, est resurgie des oubliettes l'an dernier grâce à l'accueil délirant des publics canadiens et américains. Ce n'est que justice.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

Histoire de garçons et de filles
de Pupi Avati,
avec Felice Andreasi,
Angiola Baggi,
Davide Becchini,





هكذا من الأصل

MUSIQUES

SÉLECTION PARIS

Mercredi 1er août

Couperin
Leçons de ténèbres
Motets
Monique Zanetti, Agnès Mellon (sopranos), Kaori Uemura (viole de gambe), Christophe Rousset (orgue).

Deux enregistrements ont popularisé les *Leçons de ténèbres*, de François Couperin, ceux d'Hugues Cuenod (le disque fétiche de Stravinsky) et de Janine Collard. Tous deux sont supprimés des catalogues. C'est sans doute dommage, car aucun des interprètes qui les ont suivis n'aura su aussi bien qu'eux en exprimer la beauté plastique d'une ligne vocale en apesanteur. Ce soir, peut-être...

Eglise Saint-Séverin, 20 h 30. Tél. : 48-04-98-01. Location FNAC. De 65 F à 95 F.

Jeudi 2

Schubert
Quatuor à cordes n° 12 « Quartettsatz »
Quatuor Rosamonde.

Dvorak
Quatuor n° 12 op. 96 « Américain »
Quatuor Viotti.

Le Quatuor Viotti s'était fait connaître, il y a cinq ans, en publiant chez Erato un disque consacré à Mendelssohn. Quelques problèmes d'ensemble, d'infimes écarts de justesse n'empêchaient pas leur jeu de s'épanouir dans une musicalité chaleureuse. Le concert s'achève sur le *Quatuor « américain »*, de Dvorak, une œuvre plus vigoureuse et joyeuse que le sombre *Quartettsatz* de Schubert. Les auditeurs partiront le cœur léger.

Eglise Saint-Louis-en-l'Ile, 21 heures (+ le 3). Tél. : 40-30-10-13. De 80 F à 120 F.

Dimanche 5

Gounod
Ibert
Ravel
Roussel
Poulenc
Mélodies
Nicolas Rivenq (baryton), Bruno Gousset (piano).

Nicolas Rivenq est à l'aise dans le répertoire baroque comme dans le répertoire romantique, dans l'opéra comme dans la mélodie. Il le prouve cette fois encore en consacrant sa soirée à des mélodies françaises connues et inconnues.

Maisons-Laffitte. Château, 17 h 30. Tél. : 48-04-98-01. Location FNAC. De 65 F à 95 F.

Mozart
Quatuor à cordes KV 458 « la Chasse »

Schubert
Quatuor Rosamonde

Webern
Quatuor à cordes op. 28
Quatuor Ysaye.

Retouvailles avec le Quatuor Ysaye, dans la belle acoustique de l'orangerie du château de Sceaux. Leur programme est exigeant, à la mesure de l'ambition musicale du quatuor français le plus en vue.

Sceaux. Orangerie, 17 h 30. Tél. : 46-83-12-13. De 80 F à 120 F.

Lundi 6

Franck
Prélude, fugue et variation
Fantaisie en la majeur
Deuxième choral en si mineur

Bach
Prélude BWV 533
Passacaille BWV 584
Bernard Foccroulle (orgue).

Avant de prendre ses fonctions de directeur du Théâtre royal de la Monnaie, à Bruxelles, Bernard Foccroulle visite une fois encore Paris et l'une de ses plus belles tribunes d'orgue. Il jouera Franck et Bach, dans la fraîche pénombre de l'une des plus anciennes églises de Paris.

Eglise Saint-Germain-des-Prés, 20 h 30. Tél. : 48-04-98-01. Location FNAC. 70 F.

Mardi 7

Brahms
Quatuor pour piano et cordes n° 3

Schubert
Quintette pour piano et cordes « la Truite »
Jacques Cazauran (contrebasse), Quatuor Kandinsky.

« Un récital ? Non merci ! Je préfère donner un concert de musique de chambre », ainsi s'est exprimée Claire Désert lorsque le directeur artistique du Festival estival de Paris lui a lancé son invitation. Les choix de cette jeune pianiste sont nets, comme son jeu est limpide. Ils témoignent aussi du changement de mentalité qui est en train de gagner les jeunes musiciens français, plus soucieux que jamais d'être à l'écoute des autres. Avec Philippe Aïche (violon), Nicolas Bône (alto) et Nadine Pierre (violoncelle), ses amis du Quatuor Kandinsky, Désert joue le troisième et dernier quatuor pour piano et trio à cordes de Brahms. Le contrebassiste Jacques Cazauran se joindra à eux pour la seconde partie consacrée au *Quintette « la Truite »*, de Schubert.

Auditorium des Halles, 20 h 30. Tél. : 48-04-98-01. Location FNAC. De 65 F à 95 F.


JEAN-MARC BIRREAUX

RÉGIONS

Montpellier

Bach
Partita pour violon en mi majeur, transcription de Rachmaninov

Scriabine
Préludes pour piano op. 11
Etudes op. 8

Balakirev
Islamey

Prokofiev
Quatre pièces pour piano op. 4
Sonate pour piano n° 7
Frédéric Chiu (piano).

Arrivé en France, il y a deux ans, Frédéric Chiu n'a pas tardé à se faire un petit nom dans le monde du piano. Répertoire étendu, fantaisie débridée, élégance de dandy, sérieux de l'approche musicale, il serait le prototype du pianiste des années 90. Ni rivé à la lettre du texte comme ceux des années 70, ni excentrique comme certains « virtuoses » d'autrefois.

Le 1. Corum, salle Pasteur, 19 heures. Tél. : 67-60-43-08. 60 F.

Nice

Mahler
Kindertotenlieder

Bruckner
Symphonie n° 4
Christa Ludwig (mezzo-soprano), Gustav Mahler Jugendorchester, Claudio Abbado (direction).

Le Gustav Mahler Jugendorchester et Claudio Abbado sont les invités de l'Académie d'été de Nice, une sorte de super-conservatoire dont le succès va grandissant. Un concert prestigieux qui vaut plus encore pour l'art magnifique de Christa Ludwig que pour les œuvres jouées. Les *Kindertotenlieder*, de Mahler, la *Quatrième Symphonie*, de Bruckner, nous aurons encore de multiples occasions de les entendre. Pas Christa Ludwig dont les débuts remontent à 1946.

Le 2. Acropolis, 21 h 30. Tél. : 93-92-84-80. De 100 F à 200 F.
Le 4 août à 21 h 30, au théâtre antique d'Orange (concert reporté au 5 août en cas de mauvais temps).

Saint-Bertrand-de-Comminges

Titelouze
Conditor alme siderum, trois versets

Berger
Creator alme siderum, six variations

Roberday
Fugue douzième

Frescobaldi
Canzone dopo l'epistola

Bach
Fugue neuvième du 2e livre du clavier bien tempéré BWV 878
Partita sur « Sei gegrusset, Jesu Gutig » BWV 768
Prélude et fugue BWV 544

Boëly
Fugue en ré majeur
Fugue à trois sujets
Michel Chapuis (orgue).

On n'accusera pas Michel Chapuis de charmer son public ! Son programme de récital est, en effet, austère et de grande tenue. Il prouve la mobilité technique et psychologique d'un organiste qui voyage insensiblement à travers trois siècles de musique.

Le 6. Cathédrale Saint-Bertrand-de-Comminges, 21 h 30. Tél. : 61-88-32-00. De 40 F à 100 F.

Saint-Céré

Beethoven
Octuor pour vents, transcription

Villa-Lobos
Quintette pour instruments à vent « en forme de chôros »

Barber
Summer Music op. 31

Ravel
Le Tombeau de Couperin, transcription
Quintette Moragues.

Avec son articulation nette, son classicisme retrouvé, *le Tombeau de Couperin* est l'une des œuvres pour piano de Ravel les plus sereines, l'une des rares qui puissent, sans rien perdre de sa beauté, passer du piano aux seuls instruments à vent du Quintette Moragues. La transcription n'est pas de Ravel, bien sûr, mais de David Walther, le hautboïste du quintette. Un excellent arrangeur à qui l'on doit déjà une étincelante transcription du *Quatuor américain*, de Dvorak (disponible sur disque compact BNL).

Le 2. Château de Montal, 21 heures. Tél. : 65-38-28-08. 100 F.
Le 3 juillet, à Caillac, à 21 heures.

Clarinettiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans jérémiades, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son quartet, au Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Saint-Germer-de-Fly

Scriabine
Etudes pour piano op. 8, op. 42 et op. 65

Ravel
Les Oiseaux tristes
Gaspard de la nuit

Brahms
Trois intermezzos op. 117

Schubert
Wanderer Fantaisie pour piano
Mikhaïl Rudy (piano).

Son Festival de Saint-Riquier en veille jusqu'à la saison prochaine, Mikhaïl Rudy gagne le sud de la Picardie pour jouer Scriabine, Ravel, Brahms et Schubert. Un récital où se côtoient la grande virtuosité et la délicatesse. Un programme d'équilibriste.

Le 5. Abbatiale, 17 h 45. Tel. : 44-82-62-74. 120 F.

Saint-Michel-de-Cuxa

Mozart
Sonates pour violon et piano KV 376 et KV 306

Schumann
Sonate pour violon et piano n° 2 op. 1.'1
Marchen 'rzahlungen pour clarinette, alto et piano
Gérard Poulet (violon), Bruno Pasquier (alto), Michel Lethiec (clarinette), Jean-François Heisser (piano).

Que manque-t-il au Festival de Prades pour retrouver son lustre ? Une personnalité comparable à celle du Catalan Pau Casals, si fier de ses origines qu'il ne voulait pas que l'on hispanise son prénom en Pablo ? Ne rêvons pas, mais ce qui manque au Prades des années 80 et qui devra ne pas manquer pendant la prochaine décennie, c'est une idée directrice plus nette, une originalité qui s'exprime davantage que dans des programmes en dents de scie. Celui-ci est excellent, encore que Mozart et Schumann ne soient pas forcément de bons voisins, mais il tient debout grâce aux interprètes.

Le 2. Abbaye, 21 heures. Tél. : 68-96-33-07. De 100 F à 140 F.

Vanxains

Böhm
Ach wie nichtig, ach wie fluchtig
Jean Boyer (orgue).

Le plus savant des organistes (il n'est pas, pour autant le moins poète) joue sur l'orgue de Vanxains (près de Ribérac). Un orgue qui, à notre connaissance, n'a pas eu les honneurs du disque, mais qui doit être bon puisque Jean Boyer accepte de le jouer. Comme celui de Michel Chapuis, à Saint-Bertrand-de-Comminges, son programme témoigne d'un bel éclectisme. Il est si rare de pouvoir écouter de la musique espagnole et de la musique allemande lors du même concert.

Le 3. Eglise, 21 heures. Tél. : 56-90-28-67. 70 F.

JAZZ

Aix-en-Provence

Summertime

George Faison, qui prépare un grand « musical » new-yorkais sur la vie de Joséphine Baker, a écrit une revue, *The Jam Session* pour vingt-deux chanteurs et danseurs, création mondiale de *Summertime* à Aix-en-Provence du 1er au 4. Programme inédit et fastueux, complété par des concerts sur le piano en faïence et céramique d'Alain Wachs (Lavelle, Hervé Sellin) et les prestations de Michel Petrucciani (le 3) et de Stan Getz (le 4).

Du 1er au 4 août, à 20 heures et 22 heures, au Théâtre de l'archevêché. Tél. : 42-96-39-67.

Hinx (Landes)

Programme classique (Warren Vaché, Joe Pass, Pierre Boussaguet, Christian Escoudé) où l'on retrouve les grandes tendances du Sud-Ouest : une idée roborative du jazz avec, en guise de rythmique, une gastronomie locale très solide.

Du 3 au 5 août, à 20 h 30. Tél. : 58-89-54-45.

La Seyne-sur-Mer

Jazz au Fort-Napoléon

Louis Sclavis, André Jaume, François Mechali, Barre Phillips, Daniel Humair, Michel Portal : un festival qui ne répète pas, qui a de la personnalité, qui invente des situations et des possibilités, qui expose (photos, Django Reinhardt) et s'expose : c'est devenu tellement rare qu'on ne s'y attend même plus. A suivre donc de très près.
(Voir notre photo légendée ci-dessus).

Du 1er au 5 août, à 21 h 30. Tél. : 94-94-88-67.

La sélection « Musiques » a été établie par Alain Lompech. La sélection « Jazz » par Francis Marmande

CINÉMA

Lina Bernardi, Anna Bonaiuto, Massimo Bonetti.
Italien, couleurs et noir et blanc (1 h 32).

Sans nostalgie, ni complaisance, le choc de deux mondes au cours des ripailles d'un déjeuner de fiançailles, dans l'Italie fasciste. Il faut courir voir cette comédie tantôt légère, tantôt roborative, de Pupi Avati, un cinéaste bien injustement méconnu en France... et ressortir affamé.

VO : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

Retour vers le futur 3e partie
de Robert Zemeckis, avec Michael J. Fox, Christopher Lloyd, Mary Steenburgen, Thomas F. Wilson, Lea Thompson.
Américain (1 h 59).

Après une catastrophique deuxième partie, ce troisième et dernier volet - c'est promis - des aventures interstellaires de Michael J. Fox à travers le temps est plus que distrayant. Après avoir visité le turbulent passé de ses parents et l'avenir incertain de ses enfants, il se retrouve dans l'Ouest américain qu'il ne connaissait qu'au travers des films de Clint Eastwood. Modèle de rêve quand il s'agit d'affronter des cow-boys patibulaires.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, 1er (45-08-57-67) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; UGC Danton, dolby, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, handicapés, dolby, 8e (43-59-19-08) ; George-V, THX, dolby, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, dolby, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, handicapés, dolby, 15e (43-06-50-50).
VF : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, dolby, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96).

Superstar
de Chuck Workman, avec Irving Blum, John Coplans, Peter Frank, Henry Geldzahler, Keith Haring, Dennis Hopper.
Américain (1 h 27).

Si la caméra de Chuck Workman s'englue au début dans l'évocation champêtre de l'enfance d'Andy Warhol, elle retrouve rapidement les trottoirs de New-York et du coup son rythme. Elle s'engouffre dans l'atelier du prince du pop art, la Factory, où les membres reconnus de l'intelligentsia Jack Kerouac, Allen Ginsberg, se mêlaient à une faune de vedettes loufoques et éphémères, Baby Jane Holzer, Ingrid Superstar, quelques beaux garçons, des travestis, et bien sûr Ultra Violet, l'égérie. Le plus heureux de tous, sans doute, c'est le patron des soupes Campbell, qui n'en finira jamais de bénir Warhol pour sa contribution à la renommée de ses produits.

VO : Panthéon, handicapés, 5e (43-54-15-04).

The King of New York
de Abel Ferrara, avec Christopher Walken, Larry Fishburne, Jay Julien, Janet Julian, Paul Calderon, Victor Argo.
Américain (1 h 40).

D'un film de gangsters Abel Ferrara, le dissident provocateur du cinéma new-yorkais, compose un hymne à toutes les morts violentes. Christopher Walken, gangster au grand cœur, mais aux méthodes définitives, étonne et fascine.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, handicapés, dolby, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
VF : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86).

Tumultes
de Bertrand van Effenterre, avec Bruno Cremer, Nelly Borgeaud, Julie Jezequel, Clotilde de Bayser, Laura Marsac, Jean-Paul Comart.
Franco-belge (1 h 29).

Il aura fallu la mort d'un de ses membres, un enfant, pour réunir une famille dans la grande maison de Bretagne. Chacun se mure dans la douleur à sa façon. La mère - Nelly Borgeaud, bouleversante - choisit la folie, le père, le silence, et les trois filles, la sagesse, la rébellion, et enfin la colère.

Gaumont Parnasse, dolby, 14e (43-35-30-40).

Un monde sans pitié
de Eric Rochant, avec Hippolyte Girardot, Mireille Perrier, Yvan Attal, Jean-Marie Rollin, Cécile Mazan, Aline Still.
Français (1 h 24).

Comme Philippe Faucon dans *l'Amour*, Eric Rochant se penche sur les enfants de cette fin de siècle. Mais ses ados à lui, qui traînent leurs guêtres en marge de la bourgeoisie parisienne, sont aux antipodes des estivants de banlieue de Faucon. La comparaison s'impose.

U.G.C. Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

REPRISES

Baby Doll
d'Elia Kazan, avec Karl Malden, Carroll Baker, Eli Wallach.
Américain, 1956, noir et blanc (1 h 55).

Réalisée à partir de deux pièces de Tennessee Williams, ce portrait d'une fausse « femme-enfant » est une œuvre bouffonne et sensible, un concert de chambre au rythme allègre, marqué par le sceau de l'actor's studio, - fondé par Kazan en 1947 - d'où sont issus les trois comédiens principaux, Carroll Baker, Karl Malden et Eli Wallach.

VO : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

Jules et Jim
de François Truffaut, avec Jeanne Moreau, Oskar Werner, Henri Sarre, Marie Dubois.
Français, 1962, noir et blanc (1 h 50).

Elle voudrait les aimer tous les deux, ils sont si beaux Jules et Jim. Elle voudrait encore faire la course avec eux, affublée d'une casquette, son beau visage barré d'une moustache de suie. Mais le tourbillon de la vie en a décidé autrement. Pour les fièvres hésitations de Jeanne Moreau et le calme résigné d'Oscar Werner et d'Henri Sarre.

Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

La Loi du désir
de Pedro Almodovar, avec Eusebio Poncela, Carmen Maura, Antonio Banderas, Miguel Molina.
Espagnol, 1987 (1 h 40).

« Pour parler vulgairement, le désir est ce besoin qu'éprouve un homme ou une femme de s'insinuer jusqu'aux os de son partenaire, pour consommer tous les désirs imaginables de son corps et pour que le simple fait de le tenir dans ses bras lui fasse oublier tous les problèmes métaphysiques, sociaux, politiques et économiques qui menacent le monde actuel », explique Almodovar. En racontant les amours compliquées d'un metteur en scène et de sa sœur, qui il y a vingt ans était un homme, le cinéaste signe son œuvre la plus forte.

VO : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, handicapés, 14e (43-35-30-40).

La Règle du jeu
de Jean Renoir, avec Dalio, Jean Renoir, Roland Toutain, Julien Carette, Paulette Dubost.
Français, 1939, noir et blanc (1 h 55).

Dans ce piège de faux semblants, portes et coups de feu claquent dans la nuit, patrons et domestiques confondent leurs intrigues sentimentales. Et Jean Renoir accumule les preuves accablantes pour instruire ce procès de tous les comportements humains.

Action Christine, 6e (43-29-11-30).

La sélection « Cinéma » a été établie par Bénédicte Mathieu.

ARTS

SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans *le Monde* du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Rodolphe Bresdin

Un maître de l'eau-forte, rêveur et visionnaire, ignoré de ses contemporains, ce qui d'ailleurs le laissait parfaitement indifférent. Une soixantaine de planches parmi les cent cinquante qu'il a laissées composent l'exposition-dossier proposée par le Musée d'Orsay.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, place Henry-de-Montherlant, Paris 7e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermée le lundi. Jusqu'au 7 octobre. 27 F.

André Kertesz

En deux cents clichés et documents provenant des archives de la donation, pour la plupart inédits, l'œuvre accomplie en France de 1925 à 1936. Où le promeneur Kertesz photographie les scènes de rue, les cafés, les jardins, réalise de nombreux portraits d'artistes.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 20 août. 25 F (comprenant l'ensemble des expositions).

Choix d'art minimal dans la collection Panza

Remodelant les trois étages du musée, des installations et des environnements de Carl André, Dan Flavin, Sol Lewitt, Robert Morris, Bruce Naumam, Richard Nonas, James Turrell et Lawrence Weiner. Soit un très grand ensemble d'art minimal, du plus immatériel au plus plastique.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 4 novembre. 28 F.

Andy Warhol

Un substantiel complément à la rétrospective du Centre Pompidou. Y sont proposés les dessins, portraits, illustrations de livres et publicités de la première carrière de Warhol, les estampes, des films et des photos évoquant le Velvet Underground.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél. : 39-56-46-46. Tous les jours de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 septembre. 35 F.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 10 septembre.

FREDDY LE SAUX

Non, cette photo de draps étendus dans un vieux grenier n'est pas tirée d'un film. C'est une vue de la pièce maîtresse de l'exposition Boltanski-Messager au château de Rochechouart. Un environnement troublant, secret, chargé d'images rituelles, que l'on traverse en frôlant les tissus blancs.

RÉGIONS

Albi

Robert Combas

Robert Combas, l'un des héros, sinon le héros, de la peinture française des années 80, a été invité quelque temps à Albi, chez Lautrec. Ce qu'il a tiré de cette rencontre ? Des tableaux bien sûr, beaucoup de tableaux juteux, que les prudes d'aujourd'hui qualifieront d'obscènes et scandaleux, comme ceux d'hier devant les grands écarts du comte Henri.

Musée Toulouse-Lautrec, 81003. Tél. : 63-54-14-09. Tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Angers

Bernard Moninot

Un dessinateur raffiné, qui travaille sur le noir, le blanc, la transparence et les reflets, et qui aime fixer sur verres ses poussières de graphite et ses lavis d'encre de Chine, roues à rayons, ondes, spirales, et autres constructions spatiales autrement plus complexes que les vitrines et les serres de ses débuts, il y a vingt ans.

Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée, 49100. Tél. : 41-88-64-65. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 septembre. 5 F.

Arles

Alechinsky

Lorsqu'un peintre du Nord émigre vers le Sud, ça n'est pas forcément pour brosser la couleur du ciel. A preuve Alechinsky, qui, lors de ses séjours arlésiens, s'est employé à relever à même la rue les plaques d'égout, ces autres bouches du Rhône. Pour avoir un aperçu complet des allées et venues de l'artiste dans le Midi, il faut d'Arles, ou d'ailleurs, faire un saut à Alès, où le Musée de l'éditeur Pierre-André Benoit présente les fruits de sa collaboration avec le peintre.

Musée Réattu, 10, rue du Grand-Prieuré, 13200. Tél. : 90-49-37-58. Jusqu'au 30 septembre.

Raymond Depardon

Seul, en camping-car, Raymond Depardon a parcouru 15 000 kilomètres, qui l'ont mené à Berlin, Prague, Bucarest. Son reportage est un des points forts des Rencontres.

Espace des Arènes, 28, rond-point des Arènes, 13200. Tél. : 90-96-76-06. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 août. 20 F.

Biron

Henri Laurens

Ou la sagesse, la mesure, la perfection d'une sculpture claire qui a mûri au fil des décennies, gagné en souplesse, en rondeurs suggérées par le corps de la femme, mais non perdu de sa rigueur. Une rigueur tout droit venue du temps du cubisme, dont Henri Laurens fut l'un des plus dignes représentants. Une importante rétrospective.

Château de Biron, 24540. Tél. : 53-22-62-01. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 septembre. 22 F.

Caen

Les vanités dans la peinture au 17e siècle

Au Musée des beaux-arts de Caen, on aime explorer la peinture du dix-septième siècle, en éclairer les images, montrer les sens cachés. Bref, s'occuper d'iconologie, par exemple de l'allégorie de la charité ou de la symbolique des fleurs. Ou encore, comme cette fois, présenter les tableaux de vanités.

Musée des beaux-arts, Le Château, 14000. Tél. : 31-85-28-63. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre. 6 F.

Céret

Joan Brossa

Le Musée d'art moderne de Céret et le Musée de Collioure ont pris l'habitude de coproduire une exposition d'été. Elle est consacrée cette fois à l'œuvre de l'Espagnol Joan Brossa, dont les activités multiples de poète, dramaturge et artiste conceptuel sont mal connues en France.

Musée d'art moderne de Céret, 4, rue Joseph-Parayre, 66400. Tel. : 68-87-27-76. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Colmar

Collages, collections des musées de province

Une bonne idée du Musée d'Unterlinden, qui vient de réaménager sa section d'art moderne. Au programme : cent pièces choisies dans les collections des musées de province, et mille morceaux rapprochés à toutes sortes de fins, depuis les papiers collés des cubistes jusqu'aux œuvres des artistes d'*arte povera*.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-89-23. Tous les jours de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 septembre. 22 F.

Fécamp

Georges Braque

Une importante rétrospective de l'œuvre gravé en cent soixante pièces. Où l'on voit que le matériau dicte la forme à l'artiste, qui n'est plus peintre lorsqu'il manipule encres, planches et acides.

Centre culturel du palais Bénédictine, 110, rue Alexandre-le-Grand, 76400. Tél. : 35-28-00-06. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 6 septembre.

Sables-d'Olonne

Georg Baselitz

« Image », ou la figure humaine dans l'œuvre du peintre allemand Georg Baselitz depuis 1965. Qui en a fait son cheval de bataille pour un art de la différence (par rapport à l'abstraction ambiante, au temps de sa formation, dans les années 50) et le lieu d'un *« expressionnisme formel »*.

Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100. Tél. : 51-32-01-16. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 16 septembre.

Lyon

Louise Bourgeois : rétrospective

Louise Bourgeois, qui est d'origine parisienne, vit à New-York depuis un demi-siècle. Elle y passe pour une des principales figures de la sculpture américaine de l'après-guerre. En France, elle est à peine connue. Le Musée d'art contemporain de Lyon se propose de combler cette lacune en accueillant une rétrospective de son œuvre qui circule en Europe.

Musée d'art contemporain, 16, rue Président-Edouard-Herriot, 69001. Tél. : 78-30-50-66. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 août.

Montauban

Gérard Titus-Carmel

Cent deux œuvres tirées de plus de vingt séries, pour suivre le cheminement très personnel de l'artiste. Depuis les dessins minutieux de tissus noués autour de bâtons de 1975, jusqu'aux grandes peintures dégoulinantes des *Intérieurs* et des *Extraits et Fragments des Saisons* de 1988-1990.

Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville, 82000. Tél. : 63-20-11-52. Tous les jours de 9 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. A partir du 1er septembre tlj sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 septembre. 12 F.

Morlaix

Jean Grenier

Un hommage à Jean Grenier (1898-1971), critique d'art, philosophe, écrivain, ami de *Paulhan, Max Jacob, Guilloux*, Camus et de beaucoup d'autres. A travers ses écrits et un vaste choix d'œuvres des peintres dont il a parlé, en particulier les non-figuratifs, dont il a aimé la quête.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29600. Tél. : 98-88-68-88. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 octobre. 20 F.

Nantes

Howard Hodgkin

Accrochés dans le patio blanc du musée, les précieux tableautins d'un Anglais d'aujourd'hui, que tout, dans l'exercice de la peinture, fascine : cadre, espace, motif, couleurs et coups de brosse. Et qui le dit à sa façon, très persuasive.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-65-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Nîmes

Nicola de Maria

En une cinquantaine d'œuvres, l'itinéraire, depuis 1975, du plus peintre des peintres ayant appartenu à la *transavanguardia* italienne, bien calmée depuis quelque temps. Et dont il s'est tout naturellement démarqué, préférant exacerber les couleurs et la lumière plutôt que les images.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc, 30033. Tél. : 66-76-73-47. Tous les jours de 9 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 30 septembre.

Oiron

La guerre de Troie n'aura pas lieu

Pour la deuxième année consécutive, le beau château d'Oiron accueille des œuvres du Fonds national d'art contemporain (de Richard Baquie à Jeff Wall, en passant par Daniel Buren, Toni Grand, Richard Long...). Quant au titre de l'exposition, c'est une façon de rappeler l'existence, à Oiron, de l'exceptionnelle décoration maniériste traitant de la guerre de Troie. Tout en confirmant qu'il ne saurait être question d'instaurer des rapports d'hostilité entre l'art contemporain et l'art ancien.

Château d'Oiron, 79100. Tél. : 49-96-57-42. Tous les jours de 10 heures à 19 heures jusqu'au 31 août, de 10 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Jusqu'au 31 octobre. 16 F.

Rochechouart

Christian Boltanski, Annette Messager

Voir notre photo légendée.

Musée départemental, Château, 87600. Tél. : 55-45-10-16. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. A partir du 1er septembre tlj sauf lundi et mardi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre. 8 F.

Saint-Paul

Joan Miro

Une très grande rétrospective faite d'œuvres majeures venues de partout, qui prend Miro à ses racines terriennes et catalanes, le montre au mieux de sa forme, crevant le plancher des étoiles, plongeant sans filet dans le bleu, le vide, l'infini et la nuit.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-63. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 octobre.

Strasbourg

Charles Filiger

On connaît encore mal l'œuvre de ce symboliste épris d'absolu, qui fut l'un des voisins de palier de Gauguin au Pouldu, peignit avec conviction des scènes religieuses dans des paysages bretons, opta pour le cloisonnisme, s'enferma, après 1900, dans la solitude et le mysticisme.

Musée d'art moderne, ancienne boucherie, 5, place du Château, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 septembre.

Tanlay

Picasso

Têtes de femmes triangulaires ou lunatiques, peintes vers 1940, portraits d'hommes célèbres, dessinés à l'emporte-pièce, eaux-fortes enfin : celles particulièrement réjouissantes de la série (complète) des *Degas dans la maison Tellier.*

Centre d'art contemporain du château de Tanlay, 89430. Tél. : 86-75-76-33. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre. 10 F.

Troyes

Sculpture contemporaine espagnole

Gonzales, Picasso, Chillida, Gargallo, Miro, Oteiza. Soit le noyau classique-moderne de la sculpture espagnole contemporaine, que la région de Champagne-Ardennes a entrepris d'exposer cet été en sept lieux, à Troyes (Musée d'art moderne, Cadran solaire et Passages), à Reims (Palais du Tau et FRAC), à Val-de-Vesle (Centre Silo), à Charleville-Mézières (Musée Rimbaud).

Musée d'art moderne, place Saint-Pierre, 10000. Tél. : 25-80-57-30. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Vimoutiers

Chasseur de vérité, guetteur de vie

Le voyageur en pays d'Auge est invité à passer par le prieuré Saint-Michel de Crouttes. Un bel endroit où, autour d'une citation de Rodin, sont réunies des sculptures de Nicolas Alquin, Peter Briggs, James Brown, Eugène Dodeigne, Bernard Pages et Irmgard Sigg.

Prieuré Saint-Michel, Crouttes, 61120. Tél. : 33-39-15-15. Tous les jours sauf mardi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breerette, Sélection « Photo » : Patrick Roegiers

CULTURE

Les réactions après la mort de Michel Guy

Une conversation de seize ans

La mort de Michel Guy, ancien secrétaire d'Etat à la culture, directeur du Festival d'automne, a provoqué de nombreuses réactions. C'est dans la plus stricte intimité qu'il doit être incinéré. Une messe réunira ses amis au mois de septembre.

par Jérôme Clément

Michel Guy n'est plus. Vendredi dernier, je lui rendis une dernière visite. Il me reçut dans sa chambre, alité, très affaibli. Autour de lui, des tableaux de Bram Van Velde, des sculptures qu'il aimait, des objets familiers, des journaux, le téléphone. Je pressentais que c'était notre dernière rencontre.

Pendant une heure, malgré la fatigue, nous avons poursuivi une conversation entamée il y a seize ans : les spectacles d'Avignon, d'où je revenais, l'exposition consacrée à René Char à laquelle il tenait beaucoup et qu'il espérait pouvoir visiter dans quelques semaines. Curieux de tout, comme à l'habitude, il m'interrogeait sur mes rencontres à Avignon et à Aix, sur la fête, ses difficultés, ses succès et me demandait ce qu'il pouvait faire. Je lui répondis que nous avions toujours besoin de lui, de ses conseils, de ses interventions.

Dans un souffle, il m'interrogea : *« Croyez-vous que je sois encore utile ? »* Je lui serrais la main aussi affectueusement, aussi fort que je le pouvais, en lui redisant que nous ne pouvions nous passer de lui. Un dernier regard sur le pas de la porte, très long, tendre et déjà lointain, un signe de la main. Je restais, indécis, hésitant à partir. Nous nous sommes quittés sur ce long échange muet. Comment exprimer tant de sentiments et de combats communs, tout ce que l'on ressent aux derniers instants, quand lui le sait, quand je le sais ?

Nous nous sommes connus quand il était ministre en 1974. Tout nous séparait. Il avait été nommé par Giscard d'Estaing, Chirac étant premier ministre. J'étais fonctionnaire, responsable du budget du ministère, et socialiste. Il le savait, cela l'amusait beaucoup. Et encore plus de me demander de lui expliquer les finances publiques, auxquelles il ne connaissait rien. Un feutre à la main sur un grand tableau, dans son bureau, je faisais de mon mieux.

Nous avons beaucoup ri. La situation était cocasse. Une amitié est née. Au-delà des clivages politiques, il y avait un regard commun sur les artistes, la création, la culture qui était sa vie, le sentiment qu'au-delà des enjeux politiques, la recherche du beau et de l'art transcende toutes les situations et que rien, au fond, n'a d'importance, sinon cette recherche d'éternité qui était notre sujet de conversation favori.

Jamais, depuis, nous ne nous sommes perdus de vue. Puissant ou déchu, ministre ou non, avec ou sans pouvoir. C'était un homme d'une extrême distinction, d'une courtoisie non affectée qui témoignait d'un profond respect de l'autre, d'une dignité admirable dont il a fait preuve en particulier tous ces derniers mois, sans jamais parler de ses épreuves, avec courage, tenant pour négligeables les souffrances et la menace qui pesait sur lui.

Michel Guy était un homme d'une rare qualité. Sensible, intelligent, fin et d'une grande délicatesse. Son humour et son intelligence des situations lui avaient permis de prendre les distances nécessaires pour ne plus avoir d'autres ambitions que les seules qui comptent vraiment, les projets qui lui permettaient de réaliser ce à quoi il tenait le plus : mettre en rapport les grands créateurs et le public.

Il tenait au Festival d'automne, sa création personnelle, et il y mettait une passion qui, en toute circonstance, faisait qu'on l'aidait toujours. D'autres que moi en parleront mieux.

Une télévision au service de la création

Il tenait à La SEPT dont il était, auprès de Georges Duby, le vice-président du conseil de surveillance, car il avait toute sa vie pensé que la télévision devait être au service de la création et de la culture et qu'il était impensable qu'un outil de cette nature puisse être utilisé à d'autres fins que celles définies autrefois par André Malraux : rendre accessibles au plus grand nombre les plus grandes œuvres de l'humanité.

Son combat militant pour cette cause fut sans faille et jusqu'à son dernier souffle, j'en témoigne, il se battit, téléphonant, écrivant, me relançant sans cesse pour savoir comment évoluaient les différents éléments de cette cause paradoxalement difficile, à laquelle il avait consacré tant d'énergie et de dévouement. Il était de tous les grands combats culturels.

Nous étions de bords différents sur le plan politique. Combien de fois en avons-nous parlé ! Et en même temps, jamais je n'ai senti autant l'artificialité des faux différends. Sa sincérité, son goût profond des artistes, sa curiosité et son immense culture ont fait de lui un homme qui restera présent parmi nous. Ministre, amateur d'art, de tous les arts, mais aussi, et surtout, ami fidèle et toujours attentif, disponible, humaniste au sens le plus noble du terme.

Vendredi dernier, je lui demandai pourquoi il n'écrivait pas et s'il ne pensait pas utile de raconter et de faire profiter les autres de ses expériences. *« Je ne sais pas écrire et n'ai pas de talent »*, me répondit-il. Je lui précisai que son plus grand talent était de savoir révéler ceux des autres, et que peu d'hommes en étaient capables.

Ainsi restera-t-il dans ma mémoire. Modeste et immense. Parce que son vrai talent était de savoir déceler celui des autres, les comprendre et vouloir les faire aimer. Il y a réussi plus qu'aucun autre et je veux lui rendre cet hommage, pleurant avec sa mort la perte d'un ami et d'un homme que j'aimais.

► Jérôme Clément est président du directoire de La SEPT.

□ **M. Jack Lang** : *« J'apprends avec émotion la disparition de Michel Guy. Son action et son œuvre font corps avec la vie culturelle et artistique de ces trente dernières années. Par sa passion et sa combativité, il a contribué à donner pleinement droit de cité à l'art vivant dans notre société. Nos relations furent parfois tumultueuses. Elles n'ont jamais entaché l'admiration personnelle que je portais à son imagination constructive. Sa personnalité originale et forte marquera durablement de son empreinte les arts et la culture d'aujourd'hui. »*

□ **M. Alain Crombecque** (directeur du Festival d'Avignon) : *« Là* [à Avignon], *comme ailleurs, il a fait montre de l'ensemble des qualités qui demeurent dans toutes les mémoires et qui ont fait de lui un être d'exception : une extrême tolérance politique, une vraie liberté et une authentique générosité accompagnaient une passion et une audace artistique, qui, jusqu'à sa dernière heure, ne lui ont jamais fait défaut. »*

□ **M. Raymond Barre** : *« La mort de Michel Guy m'attriste profondément. Il a été mon collègue de gouvernement et j'ai pu apprécier les qualités humaines de cet homme de culture et de goût. Il était un ami fidèle qu'aucun de ses amis n'oubliera. »*

□ **M. Jacques Chirac** : *« Ce grand professionnel doué d'une culture incomparable (...) a profondément marqué la vie de notre capitale. Grâce à lui, les plus grands créateurs de notre temps ont présenté leurs œuvres à Paris. L'hommage que nous lui rendons aujourd'hui est la juste reconnaissance envers un homme qui a su si bien conjuguer une curiosité culturelle insatiable et sans exclusive avec le souci constant d'amener le plus grand nombre à la connaissance des arts. »*

□ **M. Valéry Giscard d'Estaing** : *« Parmi les ministres de la culture libéraux, depuis André Malraux, Michel Guy mérite un hommage particulier. Il ressentait d'instinct la double mission de la culture : conserver les œuvres du passé et encourager la création artistique. De Michel Guy restera le souvenir d'un homme attaché à servir deux causes dont chaque Français ressent que ce sont les plus grandes : la culture et la liberté. »*

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaines dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film a éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 1er août

TF 1

20.35 **Téléfilm :** **Condorcet** (3me partie).
22.05 **Feuilleton :** **Le gerfaut** (6e épisode).
23.30 **Feuilleton :** **Le rire de Caïn** (3e épisode).
0.25 **Journal, Météo et Bourse.**

A 2

20.40 **Carte blanche à Gérard Holtz.** L'air du temps, avec Jack Lang. Variétés : Les Gipsy King, Dick Rivers, Les enfoirés, Bill Baxter, Mori Kante, Francis Cabrel...
21.40 **Magazine :** **Fruits de la passion.** Les meilleurs moments.
23.30 **Journal et Météo.**
23.45 **Magazine : Du côté de chez Fred.** Teresa Berganza.

FR3

20.35 **Variétés :** **Palmarès de la chanson.** Grand prix des succès de Fernandel.
21.50 **Journal et Météo.**
22.15 **Concert :** **Duo Dizzi Gillespie et Max Roach.** Spectacle enregistré dans le cadre du Festival Banlieues bleues en mars 1989, filmé par Frank Cassenti. Diffusé en simultané et en stéréo sur France-Inter.
23.05 **Documentaire :** **Mémoire des siècles, mémoire des mots.** D'Alain Jomy.
23.30 **Documentaire :** **Histoire de l'art.** 6. La porte de l'enfer, de Rodin.
23.45 **Musique :** **Carnet de notes.** Consolation n° 3, de Liszt, par France Clidat, piano.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma dans les salles.**
21.00 **Cinéma : Morts en eau trouble.** ■ Film américain de Matthew Chapman (1986).
22.30 **Flash d'informations.**
22.35 **Cinéma :** **La femme de mes amours.** ■ Film franco-italien de Gianfranco Mingozzi (1988). Avec Philippe Noiret, Ornella Muti, Nicola Farron.

LA 5

20.35 **Téléfilm :** **Au-dessus de tout soupçon.** De Marvin Chomsky (1re partie).
22.20 **Série : Arabesque.**
23.10 **Une balle dans le corps** (rediff.).
0.00 **Journal de minuit.**

LA 6

20.35 **Téléfilm : Cas de conscience.**
22.10 **Série :** **Les jupons de la Révolution.** Talleyrand, de Vincent de Brus, avec Stéphane Freiss, Laurent Grevill.
23.45 **Six minutes d'informations.**
23.50 **Série : Portraits crachés.**
0.15 **Documentaire :** **Portraits d'artistes.** Louttre.
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

20.30 ► **Documentaire :** **Ateliers contemporains** (Naples revisitée, par Ernest Pignon-Ernest). De Jean-François Chaput et Laurence Drummond.
21.00 **L'or du diable** (3e épisode). De Jean-Louis Fournier.
22.00 **Série : c'est notre univers.**
22.30 **Documentaire.** Les instruments de musique et leur histoire.
23.00 **Documentaire.** Propaganda, l'image et son pouvoir (5).

FRANCE-CULTURE

20.50 **Le roman du Rhin.**
21.05 **Les rencontres de Pétrarque.** Les nationalismes mènent-ils toujours au désastre ?
22.20 **Le bestiaire enchanté et sans oubli.** Les anguilles.
22.40 **Musique : Nocturne.** Quatuor n° 2, de Bartok ; Quatuor n° 11 en fa mineur, op. 122, de Chostakovitch ; Quatuor n° 4, de Bartok, par le Quatuor Emerson (Eugène Drucker, Philip Setzer, violons, Lawrence Dutton, alto, David Finckel, violoncelle).
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.05 **Musique : Nuits bleues.** Robert Johnson (1re partie).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Mémoires croisées.** Le Festival d'Aix-en-Provence hier et aujourd'hui.
21.30 **Avant-concert.**
22.00 **Concert** (en direct du Festival de Radio-France et de Montpellier) : Le prince Igor, de Borodine ; Concerts pour piano et orchestre n° 1 en si bémol mineur op. 23, de Tchaïkovski ; Symphonie n° 8 en sol majeur op. 88, de Dvorak, par l'Orchestre symphonique de la Radio autrichienne, dir. Ivan Fischer, François-René Duchâble.
00.00 **Nuits chaudes.** Voyage d'un rêveur éveillé : de l'Adriatique à la mer Egée.

Jeudi 2 août

TF 1

14.25 **Série : Tribunal.**
14.55 **Club Dorothée vacances.**
16.55 **Tiercé à Deauville.**
17.00 **Série : Chips.**
17.50 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
18.35 **Jeu : Une famille en or.**
19.05 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.30 **Jeu : La roue de la fortune.**
20.00 **Journal.**
20.35 **Feuilleton :** **Orages d'été, avis de tempête.** De Jean Sagols (5e épisode).
22.10 **Série noire : Chantons en cœur.** De Maurice Dugowson.
23.40 **Journal, Météo et Bourse.**

A 2

14.05 **Magazine : Eté show.** Présenté par Michel La-Rosa, aux Arcs. Invitée : Marhe Mercadier.
14.10 **Série : Larry et Balki.**
14.35 **Magazine : Eté show** (suite).
14.40 **Feuilleton : Le village sur la colline** (3e épisode).
16.20 **Magazine : Eté show** (suite).
17.35 **Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot.
18.00 **Magazine : Giga.** Alf ; Throb.
19.05 **Série : Mac Gyver.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Jeux sans frontières.** Emission présentée par Georges Beller et Marie-Ange Nardi. Equipes : Noceto (Italie), Figuera Da Foz (Portugal), Archidona (Espagne), Skopje (Yougoslavie), Montegiardino (San-Marin), Toulouse (France).
22.00 **Concert : Madonna.** Blond Ambition Tour 90.
0.00 **Journal et Météo**

FR 3

14.00 **Chut, les parents se reposent.**
15.00 **Série : Mission casse-cou.**
15.50 **Magazine : 40e à l'ombre de la 3.** En direct de Collioure.
18.00 **Feuilleton : Sixième gauche.**
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.** Animé par Julien Lepers.
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.00 **Jeux : La classe.**
20.35 **Cinéma :** **Rapport confidentiel.** ■■ Film américain de Milton Katselas (1975).
22.20 **Journal et Météo.**
22.45 **Documentaire : Ciné-regards.** De Catherine Laporte et Michel Minaud. Richard Brooks ; John Huston.
23.40 **Documentaire : Histoire de l'art.** D'Alain Ferrari. 7. La petite danseuse de quatorze ans, de Degas.
23.55 **Musique : Carnet de notes.** Rhapsodie hongroise, de Liszt, par France Clidat, piano.

CANAL PLUS

15.35 **Cinéma :** **Périgord noir.** ■ Film français de Nicolas Ribowski (1989). Avec Roland Giraud, Jean Carmet, Lydia Galin.
17.10 **Documentaire :** **Métiers de chiens.** De Barbara Jampel.
17.58 **Cabou cadin.**

En clair jusqu'à 20.30

18.30 **Cabou cadin.**
19.20 **Top album.**
19.55 **Flash d'informations.**
20.00 **Magazine : Scrupules.**
20.29 **Flash d'informations.**
20.30 **Cinéma :** **L'enfant de l'hiver.** ■ Film français d'Olivier Assayas (1988). Avec Clotilde de Bayser, Michel Feller, Marie Matheron.
21.50 **Flash d'informations.**
21.55 **Cinéma : MAL-Mutant aquatique en liberté.** □ Film américain de Sean S. Cunningham (1988).
23.30 **Cinéma : Les cow-boys.** ■ Film américain de Mark Rydell (1972) (v.o.).

LA 5

15.10 **Les enquêtes du commissaire Maigret.**
16.30 **Docteurs en folie** (rediff.).
17.00 **Papa et moi** (rediff.).
17.30 **Dessins animés.**
18.50 **Journal images.**
19.00 **Série : L'enfer du devoir.**
19.45 **Journal.**
20.30 **Drôles de sports.**
20.35 **Téléfilm :** **Au-dessus de tout soupçon** (2e partie).
22.15 **Série : Deux flics à Miami.**
23.15 **Magazine : Désir.**
23.50 **Spécial Tour de France à la voile.**
0.00 **Journal de minuit.**

LA 6

14.40 **Documentaire :** **Les chemins de la guerre.** La France.
17.15 **Informations : M 6 info.**
17.20 **Série : Laredo.**
18.10 **Série : Cher oncle Bill.**
18.35 **Feuilleton : Paul et Virginie.**
19.00 **Série : Chacun chez soi.**
19.30 **Série : Dis donc papa.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.35 **Téléfilm : La vérité cachée.**
22.30 **Cinéma : Un taxi mauve** ■ Film français d'Yves Boisset (1977). Avec Philippe Noiret, Charlotte Rampling, Peter Ustinov.
0.30 **Six minutes d'informations.**
0.35 **Midnight chaud.**
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

14.30 **Cours d'italien** (3).
15.00 **Téléfilm : Notturno, Schubert** (2. Pastorale). De Fritz Lehner.
16.35 **Téléfilm : Tan que farem atal.** De Roger Souza.
17.05 **Documentaire :** **Le temps des cathédrales** (5).
18.00 **Documentaire : Les filles du vaudou.** De Jean-Paul Colleyn et Catherine de Clippel.
18.30 **Documentaire :** **Jean Painlevé au fil de ses films** (8).
19.00 **Court métrage :** **Assassins d'eau douce.** De Jean Painlevé.
19.30 **Magazine : Imagine.**
20.00 **Documentaire : Histoire parallèle.** De Louisette Neil.
21.00 **Magazine : Mégamix.** De Martin Meissonnier.
22.00 **Documentaire : Opéra et musique, la grande aventure du Festival d'Aix** (4). De Pierre Jourdan.
23.00 **Danse portraits : John Neumeier au travail.** D'André S. Labarthe.

FRANCE-CULTURE

20.50 **Le roman du Rhin.**
21.05 **Les rencontres de Pétrarque.** Les cultures nationales sont-elles condamnées ?
22.20 **Le bestiaire enchanté et sans oubli.** L'autruche.
22.40 **Musique : Nocturne.** Sonate pour violoncelle et piano en sol mineur op. 19, de Rachmaninov ; Trio pour piano, violon et violoncelle en la mineur op. 50, de Tchaïkovski, par le Trio Fontenay ; sol. Wolf Harden (piano) ; Michaël Muke (violon) ; Niklas Schmidt (violoncelle).
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Nuits bleues.** Robert Johnson (2e partie).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Mémoires croisées.** Le Festival d'Aix-en-Provence hier et aujourd'hui.
21.30 **Avant concert.**
21.30 **Concert** (en direct du Festival de Radio-France et de Montpellier) : Symphonie n° 103 en mi bémol majeur, de Haydn ; Concerto pour violon et orchestre en ré mineur op. 47, de Sibelius . Le sacre du printemps, de Stravinski, par l'Orchestre symphonique de la radio autrichienne, dir. Ivan Fisher ; sol. : Pierre Amoyal (violon).
0.00 **Nuits chaudes.** Voyage d'un rêveur éveillé : du Nigéria au Zaïre

Audience TV du 31 juillet 1990 (BAROMÈTRE Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	38,4	Santa Barbara 14,5	McGyver 7,6	Actual. rég. 10,6	Top 50 1,2	Enfer devoir 3,0	Chacun... 1,1
19 h 45	40,2	Roue fortune 18,2	McGyver 9,1	19-20 infos 9,3	Top 50 1,7	Journal 2,5	Dis donc.. 1,6
20 h 16	45,6	Journal 19,2	Journal 9,4	La classe 7,9	Scrupules 1,1	Journal 4,4	Mme est servie 3,8
20 h 55	48,5	Silencieux... 20,3	Grand Pardon 14,1	Hautecloire 5,0	Boire... 2,0	Justicier... 4,5	Toby.. 3,4
22 h 08	46,8	Silencieux... 20,1	Grand Pardon 14,8	Soir 3 4,0	Bande ann. 0,6	Le voyageur 2,3	Toby 5,7
22 h 44	36,8	Histoires... 9,4	Grand Pardon 17,7	Histoires... 2,4	Pelle... 0,6	Dom Juan 4,0	Coplan.. 2,7

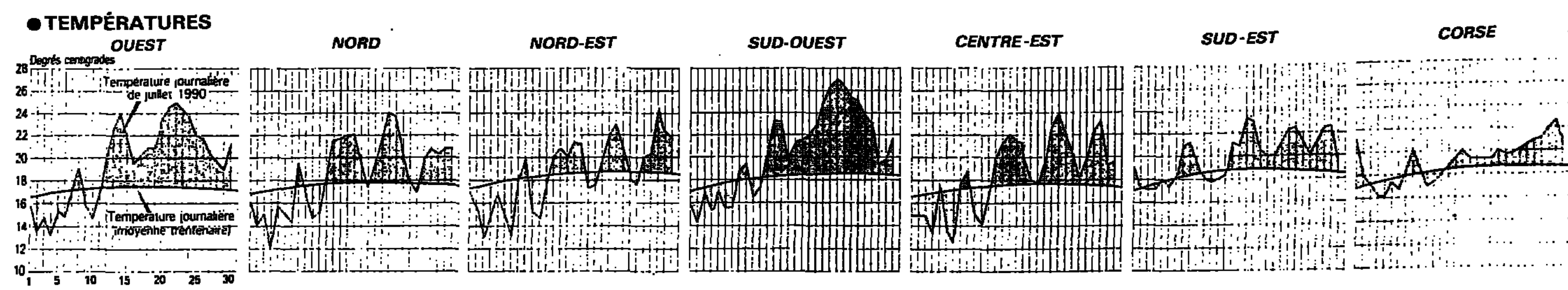
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

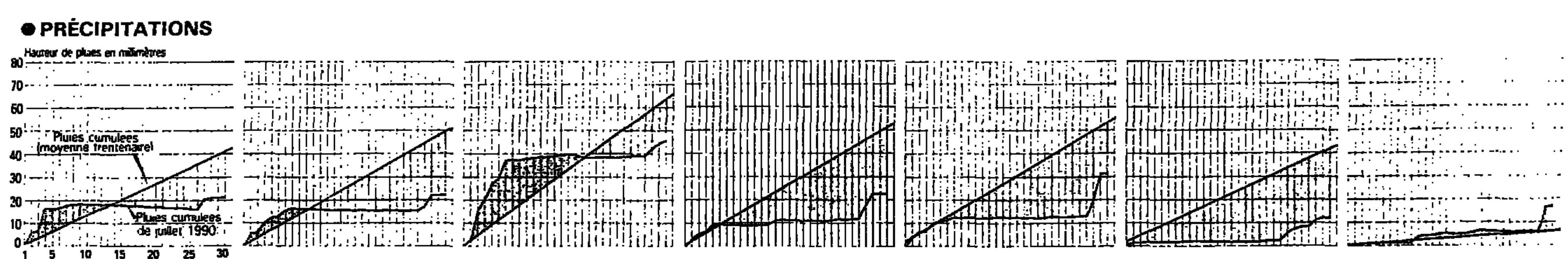
La vague de chaleur et de sécheresse en France

Les fantaisies d'un mois de juillet hors normes

● TEMPÉRATURES



● PRÉCIPITATIONS



Juillet a été un mois remarquable, d'une part par les sautes des températures, d'autre part par le déficit des précipitations. Ces caractéristiques sont communes aux sept régions météorologiques *(voir ci-dessus les graphiques de la Météorologie nationale)*. Mais rien n'indique qu'un changement des climats de la Terre soit en cours.

Ces graphiques sont régionaux, c'est-à-dire qu'ils ont été dressés en faisant les moyennes des mesures journalières des pluies et des températures relevées dans quatre, cinq ou six stations situées dans chacune des sept régions. Ils ne rendent donc pas compte des *variations locales, même importantes.*

En revanche, ils traduisent parfaitement les tendances régionales du mois qui vient de s'achever et *permettent de situer celles-ci par* rapport aux « normales » quotidiennes établies en faisant la moyenne des mesures relevées tout au long des trente années écoulées de 1951 à 1980. Les moyennes trentenaires servent en effet de références pour apprécier la variabilité journalière, mensuelle, saisonnière ou annuelle du temps qu'il fait.

Dans cinq des six régions du « continent », les douze ou treize premiers jours de juillet ont eu des températures sensiblement inférieures aux normales. A ceci près que, selon les régions, ces températures fraiches ont été plus ou moins accentuées et interrompues à une ou plusieurs reprises par des remontées spectaculaires et brèves du thermomètre. Après le 12 ou le 13 juillet, les températures ont atteint des hauteurs tout à fait remarquables, cette canicule ayant été, sauf dans le Sud-Ouest, interrompue vers le 18 et le 19 juillet *par une descente aussi brusque que* courte du thermomètre.

Ce schéma est légèrement différent sur le Sud-Est et la Corse. A noter que, dans ces deux régions, les plus chaudes par définition, le thermomètre a moins dépassé qu'ailleurs les moyennes régionales normales. Les courbes des pluies quotidiennes cumulées montrent que la sécheresse a été générale, sauf en Corse où le cumul des précipitations dépasse un peu la moyenne normale cumulée.

Dans le Nord-Est, les sept premiers jours du mois ont été très arrosés : les pluies cumulées dépassent largement la moyenne. Dans l'Ouest, les précipitations n'ont été très abondantes que jusqu'au 5 juillet. Dans le Nord, le surplus de pluie des sept premiers jours du mois a été limité ; dans le Sud-Ouest et le Centre-Est, les précipitations des cinq premiers jours de juillet n'ont pratiquement pas dépassé la courbe des pluies cumu*lées normales*, et le déficit des pluies y était déjà important en 1989. Quant au Sud-Est, elle n'a presque pas eu de précipitations jusqu'au 24 juillet.

Effets limités des orages

Certes, il est tombé des pluies d'orage très importantes le 28 ou le 29 juillet (27 mm à Châteauroux, 46 mm à Grenoble et à Lannemezan, 50 mm à Saint-Girons et à Gaillac, 71 mm à Castres, etc.). Mais ces déluges, très limités dans l'espace et le temps, n'ont guère changé les moyennes régionales des pluies cumulées. Une pellicule superficielle du sol a certainement absorbé une petite partie de cette eau enfin tombée du ciel. Mais le *reste s'est évaporé rapidement* et n'a donc pu ni étancher la soif des cultures, ni recharger les nappes souterraines proches de la surface.

Rappelons qu'il ne faut pas *confondre variabilité naturelle* de la météorologie et climat. La première ne suit jamais fidèlement les moyennes « idéales » et s'écarte parfois beaucoup de celles-ci. Le climat, lui, traduit pour de longues périodes (de quelques siècles à plusieurs dizaines ou centaines de milliers d'années) les tendances générales de températures et de précipitations qui affectent de *grandes régions du globe. Plusieurs* années plus sèches ou plus humides, plus froides ou plus chaudes, ne doivent jamais faire dire que le climat est en train de changer.

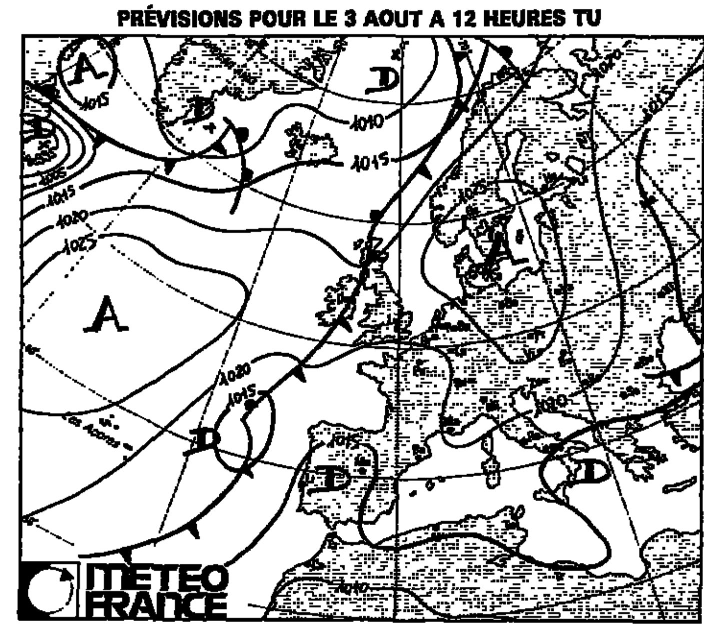
Certes, le climat oscille toujours autour de valeurs idéales qu'il ne suit jamais. Mais rien ne permet de dire que nos climats – qui se sont établis il y a quelque dix mille ans après la fin de la dernière période glaciaire – sont en train de changer. Même si on est sûr que la teneur en gaz carbonique, en méthane et en quelques autres gaz *augmente régulièrement* depuis cent cinquante ans et que ces gaz sont des facteurs importants pour l'effet de serre (*le Monde* du 27 juillet).

Les climats de la Terre se réchaufferont donc vraisemblablement dans un avenir plus ou moins proche. Mais la variabilité normale du temps est telle qu'en l'état actuel des connaissances rien ne permet de dire si le réchauffement de la planète a déjà commencé. Et d'autant moins que les statistiques météorologiques – longues de cent cinquante ans dans les meilleurs des cas – conservent le souvenir d'années au moins aussi sèches et aussi chaudes que 1990. La mémoire humaine, elle, est tout à fait infidèle pour tout ce qui concerne les conditions météorologiques, même des années récentes.

YVONNE REBEYROL

SITUATION LE 1er AOUT 1990 A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 3 AOUT A 12 HEURES TU

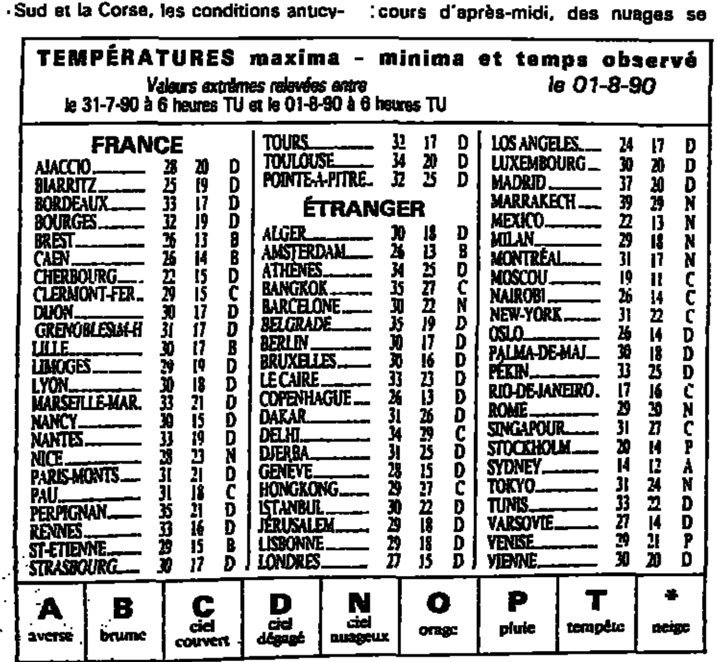


Evolution probable du temps en France entre le mercredi 1er août à 0 heure et le jeudi 2 août à 24 heures.

Mis à part un peu d'instabilité sur le Sud et la Corse, les conditions anticycloniques persistent. Les températures continueront de monter.

Jeudi : soleil et canicule. – Le soleil brillera partout le matin sur la France. En cours d'après-midi, des nuages se développeront sur la Corse et les Alpes du Sud et pourront donner de rares orages.

Les températures minimales seront de l'ordre de 17 degrés à 20 degrés localement, 20 degrés à 23 degrés près de la Méditerranée. Les températures maximales seront très élevées : 33 degrés à 35 degrés sur la moitié nord, 35 degrés à 37 degrés dans la moitié sud.

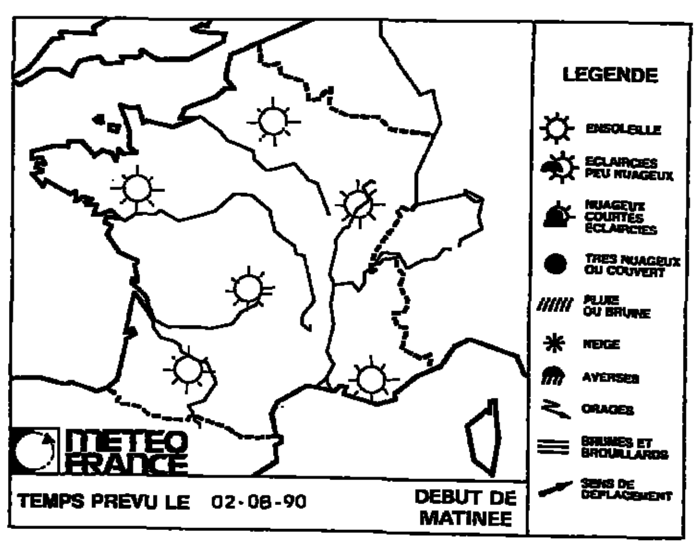


TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 31-7-90 à 6 heures TU et le 01-8-90 à 6 heures TU — *le 01-8-90*

FRANCE			
AJACCIO	28	20	D
BIARRITZ	25	19	D
BORDEAUX	33	17	D
BOURGES	32	19	D
BREST	26	13	B
CAEN	26	14	B
CHERBOURG	22	15	D
CLERMONT-FER.	29	15	C
DIJON	30	17	D
GRENOBLE-SM-H	31	17	D
LILLE	30	17	B
LIMOGES	29	19	D
LYON	30	18	D
MARSEILLE-MAR.	33	21	D
NANCY	30	15	D
NANTES	33	19	D
NICE	28	23	N
PARIS-MONTS	31	21	D
PAU	31	18	C
PERPIGNAN	35	21	D
RENNES	33	16	D
ST-ETIENNE	29	15	B
STRASBOURG	30	17	D
TOURS	32	17	D
TOULOUSE	34	20	D
POINTE-A-PITRE	32	25	D
ÉTRANGER			
ALGER	30	18	D
AMSTERDAM	26	13	B
ATHÈNES	34	25	D
BANGKOK	35	27	C
BARCELONE	30	22	N
BELGRADE	35	19	D
BERLIN	30	17	D
BRUXELLES	30	16	D
LE CAIRE	33	23	D
COPENHAGUE	26	13	D
DAKAR	31	26	D
DELHI	34	29	C
DJERBA	31	25	D
GENÈVE	28	15	D
HONGKONG	29	27	C
ISTANBUL	30	22	D
JÉRUSALEM	29	18	D
LISBONNE	29	18	D
LONDRES	27	15	D
LOS ANGELES	24	17	D
LUXEMBOURG	30	20	D
MADRID	37	20	D
MARRAKECH	39	29	N
MEXICO	22	13	N
MILAN	29	18	N
MONTRÉAL	31	17	N
MOSCOU	19	11	C
NAIROBI	26	14	C
NEW-YORK	31	22	C
OSLO	26	14	D
PALMA-DE-MAJ.	30	18	D
PÉKIN	33	25	D
RIO-DE-JANEIRO	17	16	C
ROME	29	20	N
SINGAPOUR	31	27	C
STOCKHOLM	20	14	P
SYDNEY	14	12	A
TOKYO	31	24	N
TUNIS	33	22	D
VARSOVIE	27	14	D
VENISE	29	21	P
VIENNE	30	20	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige



★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

JEUDI 2 AOUT

« *Hôtels* et jardins du Marais », 11 heures, métro Saint-Paul.

« Les salons de l'Hôtel de Ville : histoire de la Ville de Paris, d'Etienne Marcel à la Commune », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (P.-Y. Jaslet).

« Une *heure* place de la Concorde », 11 heures et 15 heures, métro Assemblée-Nationale (V. de Langlade).

« Le Musée Picasso : Picasso et la peinture du vingtième siècle », 14 h 15, entrée, 5, rue de Thorigny (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Montmartre : cités d'artistes, ruelles et jardins », 14 h 30, métro Abbesses (M.-C. Lasnier).

« Le jardin du Luxembourg, de Marie de Médicis aux sculpteurs du dix-neuvième siècle », 14 h 30, métro Luxembourg, sortie Jardin du Luxembourg, dans le jardin (Connaissance de Paris).

« Le Palais-Bourbon, l'Assemblée nationale », 14 h 30, 33, quai d'Orsay (Tourisme culturel).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Au Musée de Cluny, la vie au Moyen Age », 15 heures, entrée place Paul-Painlevé (Paris et son histoire).

« Le *quartier* juif du Marais et ses petites synagogues », 15 heures, sortie métro Saint-Paul.

« Les Catacombes : des carrières à l'ossuaire », 15 *heures, entrée, place* Denfert-Rochereau.

« L'hôtel de Soubise, siège des Archives nationales », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Monuments historiques).

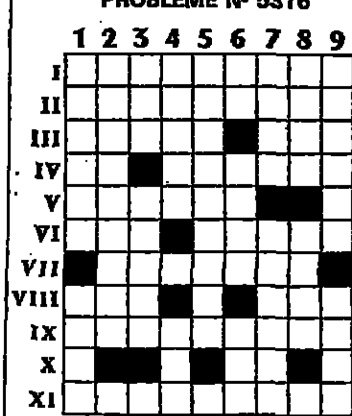
EN BREF

□ **Granville à la mode.** – Granville, dans la Manche, célèbre la mode dans la première quinzaine d'août. 150 documents remis par l'Union française des arts du costume seront présentés. Jacques Faujour exposera des photographies sur le monde des bains de mer. Lucien Rudaux, « enfant » de Granville (1874-1947) et connu aux Etats-Unis comme pionnier de « l'art astronomique », sera évoqué à travers des documents écrits et audiovisuels.

► **Du 4 au 12 août (14 h à 20 h) au casino de Granville (Manche). « La mode rencontre la photographie, l'astronomie rencontre la peinture ».**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5316



HORIZONTALEMENT

I. C'était un bouchon de mauvaise qualité. – II. Est évidemment moins *solide que l'armoire.* – III. *Un nez* vulgaire. Assuré pour Molière. – IV. Saint. Utile pour donner le jour. – V. Nom qu'on donnait au minet. – VI. Roue. Evoquent un ancien Empire. – VII. On le fait bouillir parce qu'il nous fait suer. – VIII. Fait sauter. Bang, au Vietnam. – IX. Qui ne craint pas les coups. – X. Terme musical. – XI. Faire des paquets de livres par exemple.

VERTICALEMENT

1. Avoir une allure de chameau. Peut se reconnaître à la loupe. – 2. Nom qu'on peut donner à un bleu. – 3. Se mouilla. Obstacles pour les coureurs. – 4. Le poète d'une société mondaine antique. Coule en Asie. – 5. Est ouvert la nuit. – 6. Pronom. La civilisation celtique. Pas annoncés. – 7. Massif boisé. Remplissaient des bourses. – 8. Aussi familier. Pris pour aller plus loin. – 9. Presque crevés. Distraire en ravissant.

Solution du problème n° 5315

Horizontalement

I. Chignoles. – II. Râleur. Na ! – III. Etole. Ecu. – IV. Set. Tilt. – V. Etendue. – VI. Et. Emu. – VII. Molaires. – VIII. Détails. – IX. Item. – X. Va. Odorat. – XI. Alun. Nana.

Verticalement

1. Crésus. Diva. – 2. Hâta. Métal. – 3. Ilote. Ote. – 4. Gel. Télamon. – 5. Nue. Etai. – 6. Or. Tn. Iléon. – 7. Eiders. Ra. – 8. Enclume. Van. – 9. Sauteuse. Ta.

GUY BROUTY

هكذا من الأصل

BILLET

L'appel au secours de la RDA

L'unification économique entre les deux Etats allemands est plus difficile que prévue. Mardi 31 juillet, plusieurs responsables de RDA ont lancé des appels au secours en direction de Bonn. Les deustchemarks viennent à manquer. La crise est sociale, industrielle et financière.

La situation sociale est « explosive », n'a pas hésité à déclarer à la presse, mardi à Berlin-Est, Mme Regine Hildebrandt, le ministre est-allemand du travail. Estimant que le nombre des chômeurs était déjà, un mois après l'unification monétaire, de 250 000, elle a expliqué que *« aucun emploi n'avait été créé »*. Pour éviter que *« 150 000 personnes ne manifestent violemment sur l'Alexanderplatz »* et qu'un massif mouvement d'émigration vers l'Ouest n'intervienne, elle demande une aide financière supplémentaire à la RFA. Le ministre a affirmé ne disposer actuellement que de 80 millions de DM (300 millions de francs) pour le paiement des indemnités de chômage, montant qui ne lui permettrait d'assurer que 100 000 chômeurs environ.

Crise industrielle ensuite. Mardi toujours, le président de Treuhandanstalt, le holding chargé de privatiser les huit mille sociétés d'Etat est-allemandes, M. Reiner Maria Gohlke, a fait part à la presse de son inquiétude sur l'état des entreprises est-allemandes. Selon lui, aucune, ou presque, n'est compétitive. Il a, lui aussi, lancé un appel au gouvernement et aux banquiers de RFA. Les aides en trésorerie accordées par l'Ouest (près de 10 milliards de DM) auraient déjà toutes été absorbées par les entreprises d'Etat de RDA.

Plus généralement, les finances du pays sont gravement malades. M. Dieter Rudorf, secrétaire d'Etat au ministère des finances est-allemand, a expliqué, mardi toujours, à l'agence Reuters que Bonn avait sous-estimé l'ampleur du déficit budgétaire de la RDA. Berlin-Est aurait besoin, d'ici à la fin de 1990, de 10 milliards de DM supplémentaires (33 milliards de francs). L'Allemagne de l'Est a déjà reçu du gouvernement fédéral 8 milliards de DM et a déjà tiré l'ensemble des fonds (10 milliards de DM) levés sur le marché financier en RFA dans ce but. Décidément, l'union est un combat... pour quelques milliards de deutschemarks supplémentaires.

E. I.

Engagés dans des négociations internationales

Les cadres de Framatome souhaitent une solution rapide au problème d'actionnariat

Les cadres de Framatome ont exprimé, mardi 31 juillet, leur souhait qu'une solution soit rapidement apportée au problème d'actionnariat de leur entreprise afin de mener à leurs termes un certain nombre de négociations internationales importantes, en Europe et aux Etats-Unis.

Les discussions se poursuivent pour mettre sur pied un nouveau tour de table au sein de Framatome qui donnerait la majorité au secteur public, conformément aux vœux du président de la République. La dernière solution envisagée serait que la CGE abaisse de 52 % à 44 % sa participation. Sur ces 8 %, 2 % iraient au personnel, qui porterait ainsi sa part de 3 % à 5 %. Son fonds commun de placement dispose de 200 millions de francs pour effectuer cette opération, ont indiqué les cadres de Framatome, lors de leur rencontre avec la presse mardi à Paris. L'actionnariat public serait ventilé entre le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) : 35 %, la Cogéma (filiale du CEA) : 10 %, et le Crédit lyonnais : 6 %, ont précisé les cadres. Mais, dans ce schéma, ils ont critiqué le rachat par la Cogéma des 10 % détenus jusqu'ici par EDF *« au moment où l'Europe électrique se construit ». « Ce serait une erreur que EDF »*, qui nourrit de grands projets à l'Est (Hongrie et RDA, notamment), *« dénoue ses liens avec les industriels »*, ont-ils fait remarquer.

Les inquiétudes des cadres portent sur un autre point : le maintien à 44 % de la participation de la CGE dans leur tour de table. Ils craignent que le groupe présidé par M. Pierre Suard reste *« en position d'embuscade »*, en attente éventuelle d'une évolution de la situation, par exemple à la faveur d'un changement de majorité politique.

Aussi souhaitent-ils une présence forte (à 20 %) dans leur actionnariat de Schneider, leur partenaire historique. Oubliant les querelles du passé, ils affirment que ce groupe a plus de synergies industrielles avec le leur que CGE-Alsthom, la filiale énergétique de la CGE. Pour étayer la nécessité d'une solution durable, les cadres ont mis en avant les négociation internationales auxquelles Framatome est associé : cet été, le constructeur discutera avec l'allemand Siemens la conception d'un modèle commun de réacteur nucléaire, dans le cadre de son association dans leur société commune NPI (Nuclear Power International). Mais, Framatome et Siemens prévoiraient aussi d'élargir à l'américain Babcock leur alliance, via leurs filiales aux Etats-Unis. Ils estiment en effet nécessaire d'avoir un partenaire américain pour attaquer le marché outre-Atlantique, qui devrait, selon certains observateurs, donner le coup d'envoi à un redémarrage du nucléaire dans le monde. Ce ticket américain pourrait permettre de proposer un nouveau réacteur adapté au marché américain dérivé du futur modèle franco-allemand. *« Nous sommes en ce moment engagés dans des négociations internationales très importantes. Il est difficile de le faire avec un boulet aux pieds »*, ont fait valoir les cadres de Framatome.

F. V.

Naissance d'un nouveau géant mondial du tracteur

Fiat et Ford fusionnent leurs activités de fabrication matériel agricole

L'accord faisait figure de serpent de mer. Maintes fois engagées et maintes fois gelées, les discussions entre le groupe Fiat et l'américain Ford sur un éventuel rapprochement de leurs activités machinisme agricole ont enfin abouti. Fiatogenech et Ford New Holland, filiales spécialisées des deux groupes, vont en effet apporter leurs tracteurs, machines agricoles et engins de chantier à un nouvel ensemble dont la constitution a été annoncée mardi 31 juillet à Turin.

Volonté de désengagement pour Ford, souci d'acquérir rapidement une taille mondiale pour Fiat : les motivations qui ont présidé à cette fusion ne sont pas les mêmes. Ford confirme son intention de se recentrer sur son métier de constructeur automobile. Le géant de Detroit qui a cédé il y a quelques jours sa filiale aéronautique Ford Aerospace, ne détiendra que 20 % du capital de la nouvelle entité, contrôlée pour les 80 % restant par le groupe italien. Fiat qui pilotera donc cette société commune s'ouvré grâce à cette opération les portes d'un marché américain redevenu dynamique après la terrible crise qui a frappé le secteur du machinisme agricole au milieu des années 80.

Ce rapprochement va en effet donner naissance à un acteur de poids. Le chiffre d'affaires combiné de Ford New Holland et de Fiatogenech est légèrement supérieur aux 5 milliards de dollars (27,5 milliards de francs). La nouvelle entité, qui emploiera près de 31 000 salariés, se positionne d'emblée parmi les principaux ténors du secteur.

Distancée par le numéro un mondial du tracteur, l'américain John Deere (6,2 milliards de dollars, soit 36,3 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989), le tandem Ford-Fiat est équivalent en taille à un autre spécialiste du machinisme agricole, le groupe Case, ex International Harvester. A eux deux, Ford et Fiat ont vendu l'an passé 95 000 tracteurs, auxquels s'ajoutent 30 000 unités produites sous licence ou dans le cadre de joint-venture. Un score inégalé par les autres constructeurs du secteur.

Baisse des revenus de 22 % en juin

Le tourisme espagnol est en crise

Le soleil et la plage ne sont-ils donc plus la panacée guérissant tous les maux de l'économie espagnole ? On commence à le craindre à Madrid au vu des derniers résultats du secteur touristique qui viennent d'être rendus publics : les dépenses en devises des visiteurs ont baissé de 22 % en juin 1990 par rapport au même mois de l'an dernier.

MADRID

de notre correspondant

La chute spectaculaire enregistrée ne fait que confirmer, tout en l'accélérant brutalement, une tendance plus générale. En 1989, le tourisme espagnol avait connu un premier reflux, avec une baisse des revenus de 3 %. Pour l'ensemble du premier semestre de l'année en cours, le recul est de 8 %. La subite aggravation du mois de juin donne en outre à penser que c'est le tourisme de type estival qui est plus particulièrement touché, et que les résultats des prochains mois risquent dans ces conditions de ne pas être non plus très avenants.

Le temps des vaches grasses semble bien révolu. Les rentrées en devises assurées par le tourisme avaient pourtant encore augmenté de 48 % en 1986, de 22 % en 1987, de 12,5 % en 1988. Une manne qui permettait à l'époque de combler un déficit commercial devenu chronique. Aujourd'hui, les dépenses des visiteurs ne suffisent plus et la balance des paiements courants est à son tour franchement déficitaire. Lorsque le tourisme espagnol s'essouffle, c'est donc toute l'économie nationale qui manque d'air, d'autant qu'il s'agit d'une activité qui contribue directement à la formation de 9,5 % du PNB et qui fait vivre près de 10 % de la population active.

Un moins bon rapport qualité-prix

A la base de cette stagnation, une évidence que personne ne conteste : l'Espagne est aujourd'hui beaucoup moins compétitive que par le passé en termes de rapport qualité-prix. C'est ce que souligne M. Alexander Paschkes, qui fut durant dix ans, jusqu'à septembre dernier, le président de la Fédération internationale des tours-operators, et qui représente aujourd'hui en Espagne une agence allemande. *« Les prix ont augmenté à toute allure et la qualité des services n'a pas suivi*, observe-t-il. *Il y a dix ou quinze ans, si le niveau des prestations était déficient, le client l'acceptait de plus ou moins bon gré parce qu'il savait que les prix étaient très bas. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas : les prix sont devenus européens, mais les services sont encore loin de l'être ! »*

La hausse des prix est d'autant plus sensible pour le visiteur étranger que la monnaie espagnole, la peseta, dopée par des taux d'intérêt particulièrement élevés, jouit d'une insistante bonne santé, et n'a cessé de se réévaluer, lentement mais régulièrement, par rapport à la plupart des monnaies européennes. A cela s'ajoute une inflation actuellement proche de 6,5 %, nettement supérieure, donc, à la moyenne communautaire. Dans ces conditions, l'Espagne éprouve de plus en plus de difficultés à faire face à la concurrence d'autres pays méditerranéens offrant le soleil à meilleur marché, comme la Grèce, la Yougoslavie ou la Turquie. Dans les milieux hôteliers, on ne nie pas l'existence d'un tel décalage entre l'évolution des prix et celle de la qualité de l'offre. Mais l'on fait valoir que la forte augmentation des coûts du secteur liée à l'inflation a joué son rôle.

Et l'on ajoute que s'ils veulent améliorer leurs services, il faut bien que les hôteliers gagnent de l'argent. *« Cette année, les tours-operators ont signé avec nous des contrats prévoyant une croissance zéro de nos prix*, dit en se lamentant M. José-Maria Carbo, président de la Fédération espagnole d'hôtels. *Comment voulez-vous que nous financions les investissements nécessaires pour rénover nos installations si nous ne disposons pas d'une marge bénéficiaire suffisante ? »*

Du côté des autorités, on affirme ne disposer que d'une marge de manœuvre limitée pour intervenir. *« Nous sommes dans un système de marché, et nous ne pouvons évidemment pas bloquer les prix*, souligne M. Luis Arranz, directeur général de Turespana, l'organisme officiel chargé de « vendre » l'Espagne aux touristes étrangers. *C'est la stabilisation de la demande elle-même qui convaincra les hôteliers de ne pas augmenter inconsidérément leurs prix. »*

« Diversifier notre offre touristique »

Il est vrai que la stagnation enregistrée à partir de 1989 a déjà contribué à modifier le rapport de forces. Fini le temps où, comme le rappelle M. Paschkes, *« la loi de l'offre et de la demande permettait aux Espagnols de forcer d'énormes augmentations de prix en sachant que les touristes viendraient de toute manière »*. Désormais, dans certaines régions, l'offre est devenue nettement excédentaire, comme aux Canaries, où, après des années de croissance incontrôlée, les hôteliers en sont venus à brader les prix. D'autant qu'à l'offre officielle s'ajoute sur l'archipel celle, anarchique, de logeurs plus ou moins clandestins qui occupent une part importante du marché et font une concurrence déloyale aux hôteliers.

Face à la crise, chacun s'accorde en tout cas désormais sur un impératif : celui de la qualité. Ce qui suppose, notamment, de veiller à la formation professionnelle du personnel. *« Nous en sommes tout à fait conscients*, reconnaît M. Carbo, *et c'est pour cela que nous venons de signer un accord en ce sens avec la Société suisse hôtelière de Lausanne. »* Un préalable si l'Espagne veut attirer un nouveau type de visiteurs, différent de celui du tourisme de masse en quête exclusive de *sol y playa*, de soleil et de plage. *« Nous savons que notre climat constitue un de nos grands avantages, et il s'agit évidemment de continuer à en profiter*, souligne M. Arranz. *Mais cela ne doit pas nous empêcher de diversifier désormais notre offre touristique. »*

C'est là un objectif sur lequel, des autorités aux tours-operators en passant par les hôteliers, chacun s'accorde aujourd'hui au sud des Pyrénées. L'Espagne entend désormais faire connaître à l'extérieur, non seulement son sable, mais aussi sa culture (sa densité monumentale est sans doute la plus élevée d'Europe après celle de l'Italie), ses montagnes, ses terrains de golf, ses réserves de chasse, ses parcs naturels, sa gastronomie. Il s'agit, en somme, de « vendre » différemment l'Espagne à l'extérieur, de démontrer que ses attraits résident tout autant, voire toujours davantage, dans la qualité de son offre que dans ses bas prix. Et à cet égard, le défi auquel fait face aujourd'hui le secteur touristique n'est en fin de compte pas différent de celui de l'économie espagnole tout entière !

THIERRY MALINIAK

En Italie aussi...

L'Italie aussi ne séduit plus les touristes comme autrefois. En juin, selon la Faiat, qui regroupe les fédérations italiennes de l'hôtellerie, la fréquentation n'a « augmenté » que d'un petit 0,1 % : l'augmentation des réservations des étrangers (+ 7,5 %) a juste compensé la baisse (– 5,3 %) des Italiens.

Depuis plusieurs années, le tourisme en Italie souffre des prix relativement élevés ; l'an dernier les stations de l'Adriatique avaient été victimes de la prolifération des algues qui découragent les baigneurs. Cette année, loin d'attirer des visiteurs, la Coupe du monde de football a plutôt découragé le tourisme traditionnel dans de grandes villes d'art comme Florence (baisse de 14,6 % des réservations pour les étrangers et de 21,1 % pour les Italiens) et Rome (– 7,2 % et – 17,4 % respectivement).

Ouvert en février 1989

Le parc aquatique Océade de Rouen est menacé de fermeture

ROUEN

de notre correspondant

Le parc aquatique Océade de Rouen (Seine-Maritime), ouvert en février 1989, pourrait fermer ses portes à la fin de l'été, après avoir déposé son bilan le 19 juillet. La société Océade, qui exploite un parc du même type à Strasbourg (Bas-Rhin), n'a pas obtenu les résultats escomptés en Normandie.

Le parc n'a enregistré que 110 000 entrées sur les dix mois de 1989, alors qu'elle en attendait 280 000 pour sa première année d'exercice, et la société a perdu 1,8 million de francs pour un chiffre d'affaires de 4,5 millions. Un plan de relance étudié par Océade et ses partenaires, la Caisse d'épargne de Rouen, la société de développement régional de Normandie, le Crédit industriel de Normandie (groupe CIC), prévoyait un lien commercial avec le centre nautique municipal contigu.

Les dirigeants d'Océade font valoir qu'ils ont participé à la remise en état du bassin olympique, qui était hors d'usage depuis l'été 1986, lorsqu'ils ont mis au point leur projet. *« La municipalité avait donné un accord verbal pour créer un grand centre nautique commun, public et privé. Cela ne s'est pas fait »*, regrette un des partenaires financiers. Aujourd'hui, ils estiment donc que la piscine municipale, qui demande 10 francs par entrée contre 55 francs pour le parc nautique, fait à celui-ci une concurrence déloyale, ôtant tout espoir de rétablir les comptes.

Mais M. Jean Lecanuet, maire de Rouen, a rejeté catégoriquement l'éventualité d'une concession de la gestion du centre nautique municipal. Le déficit total avoisinant les 7 millions de francs avec les frais financiers et les dettes envers les actionnaires, la tâche sera délicate pour l'administrateur judiciaire. Trois hypothèses sont envisagées : une fermeture totale, une reprise par un autre opérateur, ou la création d'une société d'économie mixte pilotée par la ville de Rouen, qui, selon un proche du maire, serait *« prête à tenter le coup »*.

ETIENNE BANZET

Pour pouvoir importer des céréales

L'URSS va accélérer ses ventes d'or et de diamant

Pour financer ses achats de céréales à l'Ouest, l'URSS va accélérer ses ventes d'or et de diamant sur le marché mondial, a annoncé, mardi 31 juillet, la télévision soviétique. D'ores et déjà, Moscou qui a signé il y a quelques jours un accord avec le groupe sud-africain De Beers pour la commercialisation de sa production de diamant (*le Monde* du 27 juillet), a fortement accru, depuis le début de l'année, ses cessions d'or.

Problèmes de transport et de stockage

L'accélération annoncée mardi fait suite au refus des Etats-Unis d'accorder de nouvelles facilités d'achats à l'URSS. D'après la télévision soviétique, si la moisson s'annonce bonne cette année, les problèmes de transport et de stockage menacent une nouvelle fois le résultat des récoltes.

D'après une publication du Crédit suisse, l'URSS a déjà livré 300 tonnes d'or durant les cinq premiers mois de l'année à Londres et à Zurich (où est réceptionnée la quasi-totalité de l'or soviétique), soit autant que pendant toute l'année 1989. Le Crédit suisse, qui estime la production annuelle soviétique d'or à 300 tonnes et ses stocks à 2 500 tonnes, souligne que l'accélération des ventes par l'URSS en période de bas prix tend à prouver que Moscou *« n'est plus en mesure de tenir compte de la situation des cours lorsqu'elle met son or en vente »*. – *(AFP.)*

□ **ALBANIE : légalisation des investissements étrangers.** – L'Albanie a annoncé mardi 31 juillet la légalisation des investissements étrangers, nouveau signe de l'abandon graduel de sa politique d'isolement après quarante ans d'autarcie. L'agence officielle ATA, captée à Vienne, rapporte que le présidium de l'Assemblée du peuple, réuni sous la présidence du chef du Parti communiste albanais et numéro un du pays, Ramiz Alia, a approuvé deux décrets aux termes desquels les investisseurs étrangers pourront rapatrier en devises leurs bénéfices. Ces décrets vont établir *« des formes de coopération plus avancées et assurer les partenaires étrangers des garanties légales nécessaires »*, ajoute ATA. – *(Reuter.)*

Le champignon de Paris en péril

Les professionnels français du champignon de couche, plus connu sous l'appellation de champignon de Paris, demandent des mesures de protection contre les importations de produits, frais ou transformés, en provenance des pays tiers, notamment de Pologne.

Ils viennent de sonner l'alarme auprès du ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, pour qu'il déclenche la procédure de sauvegarde prévue par la CEE pour mettre un coup d'arrêt aux importations. *« Nos prix s'effondrent »*, s'inquiète M. Jacques Miklichansky, directeur de la Fédération nationale des conserveries coopératives, chargé du dossier par une profession aux abois. Les importations polonaises sont passées de 4 000 tonnes en 1984 à 37 000 tonnes l'an dernier.

Les végétaux polonais sont surtout utilisés aux Pays-Bas, et, selon les professionnels français, il s'agit d'un « détournement » de la réglementation communautaire. La France produit 220 000 tonnes par an, et la CEE affiche le titre envié de premier producteur mondial de champignons, avec un chiffre d'affaires annuel de 6 milliards de francs. Un record à conserver...

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt de la cour d'appel de Paris, du 6 novembre 1989, la cour a rendu la décision suivante :

« Et considérant que la FÉDÉRATION DES MUTUELLES DE FRANCE ne saurait être fondée à soutenir que les termes et images litigieux ne relèvent pas de sa part de la volonté de discréditer les sociétés d'assurances et qu'au contraire ceux-ci avaient comme objectif de mettre en valeur les qualités spécifiques des mutuelles et de permettre aux consommateurs d'opérer un choix en toute connaissance de cause » ;

« Considérant en effet que ces termes et images présentent notamment les sociétés d'assurances ou bien comme assimilant l'assuré à une « voiture », à une « bagnole » à mettre à la « casse » ou à jeter au « rebut » ou bien, comme lui appliquant les mêmes modalités de garantie qu'à une voiture ou bien comme l'excluant de la garantie lorsque la probabilité de la survenance du risque à garantir est importante ou bien comme lui faisant payer des surprimes : qu'en ce faisant la F.M.F., outre que certaines de ses allégations sont controuvées telle l'exclusion des personnes âgées de plus de 60 ans, avait la volonté manifeste de dénigrer les sociétés d'assurances dans le domaine de la protection sociale complémentaire, d'une part, en passant sous silence les services qu'elles dispensent et, d'autre part, en leur attribuant comme motivation non pas l'intérêt de l'assuré, mais la recherche du profit ; qu'elle a à l'évidence dirigé ces attaques dans l'intention de nuire à la représentation dans le public des sociétés visées et sous le couvert du discrédit devant nécessairement en résulter de détourner leurs assurés existants ou potentiels au profits d'organismes mutualistes ; que si confirmation est nécessaire il suffit de se reporter à la déclaration publiée dans un organe de presse aux termes de laquelle le président d'une union départementale des Mutuelles de la Haute-Vienne se félicitait de ce qu'à la suite de la campagne publicitaire en cause, de nombreuses personnes avaient adhéré aux mutuelles.

« Confirme les dispositions du jugement du tribunal de grande instance de Paris du 18 janvier 1989 ayant condamné le Fédération des Mutuelles de France « F.M.F. » à payer à la Fédération Française des Sociétés d'Assurances « F.F.S.A. » et à la Fédération Nationale des Syndicats d'Agents Généraux d'Assurances (F.N.S.A.G.A. » la somme de 1 franc à titre de dommages et intérêts pour avoir fait publier dans le public des propos dénigrants à leurs encontre ».

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Malgré des résultats flatteurs

Les perspectives des sociétés d'eau britanniques restent moroses

Conformes aux prévisions des analystes, les résultats financiers que viennent de publier les dix sociétés régionales d'eau sont encore supérieurs à ceux du « prospectus » de privatisation de décembre dernier. Mais les investissements massifs nécessaires pour améliorer la qualité de l'eau et les incertitudes politiques pèsent sur l'avenir.

LONDRES

correspondance

Les grandes sociétés d'eau britanniques se portent bien. Les bénéfices imposables de Severn Trent, deuxième société régionale d'eau, s'élèvent à 130 millions de livres (environ 1,3 milliard de francs) pour le dernier exercice, terminé fin mars, contre 97,5 millions pour le précédent, et 9 % de plus que ne prévoyait son *« prospectus »*. Northwest a annoncé une hausse de 70 % de son bénéfice imposable. Welsh Water (pays de Galles) affiche 39,5 millions de livres, 10 % au-dessus des prévisions ; Southern, avec 60 millions de livres, fait 5 % de plus... Même Anglian, la seule des dix sociétés privatisées avec des dettes à son bilan, peut se targuer d'une progression de 17 %.

Ces résultats, conformes aux prévisions des analystes du secteur, n'ont guère surpris. *« Deux tiers des revenus de ces sociétés proviennent de la distribution d'eau, dont les tarifs ont été fixés pour dix ans. La stabilité des recettes est assurée. L'impact sur les bénéfices d'un service de la dette plus lourd que prévu est négligeable »*, explique Lakis Athanasiou, expert du secteur pour le courtier UBS-Philips & Drew. Mais, ajoute-t-il, *« il faut attendre deux à trois ans pour se prononcer »*. Deux incertitudes pèsent en effet sur l'avenir des « dix » : le montant réel des investissements futurs et les perspectives politiques.

La City estime à 2,5 milliards de livres (plus de 25 milliards de francs) par an les investissements nécessaires pour améliorer la qualité de l'eau et se mettre en conformité avec les normes européennes (tant pour l'assainissement, notamment sur le littoral, que pour l'eau potable). Les sociétés privatisées doivent en effet renouveler des infrastructures qui datent en grande partie de l'ère victorienne. Le calendrier des dépenses est très précis, en raison de la volonté du gouvernement de désarmer l'opposition d'une grande partie de l'opinion à la cession au secteur privé d'une « richesse nationale ».

Pour M. Athanasiou, *« le bénéfice annuel des sociétés ne peut couvrir les énormes capitaux dont elles ont besoin. Elles vont donc devoir s'endetter dans les deux ou trois ans. Prévoir les taux d'intérêt à cette échéance relève de la devinette »*. Seule une amélioration de la productivité par l'introduction de technologies nouvelles permettra de réduire les coûts. Jusqu'ici une seule société, Northumbrian, est parvenue à économiser sur les investissements.

L'attitude négative des autorités

En quête de recettes nouvelles, les sociétés peuvent accélérer leur diversification, à l'instar de la Welsh, qui investit dans le téléphone portable, de Thames, qui s'oriente vers la plomberie, ou d'Anglian, qui cherche à commercialiser les résidus d'épuration (et vient d'acheter une société spécialisée). La nécessité de maintenir des « synergies » avec ces activités nouvelles, les réticences de la City à l'égard des nouveaux managers, qui n'ont pas encore fait leurs preuves, limitent leurs marges de manœuvre. Pas question pour elles de suivre l'exemple des grands groupes français en jouant la carte de la croissance et de la puissance que confère la taille.

Les incertitudes politiques expliquent aussi la morosité du *« water package »*, cet index regroupant un millier d'actions de ces dix compagnies. Les sondages donnent aux travaillistes une avance d'une dizaine de points sur les conservateurs au pouvoir, en cas d'élections générales (qui doivent avoir lieu au plus tard en juin 1992). Or le Labour a promis de renationaliser l'eau, dont la cession au privé a rencontré beaucoup de résistance dans l'opinion, malgré le succès de la souscription – plus fort que pour les autres privatisations sauf celle de British Gas.

L'interventionnisme « musclé » de M. Nicholas Ridley, ministre de l'industrie et du commerce jusqu'à sa récente incartade, a aussi tempéré l'enthousiasme initial. Son successeur, M. Peter Lilley, est de la même veine. Les réticences manifestées jusqu'ici au projet de fusion de trois petits distributeurs d'eau privés de la région londonienne en un nouvel ensemble (les *« Trois vallées »*) contrôlé par le groupe français Générale des eaux, la demande de réduction de la participation de celle-ci dans une petite société du Sud-Ouest, Mid-Kent, attestent de la volonté des pouvoirs publics de limiter la part des intérêts étrangers, mais aussi de figer la situation actuelle.

Dans un tel contexte, les dirigeants des sociétés privatisées redoutent qu'une période de stagnation ne succède à la phase d'expansion provoquée par la privatisation. Se faisant l'écho des craintes de ses confrères, l'un d'eux résume : *« La structure actuelle de la distribution d'eau est le résultat d'une longue évolution. On peut craindre que l'attitude négative des autorités à l'égard des fusions ou des acquisitions ne bloque le développement du secteur. »*

MARC ROZEN

Après le scandale des narcodollars et l'affaire Kopp

La Suisse renforce sa législation contre le blanchiment de l'argent sale

BERNE

de notre correspondant

Conséquence du scandale des narcodollars et de l'affaire Kopp, une nouvelle norme pénale destinée à réprimer le blanchiment de l'argent sale est entrée en vigueur mercredi 1er août en Suisse. Principale innovation de cette révision du code pénal approuvée par le Parlement fédéral, une peine de prison de trois ans au plus ou une amende sont désormais prévues pour toute entrave à l'identification de détenteurs de valeurs patrimoniales ou le manque de vigilance en matière d'opérations financières. Dans les cas graves, la peine peut même aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. Autre nouveauté, les sanctions envisagées ne s'appliquent pas seulement aux banques, mais à toutes les personnes qui exercent une activité dans le secteur financier, c'est-à-dire également les « parabanques », les fiduciaires, les agents de change, les conseillers en placement, les marchands de métaux précieux et les avocats d'affaires. Selon le département de justice et la police, la Suisse disposera ainsi de l'une des législations les mieux adaptées aux exigences de la lutte contre le blanchiment d'argent.

Le gouvernement helvétique n'entend cependant pas en rester là. Parmi d'autres mesures à l'étude pour compléter la norme pénale, il propose l'introduction d'une déclaration obligatoire pour l'importation d'argent liquide, certaines restrictions en matière de visa ou encore une réglementation du commerce des billets de banque.

De plus, un groupe de travail examine la révision des prescriptions relatives à la confiscation des valeurs patrimoniales provenant d'une infraction. Enfin, les autorités suisses sont en train d'élaborer des dispositions sur les organisations criminelles, la responsabilité pénale des entreprises et le droit des milieux financiers de dénoncer les transactions douteuses. Autant d'initiatives visant à redorer le blason de la Suisse et de sa place financière.

JEAN-CLAUDE BUHRER

« Sureffectif qualitatif » chez Citroën

Suite de la première page

Au cours du premier semestre 1990, 294 personnes ont déjà été embauchées à Aulnay (31 employés et agents de maîtrise, 107 ouvriers professionnels et 156 non-professionnels) et autant devraient l'être au second semestre car les prévisions tablent sur un effectif de 6 300 personnes en fin d'année, soit 620 salariés supplémentaires en un an.

En outre, dans le cadre de l'opération dite de réduction du *« sureffectif qualitatif »* (*le Monde* du 30 mars), il faudra remplacer plus de 500 personnes. Début juillet, 450 salariés avaient fait part de leur intention de quitter l'entreprise : 435 en sollicitant une préretraite FNE (1), une vingtaine en répondant aux offres de départ volontaire avec, à la clé, une prime de 20 000 à 25 000 francs.

En revanche, les aides au retour n'ont jusqu'à présent séduit aucun travailleur immigré (parmi la population ouvrière, on compte 67 % de salariés d'origine étrangère, dont 2 044 non-Européens et 1 762 Maghrébins). La direction évalue à une centaine les départs supplémentaires qui devraient intervenir d'ici au mois de mars 1991, date d'échéance de ce plan social fondé sur un *« strict volontariat »*. Dans ces conditions, le remplacement de 900 salariés d'ici au mois de mars, avancé lors du lancement du plan social, n'est plus présenté que comme un objectif *« indicatif »*.

Si l'on ajoute les recrutements effectués indépendamment du plan social, c'est par conséquent plus d'un millier de recrutements qui devraient théoriquement intervenir sur l'ensemble de l'année 1990. Une ambition que les obstacles rencontrés sur le marché du travail risquent fort de compromettre.

« La main-d'œuvre qualifiée que nous recherchons est très prisée. Les autres établissements industriels installés dans le nord de Paris connaissent des difficultés similaires et certaines PME se livrent à une surenchère sur les salaires d'embauche », constate M. Jean-Marie Grossmann, responsable du personnel ouvrier et agent de maîtrise d'Aulnay. Aussi, Citroën s'apprête à mettre la barre un peu plus bas. La limite d'âge (trente ans) appliquée jusqu'ici va être revue et il n'est désormais plus question de se limiter aux seuls CAP de la métallurgie. *« D'autres CAP nous intéressent également. Ce qui importe, c'est d'abord la capacité d'évolution des nouveaux venus »*, considère M. Grossmann.

Des ouvriers « inaptes »

Ces difficultés relancent les critiques déjà formulées par certains syndicats. A la CFDT, on cite à l'appui *« l'accord à vivre »* signé par les cédétistes de la régie Renault, qui comporte un plan de professionnalisation de 25 000 ouvriers non qualifiés sur cinq ans. *« Tous les salariés sont adaptables à condition de leur proposer une évolution de carrière satisfaisante et d'investir dans la formation. Chez Citroën, celle-ci atteint 4 % de la masse salariale mais profite surtout aux plus hautes qualifications »*, estime M. Didier Dumontier (CFDT). Selon lui, *« on cherche aujourd'hui à se débarrasser d'immigrés que l'on n'a jamais vraiment cherché à former »*.

Chez Citroën, on rétorque qu'il serait vain de croire que l'on peut remettre à niveau tous les agents les moins qualifiés. En dépit des 180 000 heures de formation dispensées à Aulnay en 1989, les évolutions technologiques, plaide le constructeur, ne sont pas compatibles avec le profil sociologique de la population ouvrière de l'usine qui, construite en 1973, a accueilli ces dernières années de nombreux salariés des anciens établissements de la région parisienne (Clichy, Levallois, Saint-Ouen, Nanterre). Sa pyramide des âges en a ressenti les effets ; les moins de trente-cinq ans représentent 13,6 % des effectifs, contre 51,8 % pour les plus de quarante-cinq ans. En outre, parmi les 4 400 ouvriers, 3 177 sont sans qualification et 1 200 d'entre eux sont jugés *« inaptes à tenir un poste plus complexe »* par Citroën.

La méthode choisie à Aulnay, affirme par conséquent la direction, est la mieux adaptée pour mener à bien la réorganisation de la production qui s'accompagne d'opérations *« d'enrichissement des tâches »*. Néanmoins, cette modernisation ne pourra progresser au rythme prévu car Citroën, qui escomptait ne conserver à court terme que 300 emplois peu qualifiés à Aulnay, devra en maintenir davantage. Certaines fonctions nouvelles exigeant de la part du personnel des efforts de mémorisation accrus devront être fractionnées.

« Les problèmes d'adaptation de la main-d'œuvre dureront encore une décennie, mais les plus grosses difficultés sont derrière nous. Aulnay dispose d'un potentiel de développement important », assure M. Grossmann. Reste que cette opération de substitution entre ouvriers peu qualifiés et jeunes mieux formés, considérée par ses promoteurs comme plus efficace que les tentatives – socialement moins abruptes – d'adaptation du personnel en place, se trouve aujourd'hui entravée par un déficit de main-d'œuvre qualifiée.

La situation actuelle, si elle perdure, risque de rendre nécessaires des dépenses accrues de formation pour les nouveaux arrivants et des efforts supplémentaires sur les salaires d'embauche.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) : A condition d'être âgé de plus de cinquante-six ans et deux mois avant le 1er mars 1991.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 40-65-25-25. Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-25-25. Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

PÊCHE

Au conseil des ministres

M. Mellick présente une réforme de l'organisation interprofessionnelle

M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer, a présenté au conseil des ministres mercredi 1er aout un projet de loi sur l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes, des élevages marins (aquaculture) et de la conchyliculture (culture des moules, des huîtres, des palourdes).

Il s'agit pour l'essentiel de mettre à jour un dispositif juridique et législatif qui date d'un décret de janvier 1852 et d'une ordonnance d'août 1945. Or depuis, et notamment à partir de 1983, une politique européenne des captures et d'organisation des marchés très rigoureuse a été mise en œuvre, et les différents métiers de la pêche doivent, comme les autres secteurs économiques, améliorer leur compétitivité.

Le projet de loi, qui comprend dix-neuf articles prévoit la création d'un organisme national interprofessionnel et de comités régionaux et locaux. Le ministre de la mer a cherché à améliorer la représentation des différentes familles intervenant dans la pêche (pêcheurs, salariés, artisans, entreprises, transformateurs, négociants, organisations de producteurs), à accroitre la place faite aux coopératives, à faire en sorte que toutes les régions de pêche (notamment la Méditerranée) soient présentes dans l'organisme national et à généraliser le principe de l'élection pour la désignation des membres des comités locaux et du comité national.

Ces comités disposeront d'un véritable pouvoir réglementaire et les ministres de la mer et du budget pourront, par arrêté, rendre obligatoires certaines délibérations pour tous les membres des professions qui, éventuellement, en contesteraient le bien-fondé.

L'une des dispositions essentielles autorise les organisations professionnelles à prélever auprès de leurs membres des cotisations obligatoires qui sont des sortes de taxes parafiscales. Cette mesure constitue une innovation par rapport à l'ordonnance de 1945. Il est en effet apparu nécessaire de conférer à ces organismes dotés de larges pouvoirs les moyens d'une véritable action d'intervention et d'organisation générale de l'ensemble de la filière (de la capture à la consommation), tant pour la pêche proprement dite que pour l'aquaculture.

F. Gr.

Une décision de M. Michel Charasse

Les vivres emportés à bord par les pêcheurs seront exonérés d'impôts

A la suite d'une intervention personnelle du président de la République, M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, vient d'accepter d'exonérer du revenu imposable les vivres que les pêcheurs emportent sur leurs navires et que les employeurs mettent gratuitement à la disposition des marins.

En théorie, comme il s'agit d'avantages en nature, ils sont soumis, selon des règles anciennes du droit fiscal rappelées notamment dans un guide de 1984, à l'impôt et aux cotisations sociales dans les conditions de droit commun.

Les services des impôts avaient constaté que, dans de nombreux cas, les marins, qu'ils soient artisans ou employés d'armateurs industriels, ne déclaraient pas les sommes en question et, du coup, ils avaient procédé aux rectifications à compter du 1er janvier 1988. Pour tenir compte à la fois des traditions maritimes et de la situation souvent difficile des marins pêcheurs et de leurs familles (notamment après les tempêtes de cet hiver), M. Charasse s'est résolu à abandonner les redressements fiscaux qui avaient été enclenchés.

« Une telle imposition ne pouvait être perçue par les pêcheurs que comme une injustice faite à une catégorie sociale souvent défavorisée », a estimé pour sa part le ministre de la mer, M. Jacques Mellickk.

□ **Première réunion du comité mixte franco-espagnol.** – Le comité mixte franco-espagnol relatif à la police de la pêche a tenu sa première réunion le mardi 31 juillet à Paris. Selon le ministère français de la mer, cette rencontre a permis de rechercher les moyens de mieux identifier les navires espagnols qui pêchent dans le golfe de Gascogne de manière frauduleuse, notamment en dissimulant leurs numéros d'immatriculation. La prochaine réunion aura lieu avant la fin de septembre à Madrid.

AUTOMOBILE

BMW 850 I : une vitrine pour gens fortunés

« BMW a cherché avec ce modèle à atteindre le maximum qu'un constructeur puisse offrir à un client riche. » C'est en ces termes que le président du directoire de BMW-France, M. Didier Metret, a présenté voici quelques jours la dernière née de la firme allemande, la 850 I, superbe bête de route tournée vers le grand tourisme plus que vers le sport.



4 988 cm³, 300 chevaux pour 25 CV fiscaux

Cette nouvelle vitrine de la marque vise en effet les quarante-cinq-soixante ans, sans soucis de revenus ou d'avantages attachés à la fonction, dont les ambitions routières sont avant tout inspirées par le luxe, le confort et le prestige. C'est sans doute pour cela que le constructeur allemand a délibérément limité la performance maximale du moteur à... 250 km/h, par rupture de l'allumage (à 5 200 t/ minute). C'est une technique connue qui ne trompe personne mais peut surprendre au moment d'un dépassement opéré sur route (fermée, bien sûr).

Avec ses 300 chevaux rangés sous son capot et son couple (45,9 m/kg à 4 100 tours au moteur) le V12 ne présente guère de faiblesse dans quelque situation que ce soit. D'autant plus que la boîte de vitesses à six rapports et large plage en permet une exploitation aisée. C'est sans doute là d'ailleurs la principale qualité de la mécanique qui ne réclame aucune disposition particulière de la part du conducteur, sinon celle d'avoir les moyens financiers d'utiliser la machine sans réserve.

L'électronique est largement mise à contribution dans l'ensemble du véhicule : outre les vérifications habituelles que permet cette technique, un contrôle automatique de la stabilité, une régulation du couple moteur et donc du couple de freinage, une commande automatique de l'amortissement, constituent des domaines plus rarement explorés et particulièrement efficaces ici. Un pont arrière original a été par ailleurs monté, qui procède d'une suspension à cinq bras (trois triangles obliques, un bras longitudinal et un bras de liaison). L'ensemble de ces données assurent à la route un comportement sain et neutre qu'une insonorisation poussée complète.

Tous les équipements livrés font du poids. Ceci justifiant cela, la 850 I, comme on le disait plus haut, est d'autant plus destinée au grand tourisme qu'elle ne l'est pas à la conduite dite « sportive ».

Quoi qu'il en soit, cinq cents commandes ont, pense-t-on, déjà été prises en France, pour des livraisons probables cette année à deux cents exemplaires.

C. L.

► **Prix : plus de 600 000 F. Livraison en septembre.**

EN BREF

□ **Propreté urbaine : Saur s'implante en Grande-Bretagne.** – Deux filiales britanniques de Saur (groupe Bouygues) viennent d'obtenir leurs premiers contrats dans la propreté urbaine. Stalwart Environmental Services, joint-venture constitué avec la société régionale britannique Southern Water, a obtenu le ramassage des déchets à Harrow (200 000 habitants), au nord de Londres, à partir du 1er octobre avec un chiffre d'affaires annuel de 4,5 millions de francs. Cambrian Environmental Services, joint-venture avec Welsh Water, va effectuer le nettoyage des rues dans le comté de Glamorgan-Mid et à Stratford-upon-Avon, avec un chiffre d'affaires total de 7,5 millions de francs.

□ **Nouvelle menace de saisie pour le Centre médical du 4-septembre.** – Par voie d'huissier, le 26 juillet, les responsables du Centre médical du 4-septembre ont appris que la Caisse interprofessionnelle de retraite CIRRIC avait ordonné la vente du matériel du dispensaire, le 7 septembre, à 8 h 30, en paiement de 113 000 F d'arriérés de cotisations. Le centre a demandé de surseoir à cette saisie-vente jusqu'à ce que la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris ait statué sur l'éventuel conventionnement de l'établissement, envisagé depuis l'intervention du ministère, le 12 juillet, après une première menace de saisie.

□ **Accord franco-britannique pluriannuel pour la desserte des lignes de ferries sur la Manche.** – La Société nouvelle d'armement transmanche (filiale de la SNCF) et son partenaire britannique Sealink viennent de signer un accord de coopération pour la desserte des lignes de ferries sur la Manche. Cet accord s'appliquera jusqu'au 31 décembre 1995, c'est-à-dire bien au-delà de la mise en service du tunnel sous la Manche. Les accords antérieurs étaient annuels. Les deux partenaires s'engagent sur une politique coordonnée d'amélioration de l'offre (fréquence, capacité, régularité) et sur la qualité des prestations à bord des navires.

□ **Banques populaires : accord sur la formation et l'emploi.** – La chambre syndicale des Banques populaires, qui rassemble les 31 banques régionales du groupe, vient de signer avec la CFDT, la CFTC et le SNB-CGC un accord national sur l'emploi et la formation. Proche de la gestion prévisionnelle de l'emploi, cet accord vise à anticiper les données sur l'emploi dans une démarche prospective, à réunir et à développer les compétences de demain par le perfectionnement et la promotion du personnel, et à favoriser les évolutions professionnelles par l'adaptation et la mobilité. S'appuyant sur les salariés actuels pour évoluer, les signataires vont renforcer le suivi de la formation.

NOMINATION

M. Henri Carsalade directeur général du CIRAD

M. Henri Carsalade a été nommé au conseil des ministres du 1er août directeur général du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

[Né le 27 janvier 1943 à Latrape (Haute-Garonne), M. Carsalade, ancien élève de l'Institut national agronomique, est ingénieur en chef du génie rural, des eaux et forêts. Il a été en poste à plusieurs reprises outre-mer : à la Martinique (1969-1972), aux Comores (1972-1975), en Polynésie française (1975-1978). Il a aussi rempli diverses fonctions au ministère des DOM-TOM et à celui de la recherche et de la technologie (1978-1983) et a été, de 1983 à 1987, conseiller pour la science et la technologie près l'ambassade de France à Madrid. En 1988, il devient directeur scientifique du CIRAD, dont il est nommé directeur général adjoint en décembre 1989. M. Carsalade a été membre de plusieurs conseils internationaux spécialisés dans la recherche agronomique et il a été souvent envoyé en mission, aussi bien dans des pays industrialisés ou en voie de développement que dans des DOM-TOM et auprès d'organisations internationales.]

CARNET DU Monde

Naissances

– Jean-Pierre SERGENT
et
Pascale COLLONGUES,
Jeanne et Paul SERGENT,

sont heureux de faire part de la naissance de

Guillaume,

le 20 juillet 1990.

42, rue de l'Aqueduc,
75010 Paris.

Mariages

– Avec leurs parents,

Sandrine BOURSIER
et
Gilles TASSIN,

sont heureux d'annoncer leur mariage, qui sera célébré le samedi 4 août 1990, en l'église Saint-Michel de Montmesly, à Créteil.

Décès

– Anne,
son épouse,
Claire, Thierry et Bertrand,
ses enfants,
Elodie,
sa petite-fille,
Marie-Léone, Yves, Odile, Hubert, Joël, Julie,
ses frères et sœurs,
Isidore, Jean, Michel, Monique, Josette, Arsène,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Les familles Bouchet et Mathelier,
ont la douleur de faire part du décès de

François BOUCHET,

survenu accidentellement à l'âge de cinquante-quatre ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Derval (Loire-Atlantique), le vendredi 3 août 1990, à 15 heures.

18, rue du Bois-du-Boschet,
La Gree,
44590 Derval.
2, allée de la Charbonnière,
78430 Louveciennes.

– Le président
Et les membres du conseil d'administration,
Le directeur
Et les membres du comité de direction,
Le personnel de l'Institut technique des céréales et des fourrages (ITCF),
ont la tristesse de faire part du décès brutal de leur collègue et ami

François BOUCHET,
chef du département production,

survenu le 30 juillet 1990.

La cérémonie religieuse aura lieu le 3 août, à 15 heures, en l'église de Derval (Loire-Atlantique).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le personnel du CEREQ
a le regret de faire part du décès de

M. Gabriel DUCRAY,
fondateur et premier directeur
du CEREQ de 1970 à 1981,
officier de la Légion d'honneur,

le 29 juillet 1990.

CEREQ,
9, rue Sextius-Michel,
75015 Paris.

(*Le Monde* du 1er août.)

– Mme Etienne Gout,
son épouse,
Michèle Gout,
Matthieu et Marion Lemerle,
Catherine et Hervé Bichat,
Philippe, Paul,
Jean-Marc Bichat
et Marie-Hélène Solana,
Jean-Pierre et Marie-Claude Gout,
Jérôme, Juliette, Antoine,
Alain Gout,
Xavier et Hélène Gout
et leurs enfants,
ses enfants, petits-enfants, neveux et petits-neveux,
M. et Mme Max Fay
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Etienne GOUT,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
ancien directeur
de la Caisse nationale
de la sécurité sociale,
président d'honneur
de UIF et UGIMO,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 27 juillet 1990, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le lundi 30 juillet, au cimetière du Montparnasse.

Des dons pour la recherche contre le cancer peuvent être adressés à l'Institut Gustave-Roussy, rue Camille-Desmoulins, 94804 Villejuif.

27, avenue du Plessis,
92270 Châtenay-Malabry.
51, boulevard Auguste-Blanqui,
75013 Paris.
4, rue de la Sablière,
92410 Ville-d'Avray.
12 *bis*, avenue du Général-Leclerc,
78430 Louveciennes.
108 *bis*, boulevard Auguste-Blanqui,
75013 Paris.

– L'Association des anciens éclaireurs et éclaireuses
a le regret de faire part du décès de

Jacques-Olivier GRANDJOUAN,
(Baloo),

à Vallauris, le 7 juillet 1990, dans sa quatre-vingt-septième année.

– **Michel GUY,**
officier de la Légion d'honneur,
ancien ministre de la culture,

est décédé lundi 30 juillet 1990, à Paris, à l'âge de soixante-trois ans.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité de sa famille.

Une messe sera célébrée à Paris, en septembre.

De la part de
Marie-Hélène Le Mignot,
née Guy,
sa sœur,
Jean-Jacques Le Mignot,
son beau-frère,
Pierrette Guy,
André et Nicole Guy,
ses oncle et tantes,
leurs enfants,
Daniel et Danielle Guy,
Daniel et Marie-France Faucher,
et leurs enfants,
Igor Eisner,
Tous ses amis proches.

5, rue Palatine,
75006 Paris.

– Janine Alexandre-Debray,
présidente,
Et les membres du conseil d'administration du Festival d'automne à Paris,
Marie Collin
Et Joséphine Markovits,
directrices artistiques,
Michèle Valty
Et tous les collaborateurs du Festival d'automne à Paris,
ont la profonde tristesse de faire part du décès, le lundi 30 juillet 1990, à l'âge de soixante-trois ans, de

Michel GUY,
officier de la Légion d'honneur,
ancien ministre,
directeur général
du Festival d'automne à Paris.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Festival d'automne à Paris,
156, rue de Rivoli,
75001 Paris.

– Le président du conseil de surveillance de la SEPT,
Georges Duby,
Le président du directoire,
Jérôme Clément,
Et l'ensemble du personnel et des collaborateurs,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Michel GUY,
vice-président
du conseil de surveillance.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

La SEPT,
35, quai André-Citroën,
75015 Paris.

(*Lire page 15*
et le Monde *du 1er août.*)

– Aix-en-Provence.

Mme André Lassaigne,
Ses enfants
Et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André LASSAIGNE,
officier de la Légion d'honneur,
ancien administrateur
au ministère des PTT,
président général honoraire
de la MGPTT.

Les obsèques ont été célébrées le mercredi 1er août, en l'église Saint-Jean-de-Malte, à Aix-en-Provence.

– Etretat.

Mme Charles Lassire,
son épouse,
M. et Mme Gilles Lassire,
ses enfants,
La famille,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Charles LASSIRE,
PDG de la SA Lassire et Cie,
à Abidjan (Côte-d'Ivoire),

survenu le 31 juillet 1990, dans sa soixante-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 3 août, à 15 heures, en l'église Notre-Dame d'Etretat.

34, rue Guy-de-Maupassant,
76790 Etretat.
01 BP 142 Abidjan,
01 République de Côte-d'Ivoire.
PFA Michel Hamel,
76790 Etretat.
Tél. : 35-27-08-29.

– Mme Jean Paulme,
Ses enfants
Et ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean PAULME,
inspecteur général de l'administration,
ministère de la culture,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
chevalier des Palmes académiques,
chevalier des Arts et des Lettres,

survenu le 28 juillet 1990, dans sa soixante-sixième année.

14, avenue Jean-Perrin,
92330 Sceaux.

– Fréderic et Guillaume Rebuffat,
M. et Mme Armand Rebuffat,
Maurice et Mireille Bellemin
et leurs enfants,
Jean et Martine Rebuffat
et leurs enfants,
ont le regret de faire part du décès de

Jacques REBUFFAT,
administrateur général
du théâtre Mogador,

survenu le 28 juillet 1990,

et rappellent le souvenir de

Jacques MIZRAHI,
ingénieur concepteur,

décédé le 16 décembre 1985.

– M. et Mme Pierre Steinthal,
son frère et sa belle-sœur,
Philippe et Edouard,
ses neveux,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Eve STEINTHAL,
dite Dessarre,
journaliste et écrivain,

survenu le 27 juillet 1990, à Issy-les-Moulineaux, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 1er août, dans la plus stricte intimité, à Clamart.

53, rue Jean-Jaurès,
91300 Massy.

– Mme Paul Vauclair,
son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul VAUCLAIR,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1940,
ancien député,
président d'honneur
de la Fédération mondiale
des maîtres tailleurs,

survenu le 26 juillet 1990, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Saint-Joseph de Clamart, le lundi 30 juillet, dans l'intimité familiale, suivie de l'inhumation au cimetière intercommunal de Clamart, dans le caveau de famille.

Remerciements

– M. Michel Solanet,
son fils,
Mme Auguste Laplagne,
sa sœur,
Tous leurs parents et alliés,
profondément touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Pierre SOLANET,

survenu à Nice, le 23 juillet 1990, à l'âge de quatre-vingt-trois ans,

prient toutes les personnes qui, par leurs présence, messages et envois de fleurs, se sont associées à leur douleur, de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

– En ce cinquième anniversaire de leur rappel à Dieu,
Nicole et Marie-Noëlle Pietri,
leurs filles,
prient tous ceux qui ont apprécié et aimé

Lucienne et Paul PIETRI

de conserver vivante leur mémoire.

– Pour le vingtième anniversaire de la mort du

docteur Jean SUTTER.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

– Voici un an, le 1er août 1989, le

docteur Pauline WALDÉ

quittait les siens dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 1er août 1990 :

UNE LOI

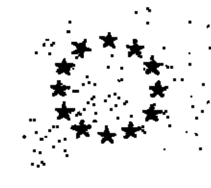
– No 90-689 du 30 juillet 1990 relative à la révision générale des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des bases des impôts directs locaux.

UN DÉCRET

– No 90-670 du 31 juillet 1990 relatif à la constitution et à l'organisation du corps de défense de la sécurité civile et fixant les modalités d'accomplissement du service national dans ce corps de défense.

UNE LISTE

– Des candidats admis au concours d'entrée à l'Ecole militaire interarmes en 1990.



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC HANDELSBLAD · LE SOIR · Le Monde · Süddeutsche Zeitung · CORRIERE DELLA SERA · EL PAIS · De Standaard · THE INDEPENDENT



IVM est une SOCIÉTÉ EUROPEENNE avec un savoir-faire de 20 ans en prestation de bureaux d'études/fabrication prototype. Nos 800 ingénieurs/techniciens ont des spécialités variant selon nos agences. Ils ont à leur disposition des équipements informatiques informatiques de haut de gamme. Les restructurations dans l'industrie explique notre croissance actuelle.

Nous recrutons pour implantation à Paris (Evry):

Ingénieur, Projeteurs B.E. 1 ou 2 Etude 2

Outillages, Machines spéciales, Connaissance de CAO/DAO (CATIA ou équivalent) fortement appréciée

Les postes demandent autonomie, disponibilité, compétence, esprit d'initiative, contacts techniques dans les secteurs aéronautique, automobile, machines spéciales, etc...

Si votre profil correspond à ces critères, venez participer à la croissance de la première implantation d'IVM FRANCE.

Contacter (ou envoyer votre C.V.)

IVM FRANCE
Boulevard des Coquibus
91025 EVRY CEDEX (1) 64 97 11 55

Le Monde de l'International



L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture invite les personnes intéressées à présenter leur candidature pour le poste de

TRADUCTEUR/REVISEUR (arabe)

pour son siège à Rome, Italie

• Responsabilités: Traduire en arabe en forme finale, prête à la publication, des documents sur des sujets très variés rédigés en anglais ou en français. Participer aux travaux de recherche linguistique du service de traduction. Vérifier le travail d'autres traducteurs et traduire en anglais ou en français des textes rédigés en arabe.

• Qualifications: Diplôme universitaire avec une certaine spécialisation dans le domaine linguistique ou diplôme reconnu de traduction. Cinq ans d'expérience professionnelle de traducteur. Maîtrise parfaite de l'arabe et excellente connaissance de l'anglais et du français. Aptitude à travailler en bonne intelligence avec des personnes de nationalité et de culture différentes. Etre disposé à travailler sur machine de traitement de textes. Il sera demandé aux candidats ayant les compétences requises de passer un examen.

• Avantages: Indemnité d'installation, salaire exempté d'impôts, indemnité de poste en fonction du coût de la vie, indemnité pour frais d'études des enfants et autres avantages liés à l'emploi dans une organisation internationale.

Envoyer un curriculum vitae détaillé avant le 30 septembre 1990 en citant "VA 839-GIP" à:
Administrateur du Personnel PG/GIDX,
FAO, Via delle Terme di Caracalla,
00153 Rome, Italie.

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

2e arrdt

MÉTRO RÉAUMUR BEAU 2 PIÈCES coin cuis. w.c. salle de bains 3 ét. clair. 549 000 F CRÉDIT. 43-70-04-64

3e arrdt

3e EXCEPTIONNEL
Appt de très haut niveau. Très spacieuse réception + chambres et mezzanine. Conviendrait habitation de luxe pour personnalité. Prix élevé justifié. 46-22-03-80 ou 43-59-68-04 p. 22.

FACE CONSERVATOIRE ARTS ET MÉTIERS. Beau 2 p.tt. cft. S.d.b. w.c. Kitch. équipée. Poutres. Interphone. Parties communes rav. 4e ét. asc. PLEIN SUD. 665 000 F. 42-71-87-24.

4e arrdt

HOTEL DE VILLE
Duplex 100 m² 1er et 2e étage. Niveau réception 55 m². Séjour, atelier, grande baie vitrée. 2 chbres + mezzanine ou 3 chbres. S. de bains + salle de douche. Jardin, terrasses 29 m², cave. Livraison début 1992. Prix : 4 900 000 F.
45-74-20-43.

5e arrdt

5e EXCEPTIONNEL
Neuf jours habité. Imm. 18e s.
– Appt 96 m², 5 950 000 F.
– Appt 116 m², 6 000 000 F.
Haut de gamme. Tél. : 46-22-03-80 ou 43-59-68-04 p. 22.

GOBELINS GRAND 2 PCES. 65 m² Très bon état. A voir Absolument. 1 420 000 F TÉL. : 45-66-43-43.

8e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche) Idéal prof. lib., 210 m² env. Beauc. de charme. Ent., dble living + bur + 3 chbres, 2 bains. Travaux à prévoir. 46-22-03-80 43-59-68-04 p. 22.

8e MÉTRO EUROPE Bel imm. de pierre de taille Beau studio cuis. dche rangements. 329 000 F Crédit. poss. 48-04-84-48.

R. DE NAPLES. Pierre de taille ravalé. Studette agr. coin cuis. dche. w.c. tapis escalier. 339 000 F Crédit poss. 48-04-85-85.

9e arrdt

Me N.-DAME DE LORETTE GD SÉJOUR + cuis. tt. cft. Poutres. Digicode. Faibles charges. 585 000 F. Crédit. 43-70-04-64.

N.-D. DE LORETTE 2 PCES. Dble liv + chbre CLAIR CALME. tt. cft.
PRIX 765 000 F
Tél. : 45-66-01-00.

10e arrdt

ST-VINCENT-DE-PAUL Bel imm. pierre de tail. 2-3 p. tt. cft. 5e ét. Asc. Balcon. 945 000 F Tél. : 48-04-35-35.

11e arrdt

RÉPUBLIQUE, près MÉTRO 2 PIÈCES, coin cuis. t. cft. Chauf. ind. gaz. 3e ét. Clair. Faib. charges. 398 000. Crédit. 43-70-04-64.

12e arrdt

12e. Me DAUMESNIL. URGT. Beau 2 p. s/rue. Cuis, s.d.b., w.c., soleil, ravalement payé. Prix 745 000 F Crédit poss. 48-04-84-48.

13e arrdt

RUE BAUDRICOURT Imm. ancien. ravalé. 2 pces, cuis., bains. 650 000 F. F. FAURE. 45-49-22-70.

MÉTRO CHEVALERET A SAISIR. BEAU 2 P. Très clair. Bel immeuble. PRIX 640 000 F CRÉDIT. 43-27-81-10.

14e arrdt

MOUTON-DUVERNET Rue Hallé. Imm. pierre de t., appt d'angle s/jolie petite place calme, 5 pces à rafraîchir. Soleil. 3 500 000 F. F. FAURE. 45-49-22-70.

Me PLAISANCE EXCEPTIONNEL 2 PCES. Cuis., sal. d'eau, w.-c. Cave. 599 000 F. CRÉDIT. 48-04-08-60.

ALESIA VILLA CŒUR DE VEY. Calme. Imm. pierre de tail. ravalé. Studio 31 m² tt. cft. sal. de bains, w.c. indép. cuis. séparée. Gardien. 660 000 F. 42-71-87-24.

A VDRE Paris-Montparnasse. Appt. 110 m² ds imm. stand., 2 s. de bns, 2 w.-c., vaste séj., entrée, dressing, loggia 30 m². 2 park. Tél. en soirée : 43-21-34-34.

15e arrdt

LIMITE 7e SQUARE DESAIX. Bel imm. réc. 1978, 5e ét., beau 2 p. sur jard. 1 630 000 F. Park. poss. F. FAURE. 45-49-22-70.

Me CONVENTION. EXCEPTIONNEL. Bel imm., 6e ét., asc. STUDETTE. Tout confort. 509 000 F. Crédit. 48-04-08-60.

FALGUIÈRE
Pierre de t., beau studio 28 m², cheminée, 6e ét., asc. Vue dégagée, soleil, calme. EXCLUSIVITÉ
FRANK ARTHUR RÉSIDENTIEL **45-62-01-69.**

LOURMEL. A VOIR BEAU STUDIO Très clair. Calme. Prox. commerces. 780 000 F Tél. : 45-66-43-43.

16e arrdt

PORTE SAINT-CLOUD Luxueuses prestations. Studio + balc. 35 m². 5e ét., asc. 890 000 F. 42-28-88-03.

V.-SARDOU Séj. 60 m², 3 chbres. Sur parc. 47-37-09-78.

AV. GDE-ARMÉE (près)
SUPER. APPT d'angle. 300 m². Entr., 3 P. de récept. en enfilade + 4 ch., 2 s.d.b., cuis., office. Trav. à prév. Tél. : 46-22-03-80 ou 43-59-68-04 p. 22.

PORTE SAINT-CLOUD BEAU STUDIO 40 m². 9e et der. étage. Vue dégagée, balc. p. état. 965 000 F. 45-66-01-00.

17e arrdt

Me BROCHANT. EXCEPTION. Bel imm., 42 m². 2 pces, entr., cuis. équipée, s. de bns, w.-c. Cave. 749 000 F. CRÉDIT. 48-04-08-60.

Me BROCHANT. 2 PCES. 40 m², rue et cour, 3e ét. A SAISIR. 650 000 F. Tél. : 40-26-42-47.

PORTE MAILLOT IDÉAL ÉTUDIANT 2 PIÈCES. Tt confort Impeccable. 640 000 F Tél. : 45-66-01-00.

18e arrdt

MARCHÉ LEPIC. 2 PCES
41 m² — 680 000 F.
A SAISIR.. 42-28-88-03.

Me SIMPLON. Très bel imm., 7e ét., asc. Ref. neuf. 140 m². 2 900 000 F. Tél. : 40-26-42-74.

MARX-DORMOY. A SAISIR URGENT. BEAU 2 pces refait neuf. Clair. PRIX 499 000 F CRÉDIT. 43-27-95-83.

Me MARX-DORMOY. Imm. ravalé. Beau studio s/rue cuis., dche, rangements soleil. PX. 349 000 F crédit poss. 48-04-84-48.

19e arrdt

PL. DES FÊTES (près Me) GRAND 2 PCES, cuis., tt cft. Double exposit. rue et cour. Prix : 588 000 F. CRÉDIT. 43-70-04-64.

Me BOLIVAR. EXCEPTION. Pierre de t., 42 m². 2 pces, entr., cuis., s. de bns, w.-c. Cave. 789 000 F. CRÉDIT. 48-04-08-60.

BUTTES CHAUMONT
2-3 P 50 m²
50 MÈTRES DU PARC Entrée. Double liv. Chbre. Salle de bains. 3e ét. Bel imm. p. de t. Digicode. 915 000 F. 48-04-35-35.

Me CRIMÉE ds rue arborée. Beau 2 p 35 m² tt. cft. sal. d'eau. w.c. cuis. carrelée. Crédit total possible. 460 000 F. 42-71-87-24.

20e arrdt

CAMPAGNE A PARIS
SITE CLASSÉ. Très belle maison arts-déco, 250 m² sur 3 nivx, gd jard., garage.
FRANK ARTHUR RÉSIDENTIEL **45-62-01-69.**

20e VILLA GAGLIARDINI Beau studio s/rue cuis. dche. w.c. ascens. PRIX 379 000 F Crédit poss. 48-04-85-85.

RUE DES MONTIBŒUFS Calme. Beau 2 p. tt. cft. dans imm. pierre et brique 42 m². 735 000 F Tél. : 42-71-87-24.

92 Hauts-de-Seine

VANVES. PROX. MÉTRO EXCEPTIONNEL BEAU 3 PCES, TT CONFT. 5e ét., asc., cuis. équipée. Parfait état. Soleil. 1 025 000 F. 45-66-43-43.

NEUILLY Me SABLONS. Beau 2 pces s/rue. Cuis., dche, soleil. Prix : 690 000 F. Crédit poss. 48-04-85-85.

ILE DE LA JATTE
Superbe appt 5 pces 160 m² + 150 m² terrasse, 2e ét. asc. 2 box droits réduits.
FRANK ARTHUR RÉSIDENTIEL **45-62-01-69.**

Province

DEAUVILLE
« LE LOUISIANE »
STUDIO 35 m². Rez-de-ch. Cave, parking. 860 000 F. Livrable fin 1990. Tél. : 47-55-78-40.

appartements achats

AGENCES FRANÇOIS FAURE PARIS-7e et PARIS-6e 5, RUE LITTRÉ
Spécialistes rive gauche, estimation, achat, vente. Tél. : Olivier GRUMEL, 45-49-22-70.

URGENT. ACH. COMPTANT APPARTEMENT ou PAVILLON même à rénover. M. VALLERAND. Tél. : 43-70-18-00.

URGENT. Pour PIED-A-TERRE, J'ACHÈTE studio ou 2 pces. PARIS RIVE DROITE. J.-P. Carrière, 48-04-35-35.

AVEC PAIEMENT COMPTANT Je rech. pour pied-à-terre STUDIO ou 2 PCES Paris, rive droite. M. ou Mme Granis. Tél. : 42-71-93-00.

PAIE COMPTANT CHEZ NOTAIRE APPARTEMENT à PARIS Avec ou sans confort. M. ROGER. 48-04-08-60.

EMBASSY SERVICE
rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS, APPARTS A PARIS de 200 à 450 m². 40 000 F à 90 000 F le m².

EMBASSY BROKER
rech. pour INVESTISSEURS ÉTRANGERS et INSTITUTIONNELS IMMEUBLES en totalité Paris-province commerciaux et habitations.
(1) 45-62-16-40
ou FAX : 42-89-21-54.

CABINET KESSLER
78, Champs-Élysées, 8e Recherche de toute urgence
BEAUX APPTS DE STANDING
Petites et grandes surfaces
EVALUATION GRATUITE
sur demande 46-22-03-80 43-59-68-04 poste 22.

Très urgent pour banque Recherche appt stand., 3 récept. + 3 à 5 chbres. 16e N. 8e, 7e, 5e, 17e. 46-22-03-80 43-59-68-04 p. 22.

locations non meublées offres

Région parisienne

IDÉAL APPT FONCTION
CLAMART/ISSY-LES-MLX 80 m², dem. étage + 20 m² terr., ent. équipé et décoré, haut stand. 40-44-55-56.

locations non meublées demandes

Paris

INTERNAT SERVICE
rech. pour BANQUES Stés MULTINAT. et DIPLOMATES GDS APPTS de standg. 5-6-7 PCES. 45-26-18-95.

EMBASSY SERVICE
8 av. de Messine 75008 PARIS recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS HOTEL PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST Tél. : (1) 45-62-78-99.

Cple cherche appt à louer, 2 ou 3 pces en région parisienne entre 2 000 et 3 000 F cc max. Libre de préf. au 1er octobre. Tél. : 45-82-41-49 ap. 18 h 30.

locations meublées demandes

Paris

BARBARA FRELING
24, 16, 6, PL. VENDOME
40-20-96-00
recherche pour sa clientèle multinationale et internationale APPTS DE PRESTIGE vides ou meublés. URGENT. PARIS RÉSIDENTIEL.

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importants groupes anglo-saxons. LUXUEUX APPTS MEUBLÉS. DURÉE 1 A 2 ANS. LOYERS GARANTIS.
TÉL : (1) 45-27-12-19

Chambre étudiant

Cherche chbre pour fils étud. chez personne âgée dans 13e, env. Tolbiac. Tél. ap. 20 h. : 33-65-78-51.

hôtels particuliers

GEORGES-MANDEL
(Proche). Très agréable demeure familiale, 8 pces principales, jardin, garage, calme absolu. Exclusivité. LARGIER, 42-65-18-83.

propriétés

GORDES. Vds direct. MAS pierres, 180 m² + 8 500 m² clos. 8x arbres, piscine. Vue sur LUBÉRON. 3 200 000 F, notaire incl. 90-76-94-39 h.b.

Part. vd en Picardie, prox. Albert et autoroute A1, super. prop. de 5 ha 1/2, pelouses, 2 000 arbres, routes carrossables, étang à truites, à poissons blancs, deux îles, oiseaux d'ornement, résid. princ. 530 m² sur 3 nivx, 9 pièces et 2 garages, tot. meublée ; atelier annexe 170 m² sur 2 nivx, équipé matériel, écuries, garage canot avec ponton, abri barques, manège équestre, chalet de pêche équipé, 6 ponts. 643 m de rivière à truites. Affaire exceptionnelle et d'une rare qualité. 4 000 000 F. 22-76-24-78.

GDE MAISON près TROYES 200 m² au sol + 1er étage. Dépend., terr. clos 7 000 m². 600 000 F. Tél. : 43-54-67-96 ou (16) 25-38-54-21.

pavillons

20 km Orsay, ANGERVILLIERS, Particulier vend pavillon 71 (Libre fin août 90) 100 m² hab., sur ss-sol tot. 985 000 F. 64-59-11-56, soir.

villas

FOS/MER (Provence). Superbe villa 5 pces, surf. hab. 90 m² + gar. + jard. clos. Résid. calme, 10 mn mer. Prix : 550 000 F. 42-05-11-94/42-06-34-12.

maisons de campagne

110 km Paris-est. 51, Boissy-le-Repos, 5 330 m² arborés clos, maison pays rénov., 7 p., 200 m². Px 550 000 F. Tél. : (16) 26-81-84-61.

terrains

SURFACE INDUSTRIELLE, 40 km de Barcelone, surf. 130 000 m², près autoroute, seulement pour entreprise. Contact : M. Alberto Pla. C/Masferrer, 9 08028 Barcelona. Tél. : 343-4111325/343-4905326.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS SARL – RC – RM Constitution de sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques.
43-55-17-50.

DOMICILIATION BUREAUX, TÉLÉCOPIE, TÉLEX
AGECO 42-94-95-28.

L'AGENDA

Vacances Tourisme Loisirs

Driscoll House Hotel. 200 chbres indiv. 110 livres sterl./sem. Bonne cuisine. Rens. : 172 New Kent Road. London SE1 4YT, G.-B. Tél. : 19-44-71-703-4175.

CANNES. Quartier Palm Beach. Très calme. Imm. de stand. Appt 2 pces, grand conf., climatisation, s. de bns, cuisine, gde terrasse. 2e ét., asc. Proximité de ts commerces. Mer immédiate. Location au mois : 8 500 F ou à la quinzaine : 4 200 F. Tél. 9 h à 14 h et 20 h à 22 h au : 46-27-26-85.



LINOR, the largest NESTLÉ Food Products Development Center is situated in **SWITZERLAND** at Orbe, about 20 miles north of Lausanne.

You have
– A top class technical background in food cereal technology ;
– An understanding of the influence of raw materials on final product quality ;
– An industrial experience.

You have
– A creative approach to problems ;
– An experience of applying chemical engineering principles to solving practical problems in the food industry ;
– An expertise in computer modeling or simulation.

We can offer you a new dimension in your professional activities as project leader in

CEREAL
Your tasks will be :
– The creation of new products of dietetic and infant cereals ;
– The development of new technologies for the NESTLÉ group.

COFFEE
Your main activities will be :
– A critical analysis of our operations at a pilot level ;
– The processes and products development for all NESTLÉ companies throughout the world.

If you have a university degree, a basic knowledge of French and a good communication with people from different background, please write with career details to

NESTEC LTD
LINOR - Food Products Development Center
CH1350 Orbe Switzerland

AGENDA IMMOBILIER

ESPAGNE COSTA BRAVA · COSTA DEL AZAHAR · COSTA BLANCA · COSTA CALIDA

MARINAS - FRONT DE MER - ARRIERE PAYS
APPARTEMENTS ET VILLAS DE QUALITE
A LOUER EN TOUTES SAISONS
ELIPCE ESPAGNE
INFORMATIONS ELIPCE FRANCE 4, quai des Etroits 69321 Lyon cedex 05 Tél. (16) 78 42 18 08
Tél. 19 34 72 15 03 84
Nom .... Adresse ....
.... Tel. ....

RARE
COTE D'AZUR
LES DERNIÈRES TERRES A BATIR
– DOMAINE PRIVÉ ET GARDIENNÉ TOUTE L'ANNÉE
CAP BENAT - Face aux Iles d'Hyères

3 837 m²	SHON 285 m²	1 433 000 F TTC
4 035 m²	SHON 404 m²	1 677 000 F TTC

Visite sur rendez-vous – Documentations sur demande
Possibilité de villas clés en mains
POSIDONIA – DÉPARTEMENT-TERRAINS
DOMAINE PRIVÉ DU CAP BENAT – 83230 BORMES-LES-MIMOSAS
Tél. : 94-71-27-28 – Téléfax : 94-64-85-05

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

PARIS

2e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES 51 m², 4e étage	5, rue Volney GCI – 40-16-28-71	5 140 + 848

9e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 109 m², 1er étage	2, square Trudaine GCI – 40-16-28-71	9 800 + 2 045
5 PIÈCES 128 m², 5e étage sans ascenseur	3, rue Hippolyte-Lebas AGF – 42-44-00-44	11 500 + 1 250

11e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES Park., 71 m² 2e étage	4, rue Moufle LOC INTER – 47-45-19-97	6 657 + 569
STUDIO MEUBLÉ 20 m² sur jardin	Home Plazza Nation HOME PLAZZA – 40-09-94-00	5 500 + 825
2 PCES MEUBLÉ 50 m² sur jardin	Home Plazza Bastille HOME PLAZZA – 40-21-22-23	8 500 + 1 275

12e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES Park., 74 m² 4e étage	7/15, rue Sidi-Brahim LOC INTER – 47-45-19-97	6 385 + 658
3 PIÈCES Park., 76 m² 6e étage	12, rue de Rambouillet AGF – 42-44-00-44	7 200 + 608
2 PIÈCES Park., 52 m², 3e étage	12, rue de Rambouillet AGF – 42-44-00-44	4 570 + 424

13e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES Park., 63 m², 7e ét. + terrasse 19 m²	21, rue Vergniaud SAGGEL – 47-42-44-44	6 300 + 814
2 PIÈCES Park., 57 m², 6e étage	21, rue Vergniaud SAGGEL - 47-42-44-44	4 700 + 796

14e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES Park., 91 m² 4e étage	90, avenue du Maine SOLVEG – 40-67-06-99	7 916 + 1 280
3 PIÈCES park., 68 m² 2e étage	8, rue de l'Ouest AGIFRANCE – 43-20-54-58	6 350 + 811

15e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 79 m², 2e étage	82, rue de la Fédération AGF – 42-44-00-44	8 500 + 1 220

16e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 104 m², r.-de-ch.	8/10, rue Oswaldo-Cruz SAGGEL – 47-42-44-44	11 500 + 1 379
3/4 PIÈCES 132 m², r.-de-ch. jardin priv.	17, chaussée de la Muette SAGGEL - 47-42-44-44	14 500 + 1 754
4 PIÈCES 70 m², 5e ét. sans ascenseur	7, rue Vital AGF – 42-44-00-44	7 500 + 600

17e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 70 m², 7e étage + chbre de service	9, rue des Dardanelles GCI – 40-16-28-71	7 159 + 1 223

18e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 59 m², 2e étage	40, rue des Abbesses AGF - 42-44-00-44	5 500 + 190

19e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES Park., imm. neuf 92 m², 2e étage	48, rue de Mouzaïa SAGGEL - 42-66-61-05	7 500 + 1 017
3 PIÈCES Park., imm. neuf 76 m², 3e étage	48, rue de Mouzaïa SAGGEL - 42-66-61-05	6 650 + 859
2 PIÈCES Park., imm. neuf 64 m², 4e étage	48, rue de Mouzaïa SAGGEL - 42-66-61-05	5 300 + 710

20e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES Park., 82 m² 5 étage	19/21, rue d'Amam AGF- 42-44-00-44	6 570 + 1 210
3 PIÈCES Park., 70 m², 2e étage	19, rue des Balkans AGIFRANCE - 43-67-05-36	4 480 + 775

60 – OISE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
5 PIÈCES Park., 106 m² 1er étage	CHANTILLY 15, av. Marie-Amélie LOC INTER - 47-45-19-97	3 987 + 1 240

78 – YVELINES

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES Park., 87 m² 7e étage	POISSY 5, av. des Ursulines AGIFRANCE - 30-74-32-14	4 000 + 1 114

91 – ESSONNE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES Park. en sus 80 m², 11e étage	MASSY 7, sq. Yves-du-Manoir AGF – 42-44-00-44	3 680 + 1 100

92 – HAUTS-DE-SEINE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4/5 PIÈCES Imm. neuf, park. 105 m², 3e étage	ASNIÈRES 25, rue d'Argenteuil SAGGEL – 47-78-15-85	7 300 + 1 238
3 PIÈCES 74 m² 2e étage	BOULOGNE 93, rue Pierre-Grenier SAGGEL – 47-42-44-44	4 514 + 1 297
2 PIÈCES Park., imm. nf, 50 m² 2e étage	CLAMART 1, rue de Bièvres SAGGEL – 46-08-80-36	4 000 + 532
3 PIÈCES Park., imm. nf, 73 m² Rez-de-chaussée	CLAMART 1, rue de Bièvres SAGGEL – 46-08-80-36	5 100 + 711
4 PIÈCES Park., imm. nf, 99 m² 1er étage	CLAMART 1, rue de Bièvres SAGGEL – 46-08-80-36	6 300 + 906
4 PIÈCES Park., 113 m², 7e ét.	LEVALLOIS ILE-JATTE 7, allée Claude-Monet AGF - 46-37-17-06	14 800 + 900

92 – HAUTS-DE-SEINE (suite)

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
6/7 PCES DUPLEX 3 park., imm. nf, 3e ét. 144 m² + 66 m² terr.	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL – 46-08-80-36	17 000 + 2 011
3 PIÈCES Park., imm. neuf 70 m², 2e étage	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL – 46-08-80-36	6 100 + 928
3 PIÈCES Park., 65 m², 2e ét.	NEUILLY 7 *bis*, rue de Rouvray LOC INTER - 47-45-19-97	6 939 + 566
3 PIÈCES Park., 68 m² 1er étage	SÈVRES 31/37, Grande-Rue SOLVEG – 40-67-06-99	4 900 + 750
3 PIÈCES Park., 70 m² 4e étage	SÈVRES 31/37, Grande-Rue SOLVEG – 40-67-06-99	5 500 + 790
4 PIÈCES Park., 79 m² 3e étage	SÈVRES 31/37, Grande-Rue SOLVEG – 40-67-06-99	6 300 + 950
4 PIÈCES Park., imm. neuf 88 m², 3e étage	SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL – 47-78-15-85	6 400 + 1 313
5 PIÈCES Park., imm. neuf 107 m², 4e étage	SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL – 47-78-15-85	7 600 + 1 592
4 PIÈCES Park., imm. neuf 93 m², 2e étage	SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL – 47-78-15-85	6 600 + 1 373

94 – VAL-DE-MARNE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES Park., 49 m² 4e étage	CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER – 47-45-19-97	3 748 + 606
3 PIÈCES Park., 68 m² 3e étage	CHARENTON 160, rue de Paris LOC INTER – 47-45-19-97	4 857 + 831
5 PIÈCES Park., imm. neuf 106 m², 7e étage	JOINVILLE 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	7 800 + 835
2 PIÈCES Park., 57 m² 4e étage	NOGENT-SUR-MARNE 2 *bis*, rue Hoche SAGGEL – 42-66-61-05	3 384 + 500
4 PIÈCES Park., 98 m² 3e étage	SAINT-MANDÉ 2, av. Joffre LOC INTER – 47-45-19-97	9 047 + 949
5 PIÈCES Park., 95 m² 2e étage	SAINT-MANDÉ 25, av. Joffre LOC INTER – 47-45-19-97	7 356 + 980
5 PIÈCES Park., 108 m², loggia 3e étage	SUCY-EN-BRIE 1, rue des Trois-Epis AGIFRANCE – 47-42-17-61	4 536 + 1 081
3 PIÈCES Park., 74 m² 2e étage	VINCENNES 21/35, rue du Petit AGF – 48-08-78-48	6 900 + 800
4 PIÈCES Park., 85 m² 1e étage	VINCENNES 21/35, rue du Petit AGF – 48-08-78-48	7 100 + 900
2 PIÈCES Park., 60 m² 3e étage	VINCENNES 21/35, rue du Petit AGF – 48-08-78-48	5 300 + 600

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

















MARCHÉS FINANCIERS

Le billet vert au plus bas depuis deux ans et demi

Le ralentissement de l'économie américaine provoque une forte baisse du dollar

Après la forte chute du dollar, mardi 31 juillet, sur toutes les places financières, la monnaie américaine a regagné un peu du terrain perdu mercredi 1er août. Retrouvant ses niveaux de début 1988, le billet vert est désormais proche de son plus bas niveau historique vis-à-vis du deutschemark. Il cotait, mercredi 1er août, 1,59 DM, 146 yens et 5,33 francs français.

L'Europe attire, le dollar souffre. Stable au cours des premiers mois de l'année, pour le plus grand malheur des cambistes, friands de violentes fluctuations des changes, le cours de la monnaie américaine s'affaiblit depuis plusieurs semaines, et sa chute s'est accélérée depuis quelques jours. Les marchés s'inquiètent du ralentissement de l'économie américaine, et le mot tabou de récession – après plus de sept ans de croissance ininterrompue – est de plus en plus souvent prononcé. Il semblerait surtout qu'au moment où l'Europe jouit d'une vive croissance et de perspectives d'investissements intéressantes, les Etats-Unis soient de moins en moins attirants pour les capitaux internationaux.

Depuis plusieurs mois, on disait que le marché des changes était entièrement «politique» et ne réagissait plus à la publication des résultats économiques des principaux pays, et surtout de ceux des Etats-Unis. L'annonce d'une très faible croissance du PNB américain au deuxième trimestre (+1,2 %), le vendredi 27 juillet, a brusquement réveillé les opérateurs; depuis, le dollar ne cesse de baisser, et sa chute s'est accélérée mardi 31 juillet.

S'échangeant à 1,59 deutschemark, le 1er août au matin, la monnaie américaine est aujourd'hui très proche de son plus bas niveau historique face au mark – c'est-à-dire celui de l'immédiat après-guerre – atteint le 31 décembre 1987. Face au franc également, la glissade est impressionnante, et devrait faire plaisir à tous les voyageurs français qui s'apprêtent à partir aux Etats-Unis. A 5,31 francs, un déplacement outre-Atlantique est désormais aussi intéressant qu'à l'été 1981. On est bien loin du record de 10,50 francs atteint en février 1985.

Avec des taux d'intérêt américains sensiblement identiques à ceux pratiqués sur les autres places financières (8,50 % pour les obligations du Trésor à long terme, comme en Allemagne, contre 9,50 % en France et 7,50 % au Japon), mais une inflation nettement plus élevée, les investisseurs ont peu de raison de se placer sur le billet vert. D'ailleurs, l'annonce d'un accord sur le relèvement du prix du pétrole par les pays de l'OPEP, la semaine dernière à Genève, n'a eu que peu d'effets sur le marché. D'aucuns s'attendaient pourtant à une réaction immédiate, car un relèvement du prix du baril provoque une demande accrue pour le billet vert et gonfle les importations de brut des États-Unis. Mais tous les regards sont actuellement tournés vers la Réserve fédérale, responsable de la politique monétaire américaine, dont on attend un assouplissement du crédit. Pourra-t-elle relancer l'activité économique sans provoquer une poussée d'inflation?

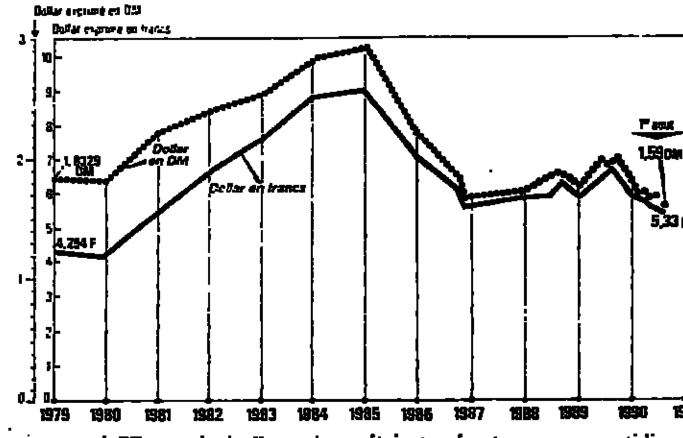
Les Occidentaux satisfaits

Les banques centrales ne sont pas intervenues afin de stopper, ou du moins d'accompagner la glissade du dollar. Pourtant, lorsque la devise américaine était tombée à des niveaux identiques, dans les derniers jours de 1987, les instituts d'émission étaient présents presque quotidiennement sur les marchés afin de tenter de corriger les cours. Les responsables monétaires des grands pays s'étaient réunis et avaient décidé d'agir immédiatement, et de concert, pour enrayer la tendance. Rien de tout cela aujourd'hui. Pas un mot ou presque, dans les discussions du sommet de Houston, à propos des cours de changes. La situation économique et surtout politique a radicalement changé.

La faiblesse du billet vert n'est pas sans effet bénéfique sur les grandes économies. Elle renforce le cours du mark, à un moment où les autorités monétaires allemandes en charge de fardeau de la RDA s'inquiètent encore plus qu'à leur habitude des tensions inflationnistes; elle donne un peu de vigueur au yen, ce qui pourrait permettre de retarder un relèvement des taux d'intérêt nippons, jugé inévitable, mais auquel Tokyo ne tient pas; elle stimule les exportations américaines, ce qui pourrait se répercuter positivement sur les résultats commerciaux des Etats-Unis dans quelques mois.

Les cambistes traduisent-ils, à leur manière, la perte d'importance des Etats-Unis et la montée en puissance de l'Europe? Leur raisonnement n'est certainement pas aussi global. A peine s'inquiéteront-ils du climat politique international, de la détérioration de la situation économique en URSS ou des difficultés de l'Allemagne à concrétiser son unification, qu'ils pourront trouver de nouveaux attraits à la monnaie américaine.

FRANÇOISE LAZARE



Les difficultés des sociétés de Bourse parisiennes

Le déficit de Meeschaert-Rousselle en diminution au premier semestre

Les mesures de redressement prises chez Meeschaert-Rousselle, autrefois une des plus importantes charges d'agent de change de la place de Paris, semblent commencer à porter leurs fruits. Pour le premier semestre de 1990, le déficit d'exploitation de cette société de Bourse ne s'élève plus qu'à 12,2 millions de francs, contre 43,3 millions pour les six premiers mois de 1989.

D'après M. Hubert Glorieux, secrétaire général de la société (filiale du groupe Axa-Midi), cette réduction des pertes a été rendue possible par *la «chasse au gaspillage»*, qui a permis d'éliminer 18 millions de francs de frais généraux (– 15 %) et de réduire d'environ 40 % les charges financières. Des économies de personnel ont également été réalisées : Meeschaert-Rousselle n'emploie plus que 190 personnes, au lieu de 233 en début d'année. A cet égard, M. Glorieux a laissé entendre que dix autres postes pourraient être supprimés d'ici à la fin de l'année, quand les travaux d'apurement des suspens seraient terminés.

Pour l'exercice 1990, Meeschaert-Rousselle pourrait, toujours selon M. Glorieux, afficher un déficit limité à 10 ou 15 millions de francs. Le secrétaire général de la société estime que *«nous avons réussi, dans un marché défaillant, à limiter les dégâts»*.

Les difficultés financières auxquelles les sociétés de Bourse sont confrontées forcent celles-ci à sortir de leur réserve et à se montrer plus bavardes sur leurs comptes. Pour la publication de ses résultats, Meeschaert-Rousselle en suit de près quelques autres.

Filiale de la BNP, Du Bouzet avait annoncé la semaine dernière, un bénéfice net semestriel de 9 millions de francs, en baisse de 25 %. Plus heureuse, la société Pinatton affichait un résultat en forte progression : 4,67 millions de francs (+ 248 %). De son côté, Meunier de La Fournière annonçait un déficit compris entre 8 et 10 millions de francs pour le premier semestre et le probable licenciement d'une quarantaine de personnes sur un effectif total de 110.

NEW-YORK, 31 juillet ↓

Tassement

Après moult hésitations, la Bourse new-yorkaise s'est réorientée mardi à la baisse. Très irrégulière une bonne partie de la journée, la tendance s'est en effet légèrement alourdie en fin de séance. Toutefois, l'indice des industrielles, qui un instant avait perdu près de 39 points, a réduit la marque en clôture pour s'établir à 2 905,45, soit à 11,87 points seulement en dessous de son niveau de la veille.

Le bilan général de la séance a même été légèrement meilleur que ce résultat. Sur 1 984 valeurs traitées, 799 ont monté, 715 ont baissé et 470 n'ont pas varié.

Indécis, hésitant, résistant? Difficile d'attribuer un qualificatif au marché américain. Manifestement les opérateurs restent suspendus aux nouvelles sur la situation économique. Beaucoup autour du «Big Board» attendaient la publication ce mercredi du dernier indice composite des principaux indicateurs économiques ainsi que l'enquête mensuelle des directeurs d'achat sur l'industrie manufacturière. Ajoutons que la baisse rapide du dollar n'est pas faite non plus pour les inciter à prendre des positions dans l'immédiat. Michael Metz, analyste chez Oppenheimer and Co., résume ainsi la situation : *«Dans le doute, abstiens toi.»*

L'évènement du jour a été la baisse de 11 % environ de l'action UAL, à la suite d'informations sur les difficultés éprouvées par le personnel de la compagnie pour réunir les fonds nécessaires à son rachat évalué à 4,4 milliards de dollars.

L'activité a augmenté et 173,81 millions de titres ont changé de mains contre 146,47 millions la veille.

VALEURS	Cours du 30 juillet	Cours du 31 juillet
Alcoa	69 5/8	69 1/2
ATT	37	37
Boeing	58 5/8	57 3/4
Chase Manhattan Bank	18 5/8	19 1/8
Du Pont de Nemours	41 5/8	41 3/8
Eastman Kodak	38 5/8	38 1/4
Exxon	50 3/4	51 7/8
Ford	41 5/8	41 1/2
General Electric	72 1/2	71 3/4
General Motors	47 3/8	46 5/8
Goodyear	27 3/4	26 1/2
IBM	112 3/8	111 7/8
ITT	58 1/2	59
Mobil Oil	65 1/8	66 1/4
Pfizer	73 5/8	76
Schlumberger	63 1/8	65 3/8
Texaco	63	63 1/4
UAL Corp. ex-Allegis	158 7/8	139
Union Carbide	19 3/4	19 1/8
USX	34 3/8	34 5/8
Westinghouse	36	35 1/2
Xerox Corp.	45 1/4	45 5/8

LONDRES, 31 juillet ↑

Hausse

L'hésitation marquée par Wall Street mardi dès son ouverture a entraîné une nette réduction des gains à la Bourse de Londres qui a néanmoins terminé la séance sur une note positive. L'indice Footsie des cent principales valeurs a gagné 9,7 points à 2 326,2, sur un marché qui est resté peu actif avec seulement 300,4 millions de titres échangés contre 340,5 millions lundi.

L'avertissement lancé par le patronat sur une possible récession a également contribué au ralentissement de la progression des cours.

De nombreux compartiments ont gagné du terrain, notamment les magasins, les compagnies d'eau, les industrielles et les pétrolières, dans le sillage du vif redressement des cours du brut.

Des recommandations à l'achat par la maison de courtage Kleinwort Benson ont soutenu Cadbury et Unilever.

Des prises de bénéfices ont pesé sur les titres du conglomérat Polly Peck et de la brasserie Bass.

Les fonds d'Etat ont terminé en léger repli, tandis que les mines d'or se sont améliorées.

PARIS, 1er août ↓

Perplexité

Tandis que la canicule commençait mercredi à disloquer l'asphalte des trottoirs parisiens, la Bourse de Paris, privée de tout soutien extérieur, a manifesté un grand embarras pour savoir quelle attitude adopter. La journée avait assez mal commencé avec, dès l'ouverture matinale, un repli des valeurs françaises de 0,32 %. Cependant, après s'être un peu creusé, l'écart allait par la suite tendre à se réduire et vers 13 heures, l'indice CAC-40 n'enregistrait plus qu'un retard de 0,09 %. Plus tard, il devait se maintenir à quelque 0,15 % en dessous de son niveau de la veille.

Embarrassé, perplexe, indécis, hésitant? Nul ne savait trop quel qualificatif accoler au marché pour décrire son état. Pour commencer, en ce premier jour du mois d'août, l'activité, déjà faible fin juillet, s'était réduite comme une peau de chagrin. Et comme c'est très souvent le cas en pareille occasion, l'effritement fut au menu. Mais le manque d'affaires n'explique pas tout. En fait l'apparent revirement de Wall Street la veille a également quelque peu chagriné les opérateurs, qui, en l'absence de tout élément moteur, ne savent plus vraiment à quel saint se vouer. La baisse des taux d'intérêt? Beaucoup le jugent, à tort ou à raison, inévitable. Reste à savoir quand elle se produira. D'autre part, si le bulletin de santé de l'économie française reste généralement satisfaisant, nul ne s'attend pour l'instant à de biens grandes nouvelles de ce côté-là.

Finalement, l'événement, si tant est qu'il puisse y en avoir, ne peut venir que des Etats-Unis. C'est le point de vue de nombreux analystes et, de fait, tous les yeux se tournent vers le Nouveau Monde d'où l'information devait venir dans la journée de mercredi avec la publication du dernier indice composite américain des principaux indicateurs économiques. Beaucoup caressaient le secret espoir, sinon que ce dernier démente les risques de recession, du moins qu'il laisse assez de place à un optimisme raisonnable sur les possibilités d'amélioration outre-Atlantique en liaison avec les prévisions sur un renforcement de la croissance durant la seconde moitié de l'année.

TOKYO, 1er août ↓

Baisse en clôture

Ferme dans la première moitié de la séance, la Bourse de Tokyo a viré à la baisse par la suite, cédant 0,6 % à la clôture avec un indice Nikkei à 30 837,99 yens soit un repli de 197,67 yens.

A la mi-séance, le Nikkei affichait un gain de 236,20 yens soit 0,8 %.

Une vague de ventes liées aux contrats à terme sur indice a remis en cause la bonne orientation de la cote. En effet, les contrats à terme sur indice ont baissé dans le sillage des obligations en yens, les arbitragistes dénouant des positions au comptant en raison de la réduction des écarts entre les contrats de septembre et le comptant.

En début de journée, les investisseurs s'intéressaient aux valeurs à forte capitalisation et aux titres liés à la consommation intérieure, grâce à la hausse des taux d'intérêt et du yen, indiquaient les opérateurs.

VALEURS	Cours du 31 juillet	Cours du 1er août
Akai	967	967
Bridgestone	1 440	1 450
Canon	1 780	1 750
Fuji Bank	2 400	2 420
Honda Motors	1 680	1 670
Matsushita Electric	2 020	2 020
Mitsubishi Heavy	924	911
Sony Corp.	8 650	8 510
Toyota Motors	2 200	2 190

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Pertes pour Swissair au premier semestre.** – Swissair a enregistré au premier semestre 1990 une perte de 99 millions de francs suisses (390 millions de francs français), après amortissements, le bénéfice brut étant tombé de 215 millions de francs suisses pour la même période de 1989 à 70 millions. La compagnie explique ce résultat par la hausse du prix du carburant et l'augmentation des frais de personnel, qui ont entraîné une hausse des dépenses de 10,3 % par rapport au premier semestre de 1989, et le haut niveau du franc suisse, qui a réduit les recettes à l'étranger : celles-ci ont augmenté de 3 % par rapport à la même période de 1989. Swissair a décidé de geler les embauches pour limiter ses coûts.

□ **Co-op va vendre 400 magasins à Rewe.** – Le distributeur ouest-allemand Co-op continue ses ventes. Après ses magasins berlinois cédés à un groupe est-allemand et les Plaza vendus au français Promodès (*le Monde* du 31 juillet), il va vendre 400 magasins dans le sud et le sud-ouest de la RFA, employant 6 800 personnes et ayant réalisé 1,8 milliard de deutschemarks (environ 6 milliards de francs) de chiffre d'affaires en 1989, au groupe coopératif ouest-allemand Rewe (20,5 milliards de DM de chiffre d'affaires, soit environ 68 milliards de francs), qui était candidat au rachat de la totalité de Co-op.

■ **Rohr : commande d'un milliard de dollars pour des nacelles d'Airbus.** – Le constructeur aéronautique européen Airbus industries a passé à la société américaine Rohr une commande de 1 milliard de dollars (près de 5,5 milliards de francs) pour la fourniture de 800 nacelles de réacteurs pour 400 avions A 320 et A 321. Rohr, qui compte dix usines aux Etats-Unis et fournit aussi Boeing et McDonnell – il a signé récemment avec celui-ci un contrat équivalent – collabore en fait pour ces éléments avec des industriels européens (le français Hispano-Suiza, l'italien Aeritalia et le britannique Incoform). Seul fournisseur d'Airbus, il avait déjà signé un contrat en 1984 pour équiper 200 appareils A 320. Airbus, qui devait construire 130 avions en 1990, vise à dépasser les 200 vers 1995.

□ **Bénéfices semestriels en baisse chez Marriott.** – Le bénéfice net de Marriott (hôtellerie, alimentation) a baissé au premier semestre de l'exercice 1990 à 74 millions de dollars (environ 409 millions de francs) pour les opérations courantes contre 93 millions pour la même période de l'année précédente. La baisse a touché en particulier l'hôtellerie au deuxième trimestre, en raison d'une surcapacité, mais, selon les responsables du groupe, celle-ci est en train de se réduire. Marriott a vendu huit hôtels en Europe, tout en continuant à les gérer, et a ajouté 87 établissements à son réseau, portant celui-ci à 580 avec 141 000 chambres.

□ **Ceres rachète deux sociétés de restauration collective.** – Ceres, filiale française du groupe britannique Gardner Merchant (première société de restauration collective en Europe avec 3 600 contrats, implantée en Grande-Bretagne, Irlande, Pays-Bas, RFA, Belgique et France vient d'acquérir deux sociétés françaises, Gervaise Service et Touraine Repas, aux chiffres d'affaires respectifs de 42 et 12,5 millions de francs. Gardner Merchant France, qui gère 275 contrats, prévoit un chiffre d'affaires de 450 millions de francs en 1990.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	429 90	425
Asystel	105	....
B.A.C.	215	....
B. Demachy Ass.	575	575
Bqe Tarneaud	178 50	....
B.I.C.M.	840	841
Boiron (Ly)	398	385
Boisset (Lyon)	252	....
Câbles de Lyon	3520	3520
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1298	1268
Calberson	510	515
Cardif	600	600
C.E.E.	371	365
C.E.G.E.P.	280	280
C.F.P.I.	280	290
Ciments d'Origny	738	725
C.N.I.M.	1200	1167
Codetour	283	285 30
Comareg	350	350 20
Conforama	1120	1130
Creeks	370 50	380
Dafsa	210 50	....
Dauphin	708	709
Desquenne et Giral	282	280
Devanlay	1185	....
Deville	470	470
Dollfus	174	170
Editions Belfond	265	260
Elysée Invest.	15 10	15 10
Europ. Propulsion	415	418
Finacor	195	198
Garonor	865	865
GFF (group.fon.f.)	458	460
Grand Livre	470	475
Gravograph	250	247 90
Guintoli	1170	1170
I.C.C.	260 50	260
IDIA	344 40	340
Idianova	152 10	....
I.M.S.	1265	1229

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
IN2	300	....
I.P.B.M.	135	136
Loca investis.	320	329
Locamic	125	121 30
Matra Comm.	172 80	172 10
Métal Minéra.	210	210
Molex	230	....
Navale-Delmas	1165	1180
Olivetti Logabax	590	598
Om. Gest. Fin.	618	623
Presbourg	92	92
Présence Assur.	560	....
Publ.Filipacchi	603	606
Razel	694	674
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	320	320
St-H. Matignon	256	249
S.C.G.P.M.	646	660
Segin (Li)	318	318
Select Invest (Ly)	103	106
Serbo	520	529
S.M.T. Goupil	215	219
Sopra	212	210
Supra	205	200
TF1	291	290
Thermador H. (Ly)	292	289
Unilog	195 10	195 20
Union Fin. de Fr.	480	470
Viel et Cie	165	165
Y. St-Laurent Groupe	1060	1050

Marché des options négociables le 31 juillet 1990

Nombre de contrats : 16 868

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Bouygues	640	48	–	–	–
CGE	640	18,50	34	20	–
Elf-Aquitaine	640	61	–	–	–
Eurotunnel SA-PLC	50	6,10	8,80	1,50	2,50
Euro Disneyland SC	–	–	–	–	–
Havas	637	–	–	33	–
Lafarge-Coppée	480	23,50	–	20	–
Michelin	110	–	3,50	16	16
Midi	1 300	10	–	–	–
Paribas	600	32	–	–	–
Pernod-Ricard	1 000	–	–	–	5
Peugeot SA	720	20,15	43	31	–
Rhône-Poulenc CI	440	7	–	35,50	–
Saint-Gobain	560	5,50	20	48	–
Source Perrier	1 500	–	75	–	55
Société générale	520	30	45	15	18,50
Suez Financière	400	28	43	5	10
Thomson-CSF	110	4,50	9	[illegible]	[illegible]

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 31 juillet 1990
Nombre de contrats : 36 725.

COURS	ÉCHÉANCES Septembre 90	Décembre 90	Mars 91
Dernier	103,18	103,30	103,22
Précédent	103,04	103,16	103,08

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 90
102	1,29	1,87	0,18	0,72

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,33 F ↓

Après avoir fortement chuté mardi 31 juillet à New-York, le dollar regagnait un peu de terrain mercredi et s'échangeait à Paris à 5,3395 francs contre 5,3415 francs la veille à la cotation officielle. Les opérateurs s'inquiètent de l'état de santé de l'économie américaine, et attendent la publication de plusieurs statistiques importantes cette semaine.

FRANCFORT	31 juillet	1er août
Dollar (en DM)	1,5918	1,59

TOKYO	31 juillet	1er août
Dollar (en yens)	147,50	146,65

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (1er août) .... 9 9/11-9 11/16 %
New-York (31 juillet) .... 8 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	30 juillet	31 juillet
Valeurs françaises	93,70	94,20
Valeurs étrangères	93,20	93,90
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	524,82	526,83
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 955,35	1 965,57

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	30 juillet	31 juillet
Industrielles	2 917,33	2 905,45

LONDRES *(Indice «Financial Times»)*

	30 juillet	31 juillet
Industrielles	1 838,10	1 844,50
Mines d'or	183,50	185,10
Fonds d'Etat	79,76	79,63

TOKYO

	31 juillet	1er août
Nikkei Dow Jones	31 035,66	30 837,99
Indice général	2 253	2 247

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,3360	5,3380	+ 81	+ 91	+ 159	+ 180	+ 490	+ 540
$ can.	4,6279	4,6337	– 170	– 130	– 281	– 224	– 671	– 576
Yen (100)	3,6393	3,6424	+ 68	+ 82	+ 116	+ 143	+ 329	+ 389
DM	3,3501	3,3528	+ 32	+ 55	+ 72	+ 105	+ 204	+ 265
Florin	2,9735	2,9763	+ 30	+ 42	+ 62	+ 82	+ 180	+ 224
FB (100)	15,8151	15,8304	+ 29	+ 129	+ 96	+ 252	+ 512	+ 870
FS	3,9438	3,9482	+ 13	+ 41	+ 39	+ 75	+ 149	+ 220
L (1 000)	4,5744	4,5800	– 85	– 46	– 106	– 89	– 392	– 263
£	9,9106	9,9196	– 453	– 414	– 845	– 780	– 2342	– 2221

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 7/8	8 1/8	7 13/16	7 15/16	7 13/16	7 15/16	7 13/16	7 15/16
Yen	7 3/16	7 7/16	7 1/2	7 5/8	7 5/8	7 3/4	7 3/4	7 7/8
DM	8 3/16	8 7/16	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 3/8	8 1/2
Florin	8 1/8	8 3/8	8 3/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16	8 3/8	8 1/2
F.B. (100)	9	9 1/2	9 3/16	9 7/16	9 1/8	9 3/8	9 1/16	9 5/16
F.S.	8 7/8	9 1/8	8 13/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16
L (1000)	12	13	11 1/8	11 5/8	11	11 1/2	11 1/8	11 5/8
£	14 13/16	15 1/16	14 7/8	15	14 15/16	15 1/16	14 13/16	14 15/16
F franç.	9 5/8	9 7/8	9 5/8	9 3/4	9 11/16	9 13/16	9 13/16	9 15/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

BOURSE DU F

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 1er AOUT

Cours relevés à 13 h 48

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3670	C.N.E 3%	3700	3700	3691	- 0 24
1103	B.N.P. T.P.	1045	1020	1020	- 2 39
1190	C.C.F. T.P.	1250	1240	1181	- 5 52
1122	Cr.Lyon. T.P.	1128	1128	1128	....
1920	Renault T.P.	1900	1900	1875	- 1 32
2030	Rhone Poul. T.P.	2010	2010	2010	....
1135	Saint Gobain T.P.	1135	1130	1130	- 0 44
1230	Thomson T.P.	1225	1103	1100	- 1 52
995	ACCOR	994	995	992	- 0 20
785	Air Liquide	778	772	776	- 0 26
1700	Als Superm.	1697	1695	1650	- 2 77
520	A.L.S.P.I.	519	508	512	- 1 35
2340	Arjom. Prioux	2288	2288	2275	- 0 57
1060	AGF Sté Centrale	1098	1040	1039	- 5 37
1060	Ass. Entrepr.	1060	1060	1060	....
365	Avenir H. Média	344 50	341	341	- 1 02
245	Axa Midi Ass.	241 90	240 20	241	- 0 37
280	Bafip	285	279	275 10	- 3 47
265	Bail-Equipem.	269 90	266 10	266 10	- 1 41
930	Bail Investiss.	920	910	912	- 0 87
585	Bancaire	550	551	550	....
790	Bazar H.-V.	759	770	770	+ 1 45
900	Beghin-Say	890	895	886	- 0 45
1250	Berger (M)	1340	....	....	....
650	Bic	652	654	651	- 0 15
890	B.I.P.	870	890	890	+ 2 30
580	BIS	558	560	556	- 0 36
430	B N P (CI)	425 80	418	417 50	- 1 86
1060	Bollore Tech.	1058	1057	1056	- 0 19
3340	Bongrain	3390	3370	3399	+ 0 27
1050	Bon-Marché	1017	1019	1012	- 0 49
615	Bouygues	600	597	600	+ 1 52
140	BP France	143	145	143 20	+ 0 14
890	B S N	875	871	873	- 0 23
960	Canal Plus	978	966	970	- 0 82
495	Cap Gem S.	464	464	462	- 0 43
3700	Carrefour	3570	3536	3570	....
146	Casino	141 10	141 90	141 20	+ 0 07
110	Casino ADP	108 90	107 40	107 40	- 1 38
1120	Castorama D.L.	1100	1101	1100	....
230	C.C.F.	224 50	223 10	222 60	- 0 85
117	CCMC Ly.	121 10	124 90	124 90	+ 3 14
490	C.D.M.E.	468	472	485	+ 3 63
530	C.E.G.I.D.	529	525	520	- 1 70
255	Centrest (Ny)	250	249	249	- 0 40
670	C.E.P. Comm.	647	647	645	- 0 31
350	Cerus	350	343	341 40	- 2 46
550	Cetelem	538	534	525	- 2 42
510	C F A O	505	505	510	+ 0 99
470	CF Int.	452	451	451	- 0 22
645	C G E	631	628	630	- 0 16
400	CGI Info	378	377	370	- 2 12
1280	C G I P	1211	1210	1210	- 0 08
578	CGP	615	615	660	+ 7 32
970	Chargeurs S A	925	919	922	- 0 32
735	C I C A (M)	755	780	790	+ 4 64
1748	Ciments franc.	1700	1700	1675	- 1 47
620	Club Méditer.	618	616	612	- 0 97
186	CMB Packa.	181	181 90	180 50	- 0 28
119	Codetel	119	120	121	+ 1 68
335	Colimeg.	326	326	324 50	- 0 46
796	Coles	741	740	742	+ 0 13
346	Cpt. Entrep.	308	309	306	- 0 65
1130	Compt Mod.	1127	1140	1140	+ 1 15
290	Concept S.A.	280	290	280	....
420	CPR (Paris Réa.)	420	415	424	+ 0 95
1280	Créd. Foncier	1248	1250	1255	+ 0 56
805	Cr Lyon (CI)	800	794	800	....
1490	Credit Nat.	1449	1448	1425	- 1 66
295	CSEE	327 70	327 70	321	- 2 04
3010	Damart	2910	2989	2965	+ 1 89
510	Dassault Aviation	505	508	508	+ 0 59
270	Dassault Electr.	282	282	282	....
1850	De Dietrich	1740	1720	1700	- 2 30
210	Dév.P.d.C.(Li)	211	205	205	- 2 84
285	Dév.R.Sud-Est	295	295	295	....
515	D M C	502	509	502	....
3790	Docks France	3740	3700	3700	- 1 07
765	Dumez	738	740	738	....
2640	Eaux (Gle)	2575	2566	2575	....
520	Ecco	520	525	521	+ 0 19
1040	Electro-Finan.	979	995	978	- 0 10
700	Elf Aquitaine	686	687	699	+ 1 90
500	- (Certific.)	519	515	520	+ 0 19
1180	Epeda B.-F.	1048	1080	1050	+ 0 19
2660	Essilor	527	519	520	- 1 33
1230	Essil.Int.(DP)	243	242 90	242 90	- 0 04
725	Esso	734	735	737	+ 0 41
2030	Eurafrance	1871	1875	1880	+ 0 48
2000	Eurocom.	2000	2000	1975	- 1 25
97	Eurodisneyland	97 15	98	97	- 0 15
4150	Euromarché	4010	3970	3986	- 0 60
1260	Europe 1	1296	1280	1260	- 2 78
53	Eurotunnel	53 80	53 50	54	+ 0 37
1700	Exor	1705	1700	1700	- 0 29
1680	Facom	1601	1601	1601	....
176	Finextel	175	175 10	176	+ 0 57
380	Fives Lille	365	364	357	- 2 19
2290	Fromager. Bel	2287	2249	2249	- 1 66
2000	Gal.Lafayette	2002	2011	2010	+ 0 40
2180	G.A.N.	2186	2185	2178	- 0 32
495	Gascogne (B)	461	460	458	- 0 65
1540	Gaz et Eaux	1540	1546	1550	+ 0 65
1240	Géophysique	1310	1305	1310	....
590	Gerland Ly.	598	599	593	- 0 84
850	Groupe Cité	830	835	835	+ 0 60
1740	GTM-Entrep.	1795	1790	1770	- 1 39
1020	Guyenne-Gas.	1038	1032	1039	+ 0 10
310	Hachette	299	298	295	- 1 34
615	Havas	609	602	605	- 0 66
630	Hénin (La)	616	617	615	- 0 16
1120	Hutchinson	1060	1075	1085	+ 2 36
355	Imétal	336	332 70	329	- 2 08
116	Immob. Phénix	118	118	118	....
128	Ingénico	122 50	124 90	122	- 0 41
3710	Inst. Mérieux	3820	3860	3820	....
480	Interbail	461	462	465	+ 0 87
1400	Intertechnique	1300	1334	1300	....
1040	J Lefebvre	975	980	980	+ 0 51
1060	Labinal	1050	1065	1066	+ 1 43
2800	Lab. Bellon	2710	2749	2710	....
485	Lafarge	474	470	463	- 2 32
1360	Lebon	1300	1345	1333	+ 2 54
4600	Legrand	4320	4360	4390	+ 1 62
2600	Legrand (DP)	2450	2450	2425	- 1 02
765	Legris Industries	748	749	745	- 0 40
800	Locabail Imm.	842	830	830	- 1 43
480	Locafrance	495	493	490	- 1 01
790	Locindus	785	785	780	- 0 64
445	Luchaire	451	445	444	- 1 55
4630	L.V.M.H.	4540	4530	4560	+ 0 44
620	Lyonn. Eaux	589	593	586	- 0 51
335	Majorette Ly.	333 20	337 80	339 50	+ 1 89
400	Mar. Wendel	408	402	398 50	- 2 57
350	Matra	309	307 80	305 90	- 1 00
8250	Merlin-Gerin	5920	5980	5980	+ 1 01
148	Metaleurop	139 50	140 50	140	+ 0 36
197	Métrologie In.	191 50	192	190 10	- 0 73
96	Michelin	93 40	92 70	94 95	+ 1 66
1230	Midi (Cie)	1191	1190	1192	+ 0 08
130	Midl. Bk Sa *	121	126	124	+ 2 48
355	Min. Salsig (Ms)	370	371	373	+ 0 81
160	MMB	146 10	148	145 60	- 0 34
103	Moulinex	100 50	103	100	- 0 50
1580	Navig. Mixte	1500	1510	1549	+ 3 27
187	Nord-Est	185	182 10	181 50	- 1 89
540	Nordon (Ny)	502	506	480	- 4 38
695	Nouv Galeries	676	679	677	+ 0 15
750	Occid. (Gle)	734	732	743	+ 1 23
1840	Omn. F. Paris	1803	1792	1788	- 0 83
360	Olipar	353 60	360	354 10	+ 0 17
545	Ordel	545	542	543	- 0 37
635	Paribas	621	620	616	- 0 81
1580	Pechelbronn	1540	1539	1520	- 1 30
158	Pechiney Int.	154 30	153 70	153 60	- 0 45
320	Pechiney (CIP)	326	326	327 50	+ 0 77
600	Penhoet	580	580	580	....
1130	Pernod Ricard	1160	1153	1161	+ 0 09
730	Peugeot	692	692	684	- 1 16
505	Pinault	495	497	492	- 0 61
420	Plastic-Omn.	404 50	405	400	- 1 11
610	Poliet	589	590	580	- 1 53
1100	Prétabail-Sic.	1095	1095	1095	....
725	Primagaz	725	722	725	....
660	Printemps	625	622	615	- 1 60
2100	Promodès	2010	2000	1989	- 0 55
595	Radiotechn.	555	564	562	+ 1 26
220	Raff. D.Total	235 10	240 80	242	+ 2 93
3020	Redoute (La)	3050	3070	3045	- 0 16
385	Rémy et Associés	388	388	388	....
455	R. Poulenc CIP	405	410	411	+ 1 48
350	Robert Franc.	353	358	356	+ 0 85
68	Rochette(La)	65 20	65 50	65	- 0 31
2310	Roussel Uclaf	2329	2345	2300	- 1 25
4450	R. Impé.Ly *	4400	4316	4315	- 1 93
198	Sade (Ny)	205	206	204 90	- 0 06
1700	Sagem	1665	1675	1675	+ 0 60
555	Saint Gobain	516	514	516	....
1500	Saint Louis	1469	1451	1456	- 0 88
1560	Salomon Ly.	1460	1461	1480	+ 1 37
495	Salvepar (Ny)	496	458	468	- 5 65
1000	Sanofi	977	971	973	- 0 41
1770	S A T	1780	1750	1750	- 1 69
335	Saut. Chât.	309	312	309 10	+ 0 03
1630	Saupiquet (Ns)	1580	1579	1579	- 0 06
1020	Schneider	1020	1013	1015	- 0 49
23	SCOA	23	23	22 80	- 1 74
1300	S.E.B.	1300	1300	1295	- 0 38
480	Sefimeg	470 50	470	469	- 0 32
715	Sextant A.	686	681	680	- 0 87
1550	S F I M	1480	1480	1470	- 0 68
265	S.G.E.	263	265	262 50	- 0 19
550	Simco	574	575	573	- 0 17
980	Sk. Rossignol	1000	999	999	- 0 10
1040	Sligos	1035	1035	1036	+ 0 10
565	Société Géné.	528	528	527	- 0 19
128	Sodecco(B)	130	130	130	....
161	Sodero(Ns)	155	....	....	....
600	Sodexho	556	565	558	....
100	Sogerel(Ny)	100 20	98 10	100	- 0 20
495	Sogerap	493	493 10	496	+ 0 61
1700	Som-Allib.	1730	1770	1774	+ 2 54
1470	Source Perrier	1483	1479	1475	- 0 54
685	Sovac	690	683	688	- 0 29
660	SPEP	632	632	628	- 0 63
755	Spie-Batignol	717	708	710	- 0 98
1320	Strafor	1280	1274	1258	- 1 72
430	Suez	417	417	416 90	- 0 02
610	Synthélabo	582	588	590	+ 1 37
104	Thomson	106 40	105 50	105 70	- 0 86
715	Total	691	696	710	+ 2 75
118	- (certif.)	124	125	125	+ 0 81
400	Tréfimét Fin.	398	398	390 10	- 1 98
605	U.A.P.	589	583	585	- 0 68
405	U F B Locab.	394	391	392	- 0 51
1200	U I C	1160	1161	1161	+ 0 09
635	U I F	630	629	629	- 0 16
900	U I S	881	882	880	- 0 11
860	Unibail	823	825	825	+ 0 24
265	U.C.B.	231	230 50	232	+ 0 43
560	Valéo	554	549	538	- 2 89
320	Vallourec	318	318	320	+ 0 63
420	Via Banque	420	420	421	+ 0 24
1460	Zodiac	1400	1400	1394	- 0 43
1230	Elf Gabon	1300	1300	1285	- 1 15
143	Amax	146 50	145 10	145 10	- 0 96
167	Amer. Express	154	155 20	155 20	+ 0 78
205	A.T.T.	199 80	198 50	198 50	+ 0 15
160	Anglo Amer.C.	166 50	167 20	167 20	+ 0 42
420	Amgold	445	445	445	....
295	Banco Santander	273 50	278	278	+ 1 65
940	B.A.S.F.	915	913	913	- 0 22
965	Bayer	948	941	940	- 0 84
83	Buffelsfont.	85 90	84 10	84 20	- 1 98
111	Chase Manh.	108 40	105 50	105 60	- 2 58
127	De Beers	131	131 50	131 50	+ 0 38
2750	Deutsche Bank	2760	2735	2731	- 1 05
1580	Dresdner Bank	1527	1510	1510	- 1 11
63	Driefontein	66	63 60	63 60	- 3 64
220	Du Pont-Nem.	222 50	219	219	- 1 57
215	Eastman Kodak	206 50	205	205 10	- 0 68
15	East Rand	17 75	17 70	17 65	- 0 56
68	Echo Bay	70 05	69	69	- 1 50
240	Electrolux	238	238	238	+ 0 85
1220	Ericsson	1225	1242	1242	+ 1 39
285	Exxon Corp.	272 90	278	278	+ 1 87
240	Ford Motor	225 90	223	223	- 1 15
46	Freegold	47 05	47 05	47 05	...
16	Gencor	15 60	15 60	15 60	....
405	Gén. Elect.	387	381 60	381 60	- 1 40
270	Gén. Motors	254	247	247	- 2 76
545	Gén. Belgique	529	528	528	- 0 19
67	Gd. Métropol.	65 10	65 10	65 10	...
81	Guinness	79 60	79 40	79 40	- 0 25
24	Hanson PLC	23 10	22 85	22 85	+ 0 57
37	Harmony Gold	38 80	38 90	38 90	+ 0 26
245	Hewlett Packard	232 50	228 30	228 30	- 1 81
53	Hitachi	51 55	50 20	50 20	- 2 62
930	Hoechst	901	900	900	- 0 11
99	Homestake	104 10	104 80	104 80	+ 0 67
114	Imp. Chemical	102 10	102 30	102 30	+ 0 20
645	I.B.M.	602	597	597	- 0 83
315	I.T.T.	314	314 60	314 60	+ 0 19
148	Ito Yokado	144 10	143	143 10	- 0 69
77	Matsushita	74	73 20	73 20	- 1 08
18 50	Maxwell	18 15	18 10	18 10	- 0 28
195	Mc Donald's	171	168	168	- 1 75
490	Merck	479	473	473	- 1 25
490	Minnesota M.	482 50	484	484	+ 0 31
355	Mobil corp.	349	349 80	349 80	+ 0 23
200	Morgan J.P.	203 30	201	201	- 1 13
33700	Nestlé	33890	34000	34000	+ 0 32
1080	Nixdorf	1132	1112	1112	- 1 77
173	Norsk Hydro	188 50	188	188	- 0 27
105	OFSIL	108 50	108 70	108 70	+ 0 18
1930	Pétrofina	1970	1945	1945	- 1 27
275	Philip Morris	254 60	255	255	+ 0 18
86	Philips	82 90	81	81 60	- 1 57
90	Placer Dome	90	89 40	89 30	- 0 78
290	Quilmès	288	285	285	- 1 04
25	Randfontein	27 50	27	27	- 1 82
440	Royal Dutch	443 90	445 50	445 40	+ 0 34
56	R T Z	54	54 50	54 60	+ 1 11
8	Saat.& Saatchi	7 30	7 40	7 40	+ 1 37
45	St Helena	48 50	48 70	48 70	+ 0 41
350	Schlumberger	345	346 30	346 30	+ 0 38
48	Shell transp.	46 85	47 30	47 30	+ 0 96
2580	Siemens	2533	2503	2503	- 1 18
320	Sony	314 10	312	310	- 1 31
87	Sumitomo Bank	80 30	79 10	79	- 1 62
265	T.D.K.	258 50	254	254	- 1 74
52	Telefonica	49 90	49 35	49 35	- 1 10
38	Toshiba	37	36 70	36 70	- 0 81
480	Unilever	472 10	472	472 50	+ 0 08
330	Unit.Techn.	319 50	314 20	314 20	- 1 66
395	Vaal Reefs	409 50	412	412	+ 0 61
330	Volvo	322	324	324 90	+ 0 90
176	West. Deep.	178	178	178	....
255	Xerox Corp.	240 70	241 50	241 50	+ 0 33
109	Yamanouchi	105 90	104	104	- 1 79
1 82	Zambia Cop.	1 78	1 75	1 75	- 1 69

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8% 77	119	1 68
Emp.Etat 9,8% 78	100	0 53
10,80% 79/94	102	9 79
Emp.Etat 13,25% 80	100	13 17
Emp.Etat 16% 82	100 01	15 95
Emp.Etat 14,6% 83	102 40	6 44
Emp.Etat 13,4% 83	110 30	8 18
Emp.Etat 12,2% 84	104 80	9 92
Emp.Etat 11% 85	107 42	4 85
10,26% mars 86	102 30	3 99
OAT 10% 5/2000	102 95	1 80
OAT 9,9% 12/1997	102 30	8 26
OAT 9,8% 1/1996	101 17	4 91
PTT 11,2% 85	104 25	6 87
CFF 10,30% 86	98 55	4 90
CNB Bques 5000F	....	0 82
CNB Paribas 5000F	100	0 82
CNB Suez 5000F	100	0 82
CNE 11,5% 85	102 40	1 67
CNI 1/82 5000F	99 60	0 82
CNT 9 % 86	95	2 67
CRH 10,90% déc.85	104 31	5 75
CHARB FCE 3% 100	154	....
CNCA	1152 80	....
Cerus	....	....
CGE 6 janv. 89/99	823	....
Drouot Ass.9%86cv	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ex fin.)	1471	1529
Applications Hydr.	1590	1543
Arbel	980	948
Astorg	320	....
Bains C.Monaco	1280	1260
B.Hypoth.Europ.	350	....
B.N.P. Intercont.	286	289 80
Beghin-Say (C I)	856	....
Bénédictine	4200	4200
Blanzy Ouest	3300	3290
B T P	100 10	100
Cambodge	920	894
Carbone Lorraine	1066	1065
Case Poclain	26	25 25
C E G F (Frigor.)	463	480
Cerabati Blanzy	602	600
Cerabar	108	....
Champex Ny	139	140
CIC (CIP)	234	230
C.I.M.	830	831
C.I.T.R.A.M. (B)	2170	....
Clause	616	..
Cofradel	1220	....
Cogifi	422 30	406 20

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Comphos	668	679
Cie Industrielle	7020	7000
Cpt Lyon Alemand	615	624
Concorde	1015	1020
Cosuma Mét.Prov.	48	47 50
Crédit Gén.Ind.	412	....
Cr Universel (Cie)	710	709
Créditel	129	129
Darblay	720	....
Degremont	1670	1650
Delalande	2495	2422
Delmas Vieljeux	4490	4490
Didot Bottin	1410	1400
Drouot Assu.	378 30	267 60 o
Eaux Bassin Vichy	2860	2900
Eaux Vittel	9000	9000
Ecia	295	293
Electro-Banque	348	338 20
Elf Antargaz	1900	....
E.L.M. Leblanc	740	738
Emili Bretagne	534	534
Ent.Mag. Paris	4020	4000
Etex (ex. Eternit)	2216	2200
Europ Soutres Ind.	23	31 20 d
Finalens	310	320
F.I.P.P.	183	183 10
F.N.A.C.	2250	2250
Foncière (Cie)	740	780
Fonc.Lyonnaise	950	....
Foncina	635	635
Fougerolle	830	830
France I.A.R.D.	1057	....
France SA (La)	2050	2030
From. Paul-Renard	2548	....
Gaumont	1050	1050
Gazelin	320 50	315 50
Gévelot	658	....
G.F.C.	488	475
*G.F.I.I.	320	320
Grds Moulins Paris	1596	1595
Groupe Victoire	1510	1510
G.T.I (Transport)	575	580
Immobail	375	380
Immobanque	783	782
Im.Marseillaise	7100	7100
Imm. Plaine-Monceau	564	580
Immofice	488	488
Invest.(Ste Cle)	3200	3110
Jaeger	112 50	112
Lambert Frères	471	457
Lille Bonnières	1694	1642
Loca-Expansion	306	....
Localinancière	445	445
Locamat	338 60	....
Louis Vuitton	1801	1801
Louvre	5290	5280
Lucia	1979	1953
Machines Bull	84 90	82 95
Mag Uniprix	200	200
Magnant	1170	....
Métal Déployé	575	595

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Mors	181	180
Navigation (Nle)	268 90	265
Nozal	180	178
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Télémécanique Elect.	5010	5030
Testut-Aequitas	1030	1070
Tour Eiffel	308	....
Ufiner	1243	1243
Ugine Acier Ch.-G.	253	254
U.T.A.	2571	....
Vicat	3500	440
Viniprix	2000	1970
Virax	184	180
Waterman	1380	....
Maroc Sté Brasserie	273 80	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 1/8	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 341	5 339	5 280	5 630
Ecu	6 949	6 945	....	....
Allemagne (100 dm)	335 250	335 290	324	344
Belgique (100 F)	16 302	16 310	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl)	287 450	287 570	287	307
Italie (1000 lires)	4 579	4 579	4 350	4 850
Danemark (100 krd)	87 860	87 900	84 500	92 500
Gde-Bretagne (1 L)	9 910	....	9 500	10 300
Grèce (100 drachmes)	3 413	....	4 050	4 050
Suisse (100 f)	395	....	382 500	404 500
Suède (100 krs)	91 890	....	89	97
Norvège (100 k)	86 750	....	84	92
Autriche (100 sch)	47 640	....	46 200	49 500
Espagne (100 pes)	5 449	....	5 200	5 750
Portugal (100 esc)	3 797	....	3 500	4 300
Canada (1 $ can)	4 634	....	4 550	4 950
Japon (100 yens)	3 647	....	3 680	3 660

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 1/8
Or fin (kilo en barre)	64250	63800
Or fin (en lingot)	64400	64300
Napoléon (20f)	385	383
Pièce Fr (10 f)	369	.....
Pièce Suisse (20 f)	421	421
Pièce Latine (20 f)	371	370
Souverain	487	486
Pièce 20 dollars	2160	2110
Pièce 10 dollars	1270	1280
Pièce 5 dollars	855	.....
Pièce 50 pesos	2430	2415
Pièce 10 florins	387	383

SICAV (sélection) 31/7

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1138 04	1110 28	Fructi-Association	30 22	30 22	Placement J.	6109 81	6097 61 ♦
Actilion	236 64	229 33	Fructi-Capi	35 47	34 95	Placement Premier	5661 21	5649 91 ♦
Agepargne	850 57	813 94	Fructi Court	120143 26	120143 26	Plénitude	121 87	118 61
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

Après le feu vert des experts de l'Institut de la santé

Les premiers essais de thérapie génétique chez l'homme sont autorisés aux Etats-Unis

Au terme d'un long débat éthique et scientifique, un groupe d'experts américains de l'Institut national américain de la santé s'est prononcé, mardi 31 juillet, en faveur de la mise en œuvre prochaine de traitements génétiques sur l'être humain. Les dix-sept membres de la commission spécialisée de cet institut ont notamment donné leur accord pour deux programmes de thérapie génétique. Il s'agit d'une tentative de traitement d'une forme grave de cancer de la peau, par manipulation du patrimoine héréditaire des globules blancs, et d'un essai de traitement génétique d'une forme rare de maladie héréditaire (déficit en adénosine déaminase).

Dans le premier cas, les médecins américains chercheront à intégrer dans le génome des globules blancs des malades le gène dirigeant la synthèse d'une substance (le TNF ou *tumor necrosis factor*) dont la présence dans l'organisme devrait améliorer les possibilités de lutte contre le cancer de la peau (mélanome). Dans le cas de déficit en adénosine déaminase, affection entraînant une chute massive des défenses immunitaires chez l'enfant, on cherchera à «greffer» dans les globules blancs des malades les gènes dirigeant la synthèse de l'enzyme manquante.

Evaluer l'efficacité

En dépit du caractère très restrictif des indications thérapeutiques retenues, la décision des experts américains (indispensable à la mise en route de ces projets expérimentaux) inaugure officiellement l'ère de la thérapie génétique humaine. Déjà, l'an dernier (*le Monde* du 24 mai 1989) une équipe américaine (docteurs Steven Rosenberg, French Anderson et Michael Blaese-Institut national américain du cancer) avait tenté une expérience de manipulations génétiques sur un malade atteint d'une forme terminale de cancer de la peau.

Réclamée de longue date par les équipes spécialisées dans ce domaine, l'autorisation américaine devrait permettre à court terme d'évaluer l'efficacité de cette thérapie génétique qui ne semble plus soulever aujourd'hui les vives oppositions qui s'étaient manifestées dans les années 80. Il est toutefois acquis que cette thérapie génétique ne pourra être mise en œuvre que sur les cellules somatiques, et en aucun cas sur les cellules sexuelles où une manipulation du génome correspondrait à une modification du patrimoine héréditaire de l'espèce humaine.

J.-Y. N.

Selon l'OMS

8 à 10 millions de personnes sont atteintes par le virus du sida

Durant les dix prochaines années, plus de dix millions d'enfants deviendront orphelins à cause du sida, prévoit l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans un rapport publié mardi 31 juillet à Genève. Elle publie également, pour la première fois, ses estimations concernant l'impact du sida sur les femmes et les enfants, et avance le chiffre de cinq cent mille porteur du virus.

Le sida s'est développé beaucoup plus rapidement qu'on le pensait, souligne-t-on à l'OMS, *«particulièrement dans les pays en voie de développement»*.

En juin, l'organisation estimait à sept ou huit millions le nombre des personnes contaminées par le virus du sida. Elle évalue désormais ce chiffre entre huit et dix millions, et prévoit que les porteurs de virus seront entre quinze et vingt millions d'ici à la fin de la décennie. – *(Reuter.)*

CARTES POSTALES

Monseigneur le Cognac

Cet empire-là ne se livrera jamais. Il se parcourt, s'effleure, se soupçonne comme un mystère quasi policier. Aucun clair-obscur n'y manque, aucune fausse piste. Il s'entrouvre, fait mine de se dévoiler, mais, la visite achevée, se referme silencieusement derrière le visiteur. Pour une fois, ils repartiront bredouilles de secrets, les Maigret de Yokohama et les Sherlock Holmes de Kyoto. D'ailleurs, observez-les à la sortie : ils sourient comme d'habitude. Mais, si l'on ose dire, jaune.

Pour une fois, ils sont tombés sur plus fort qu'eux. Que leur a-t-on concédé ? Quelques mots, un rêve de bouquet, des bribes d'une édifiante légende trois fois séculaire, déjà lue dans les guides, au cours du voyage en avion. Autant dire, rien.

Il est très cérémonieux, Monseigneur le Cognac. Il ouvre ses chais à la demande, aussi longuement qu'on le désire, déployant mille impériales courtoisies. La tonnellerie, les vignes : on peut tout voir, à pied ou en petit train. On apprendra – le beau scoop ! – qu'il n'entre dans la fabrication des fûts, exclusivement en chêne du limousin, pas un clou ni un atome de colle. Qu'à la fin du vieillissement, les meilleurs cognacs laissent au palais un arrière-goût de noix de coco.

Ils verront des fûts, nos Maigret, ça oui. Et encore ? Des fûts. Et pour finir ? Des fûts. Des fûts neufs presque scintillants pour les jeunes eaux-de-vie, de vieux fûts patinés – des tierçons – seuls dignes d'accueillir les alcools vénérables. Des fûts sommeillant dans le noir, ou sur lesquels se déchaînent des projecteurs dignes des meilleurs sons et lumière. Des maréchaux aux tambours, toute une armée de fûts plongée dans le sortilège de la Belle au bois dormant.

Et entre les fûts, immobiles, tremblantes quand passe le petit train dans le vacarme polyglotte des visites, de scintillantes toiles d'araignée, comme une sorte de certificat de paix éternelle.

Donc, ils verront des fûts. Autant dire qu'ils ne verront rien. Car le vrai mystère de l'empire est enfoui en d'autres lieux, et d'autres saisons. Il faudrait aller le chercher tout au long du printemps et de l'été, dans ce lumineux dialogue de la folle blanche et du colombard, cépages rois, avec le ciel limpide et nacré des Charentes. Ciel atlantique à nul autre pareil, dont chaque bouteille, sans doute, renferme une parcelle.

Il faudrait le poursuivre dans la pénombre complice des chais, en épiant à longueur de siècle cette interminable étreinte de l'eau-de-vie et des planches de chêne. Quelles tendresses se chuchotent ici, les lourdes portes refermées ? Quelles offrandes érotiques savent-ils trouver, les grands arbres du Limousin, pour que la liqueur se révèle ainsi à elle-même ? Seules les araignées, qui tiennent la chandelle toute l'année, pourraient trahir le secret. Heureusement, elles ne parlent pas japonais.

De Cognac (Charente)
DANIEL SCHNEIDERMANN

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 1er août 1990 a été tiré à 479 267 exemplaires.

Dernier conseil des ministres avant les vacances

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 1er août à l'Elysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Il ne se réunira ni le 8, ni le 15 août. Au cours de ce dernier conseil d'avant vacances, a été approuvé un projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République (lire pages 1 et 6).

M. François Mitterrand a évoqué la question de la coopération entre les communes, sujet de polémiques, en déclarant : *« ce projet n'a de sens que s'il incite ; il n'en a pas s'il contraint »*. Un autre projet relatif à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture (lire page 19) a également été approuvé.

Le conseil des ministres a entendu deux communications en plus de celle, hebdomadaire de M. Roland Dumas sur la situation internationale : l'une de M. Michel Durafour sur la refonte de la grille des fonctionnaires (*le Monde* du 1er août) ; l'autre de M. Jack Lang sur la conservation et la mise en valeur du patrimoine cinématographique. Le ministre de la culture a proposé l'engagement d'un plan d'urgence pour restaurer en quinze ans les 250 000 bobines les plus fragiles, c'est-à-dire celles qui ont été produites avant 1954 sur support en nitrate de cellulose.

Cette action sera complétée par les mesures destinées à améliorer l'accès des chercheurs et du grand public au patrimoine cinématographique.

M. Chevènement défend l'adaptation du service national pour les Beurs

Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'association Jeune pied-noir, M. Bernard Coll, et rendue publique mardi 31 juillet, M. Jean-Pierre Chevènement estime qu'il y a *« urgence à prendre en considération séparément les jeunes Français d'origine maghrébine »* pendant la durée de leur service national. Répondant aux critiques exprimées par cette association d'enfants de harkis, qui avait reproché au ministre de la défense son *« favoritisme pour les Beurs »* appelés sous les drapeaux (*le Monde* du 28 juillet), M. Chevènement indique que les mesures proposées en faveur de ces jeunes *« qui arrivent pour la plupart dans l'armée avec de lourds handicaps familiaux, linguistiques, scolaires, sociaux »*, ont pour seul objectif de leur offrir *« des conditions de traitement égales »* à celles des autres appelés, notamment pour ce qui est du respect des pratiques religieuses ou des habitudes alimentaires.

Dans sa « lettre-pétition », l'association Jeune pied-noir s'était interrogée sur la possibilité *« d'intégrer des populations étrangères en les isolant dans une culture dont les valeurs sont souvent en complète opposition à celles de notre civilisation »*. Rappelant que le service national doit remplir *« une mission d'intégration »*, M. Chevènement ajoute : *« L'identité de la France n'est pas immuable. Autour des valeurs du patriotisme républicain, il y a place pour tous ceux qui sont prêts à y adhérer. »*

Le bulletin de santé de M. François Mitterrand

« Légère hypoglycémie »

Les examens médicaux, cliniques et biologiques, habituellement subis par le président François Mitterrand ont permis de mettre en évidence *« une légère hypoglycémie, une hypotension plus volontiers orthostatique, s'accompagnant d'une petite augmentation de la vitesse de sédimentation : cela étant à mettre sur le compte de l'intense activité diplomatique du président au cours du premier semestre de cette année »*, a annoncé l'Elysée, mardi 31 juillet en précisant : *« Tous les autres paramètres sont normaux »*.

[Les quelques anomalies citées dans le communiqué de l'Elysée n'ont, *a priori*, aucun caractère de gravité. La « légère hypoglycémie » (baisse de la concentration du sucre dans le sang) et l'« hypotension orthostatique » (chute de la tension artérielle observée lors du passage en position debout) ne permettent pas d'évoquer de diagnostic précis. De la même manière la « petite augmentation de la vitesse de sédimentation » (vitesse de la chute des globules rouges contenus dans le sang rendu incoagulable et placé dans un tube adéquat) n'évoque pas de pathologies particulières, ce phénomène pouvant être observé dans un grand nombre de maladies (maladies infectieuses, états inflammatoires, etc.) comme dans certaines conditions physiologiques (âge avancé).]

ESPAGNE : au sein du gouvernement et du Parti socialiste

Les tensions s'exacerbent entre « technocrates » et « populistes »

De sérieuses divergences se font sentir dans les rangs du Parti socialiste espagnol et se manifestent au sein même du gouvernement. Mises en évidence par de récentes déclarations du ministre de la culture, elles risquent d'occuper une large partie des débats lors du congrès du parti, convoqué à l'automne prochain.

MADRID

de notre correspondant

«Il y a deux conceptions du socialisme démocratique au sein du gouvernement. L'une est disposée à assumer à fond les conséquences de la social-démocratie moderne et a choisi d'accepter les réalités de l'économie de marché. L'autre est celle de l'opportunisme de gauche, qui ne suit aucune ligne politique claire mais veut toujours donner l'impression d'être à gauche de la gauche, avec des accents populistes et démagogiques.» Le ministre espagnol de la culture, M. Jorge Semprun, est connu pour son franc-parler. Mais les déclarations fracassantes qu'il a faites le dimanche 29 juillet au quotidien *el Pais* n'en ont pas moins mis en émoi le petit monde politique madrilène. Elles ont en effet confirmé que le torchon brûlait désormais pour de bon au sein du gouvernement espagnol. Et tout porte à croire que la bataille ne fera que gagner en intensité jusqu'au congrès que le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) tiendra en automne prochain et qui s'annonce déjà comme des plus mouvementés.

Certes, M. Semprun n'a pas nommément cité cet *«opportuniste de gauche»* qu'il désigne à la vindicte publique. Mais chacun sait qu'il s'agit là d'une allusion transparente au «numéro 2» du parti et du gouvernement, le tout-puissant vice-président du gouvernement M. Alfonso Guerra. Un homme qui paraissait hier encore intouchable mais qui fait désormais l'objet de critiques de moins en moins voilées.

En juin dernier, le ministre de l'économie, M. Carlos Solchaga, un autre adepte du franc-parler, avait déjà jeté un pavé dans la mare en qualifiant publiquement de *«monolithique»* le principal organe de direction du PSOE, dont chacun sait qu'il est étroitement contrôlé par M. Guerra. Ce dernier avait toutefois vu venir à son secours plusieurs membres du cabinet, qui avaient qualifié d'*«abus de langage»* le propos du ministre de l'économie, et assuré que la direction du parti n'était nullement monolithique, mais tout simplement... *«homogène»*.

Caton et les affairistes

Subtilités sémantiques à part, il est clair aujourd'hui que deux tendances s'affrontent au sein de l'administration socialiste. La première est représentée par M. Solchaga et groupe les technocrates socialistes qui ont modernisé l'Espagne ces dernières années pour tenter de mieux la préparer à affronter le défi européen. Ils n'ont pas hésité pour cela à rompre avec certains dogmes traditionnels de leur formation et à promouvoir son *aggiornamento* idéologique.

Ils se sont toutefois heurtés aux réticences de M. Guerra et de l'*«appareil»* du parti, désireux de maintenir contre vents et marées le discours populiste d'antan. Un discours pourtant de plus en plus déphasé par rapport à la politique modérée effectivement suivie par le PSOE depuis son arrivée au pouvoir. Ce n'est pas un hasard si, gardien du temple socialiste, M. Guerra est aussi traditionnellement chargé de faire régner l'ordre et la discipline au sein du parti, qu'il contrôle d'une manière quasi léniniste. L'affrontement, désormais public, entre ces deux courants, couvait en fait depuis longtemps. Plus exactement depuis la grève générale qui paralysa l'Espagne en décembre 1988, l'une des épreuves les plus difficiles qu'ait eu à affronter le gouvernement socialiste. Profondément affecté par le succès du mouvement, M. Felipe Gonzalez avait alors songé à démissionner et à céder la place au ministre de la défense, M. Narcis Serra, un des dirigeants de l'aile *«moderniste»* du socialisme espagnol.

Si M. Felipe Gonzalez préféra finalement se raviser et rester aux commandes, il n'en provoqua pas moins une rébellion sans précédent au sein de l' *«appareil»* du PSOE. Celui-ci pouvait difficilement admettre qu'une décision d'une telle importance pût être prise sans même qu'il fût consulté. Les dirigeants du parti, qui sentaient que le pouvoir leur échappait de plus en plus au profit du gouvernement, trouvèrent pourtant tout naturellement un allié de choix en son sein : M. Guerra, lui aussi inquiet face à la montée en puissance des *«technocrates»*.

La bataille larvée entre les deux courants allait se poursuivre durant toute l'année 1989. Elle allait connaître un nouveau rebondissement au début de 1990 avec le *«scandale Juan Guerra»*, du nom du frère du vice-président accusé de trafic d'influence. L'affaire allait sérieusement affecter M. Alfonso Guerra, qui avait toujours voulu apparaître comme le Caton pur et dur de la politique espagnole, et se voyait désormais accusé d'avoir à tout le moins fermé les yeux sur l'affairisme de son proche parent.

Plusieurs ministres critiquèrent ouvertement la manière dont M. Guerra se défendit devant le Parlement. Le vice-président se contenta en effet de menacer ceux qui le critiquaient en laissant entendre qu'il disposait d'informations susceptibles de les compromettre eux aussi. En nette perte de vitesse, M. Guerra parvint toutefois à opérer un spectaculaire rétablissement en imposant, contre l'avis de la majorité du cabinet, le candidat de l' *«appareil»* aux élections régionales d'Andalousie de juin, et en y obtenant un excellent résultat.

L'affrontement a donc pris désormais l'allure d'une véritable lutte pour le pouvoir. Une lutte dans laquelle s'est jusqu'ici abstenu d'intervenir M. Gonzalez, qui apparaît plus que jamais comme l'indispensable dénominateur commun entre les différents courants au sein de son parti. Le choix, pour lui, est difficile. Il n'entend nullement prendre ses distances vis-à-vis de M. Guerra, à qui l'unit une vieille et solide amitié. Mais il ne peut pas non plus ignorer que le prestige dont jouit aujourd'hui l'Espagne socialiste à l'étranger est avant tout dû à l'action des *«technocrates»* de son gouvernement. Le leader du socialisme espagnol (qui a laissé entendre qu'il en était à sa dernière législature) n'en sera pas moins forcé de se définir davantage lors du prochain congrès de sa formation, s'il ne veut pas que l' *«après-Gonzalez»* soit marqué au sceau des luttes intestines.

THIERRY MALINIAK

Trois marginaux auraient avoué leur participation aux crimes de Montauban

Trois marginaux, dont un Allemand, ont été déférés mercredi 1er août au parquet de Montauban (Tarn-et-Garonne) après avoir avoué, selon la police, leur participation au massacre de six personnes dans un squat de la ville.

Selon la police, il s'agirait d'une affaire de racket. Les victimes, qui s'étaient installées dans l'immeuble, rançonnaient les marginaux venus passer la nuit dans le squat. Les aveux recueillis par les enquêteurs du SRPJ de Toulouse ont permis de découvrir mardi un sixième corps, celui d'un homme, enterré dans une cour jouxtant l'immeuble désaffecté où avaient été découverts il y a dix jours (*le Monde* du 24 juillet) les cinq premiers cadavres, dont l'un reste non identifié.

Grèves à Air Inter et dans les aéroports parisiens

Une nouvelle grève est toujours possible à Air Inter, vendredi 3 août (les syndicats CGT, UGICT-CGT et SNPIT du personnel au sol ont déposé un préavis), malgré la réunion de négociation qui a eu lieu mardi dans la soirée, et les discussions proposées par la direction. Celle-ci prévoit d'assurer 75 % des vols vendredi. Les passagers peuvent se renseigner à Paris au 45-39-25-25 ou au 46-75-11-11, en province dans les centres de réservation et les agences de voyages, ou par minitel 3615 Airinter.

Des grèves du personnel d'exploitation d'Aéroports de Paris – à l'appel de FO et de la CFDT – perturbent depuis le début de la semaine les arrivées et les départs des passagers sur les aéroports parisiens de Roissy et d'Orly. Mardi 31 juillet et mercredi 1er août au matin, ces arrêts de travail ont retardé les départs et les arrivées des avions à Roissy. Des négociations ont été entamées avec les syndicats.

En revanche, l'appel à la grève lancé par un syndicat d'électroniciens de la sécurité aérienne (qui effectuent la maintenance des appareils de contrôle) du 25 juillet au 7 août n'a guère été suivi que par une minorité, et dans le seul centre d'Aix-en-Provence : selon le ministère des transports, 2 % au maximum des électroniciens auraient fait grève.